

ON AVANCE L'HEURE
À 2H LA NUIT
PROCHAINE

RECETTES ANTICANCER
DANS LE CAHIER
ZOOM

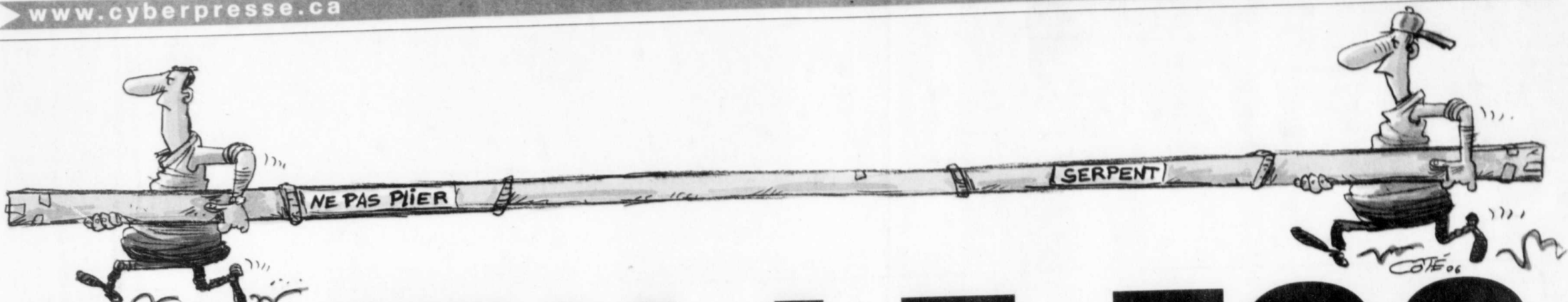


LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE SAMEDI 1^{er} AVRIL 2006

www.cyberpresse.ca



ADIEU LE ZOO

La fermeture, « une mauvaise décision », affirme le député Pierre Paradis

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

■ « La décision de fermer le zoo est une mauvaise décision », tranche le député libéral Pierre Paradis, qui ne croit pas que ce soit Michel Després qui ait eu le dernier mot dans cette affaire.

« Je sais que je vais me faire "batter" en disant ça, mais c'est ce que je pense profondément, a affirmé au SOLEIL, hier, l'ex-ministre de l'Environnement et de la Faune. (...) Je ne comprends pas ce qui arrive. » M. Paradis a eu le dossier du Jardin zoologique entre les mains au début des années 90.

La fronde ouverte du député de Brome-Missisquoi envers son gouvernement s'ajoute à celle de son collègue Thomas Mulcair, cette semaine, sur les dossiers Rabaska et du Mont-Orford. M. Paradis a également signifié son opposition à la privatisation de la montagne estrienne.

Le député libéral ne croit pas qu'il s'agisse de la décision de Després

Pierre Paradis, un routier du PLQ laissé à l'écart du Conseil des ministres de Jean Charest, s'explique mal la fermeture du zoo de Québec. « Demain, la seule affaire qui va changer, c'est que les gens ne peuvent plus passer le tourniquet, affirme M. Paradis. On n'est pas loin d'une solution. Il ne manquait pas beaucoup d'argent pour mettre ça ensemble. »

Sans dire que la décision a été imposée par le cabinet du premier ministre, M. Paradis affirme que ce n'est pas le ministre responsable de la capitale nationale, Michel Després,

Voir ZOO en A 2 >

Plus d'information Pages A 2 et A 3



Le Jardin zoologique de Québec a fermé hier ses portes dans l'amertume, 75 ans après son ouverture. Autant la Coalition pour la sauvegarde du Jardin zoologique que le syndicat des employés blâment le manque de leadership des politiciens et l'absence de volonté politique du gouvernement libéral de Jean Charest. Il s'agissait du plus vieux jardin zoologique du Canada. Le porte-parole de la Coalition, André Di Vita, estime que la fermeture du zoo représente un grand échec pour la région de la Capitale Nationale. Il a dit éprouver un sentiment de honte devant le comportement des politiciens de Québec. Les détails en pages A 2 et A 3.



La pêche à Matimekush, une activité traditionnelle pratiquée par toutes les générations.

Au pays des Innus, entre la peine et l'espoir

Matimekush... Pour l'immense majorité des Québécois, le nom de cette petite communauté innue jouxtant Schefferville est inconnu. À près de 600 kilomètres au nord de Sept-Îles, ses 800 résidents vivent en pleine nature, près des caribous. Mais l'idylle s'arrête là. Matimekush ressemble à une plaie ouverte tant les problèmes sociaux y sont criants. Pourtant, malgré ses malheurs, la communauté refuse de sombrer. Pendant huit jours, LE SOLEIL a partagé le quotidien et les espoirs des habitants de cette réserve qui, entre tradition et modernité, cherchent leur nouvelle identité.

Loterie vidéo dans le tiers-monde

« Ce que fait Loto-Québec est légal, mais immoral... »

PREMIER DE TROIS
CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

SCHEFFERVILLE — Si Loto-Québec installait des appareils de loterie vidéo dans un village du tiers-monde, le Québec au complet crierait au scandale. C'est pourtant ce qui se passe à Matimekush sans que personne ne s'en émeuve, dénonce Robert Madden, directeur du Centre de santé et des services sociaux de la petite réserve in-

nue jouxtant Schefferville. Au prorata de la population, il y a dans cette ville trois fois plus d'appareils que la moyenne québécoise.

Ceux-ci se trouvent sur le territoire municipal, dans deux bars appartenant à deux Blancs, mais les clients sont presque tous autochtones. Ils viennent principalement de la réserve innue de

Voir LOTERIE en A 4 >

Plus d'information Pages A 4 et A 5

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Faudrait-il limiter encore plus le nombre d'appareils de jeu vidéo de Loto-Québec ?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

SOMMAIRE

Agenda cinéma	G 8	Maison	E 1
Agenda culturel	C 13	Le monde	A 21
Agenda familial	A 14	Loterie	A 23
Arts week-end	C 1	Météo	S 8
Avis légaux	B 4,6,13	Opinions	A 27
Bourses	B 8	Petites annonces	E 31
Carrières	I 1	Quoi faire	A 13
Cinéma	G 1	Sports	S 1
Chroniqueurs		Supergille	E 46, B 5
Julie Lemieux	C 5	Télévision	C 4
Décès	B 10	Voyages	F 1
Divertissements	G 9	Zoom	D 1
Économie	B 1		
Editorial	A 26		
Est et Côte-Nord	A 28		

MÉTÉO

Max. 11, min. -3
Nuageux avec faible pluie. Vents légers. Détails page S 8.

Accumulation de neige (avant hier)
Ce mois-ci: 16,4 cm Lan dernier: 64,1 cm
Cet hiver: 350,5 cm L'hiver dernier: 255,6 cm

QUÉBEC,
110^e ANNÉE, N^o 93
FLORIDE, 3,05 \$ US

MONTRÉAL
OTTAWA 2 \$
PLUS TAXES

1,74 \$ PLUS TAXES 6 27657 00076 6



COBALT SS

299 \$ /mois

0 \$
0 \$

comptant

dépôt sécurité

QUANTITÉS LIMITÉES

FOURNIER
CHEVROLET

AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE-BERTRAND

687-5200

www.fournierchevrolet.com

Moteur 2,4 l de 171 hp, roues de 17 po, climatiseur, groupe électrique, etc.

* Location 48 mois, 80 000 km, transport inclus, taxes en sus.

ADIEU LE ZOO

Les conservateurs s'en lavent les mains

MARIANNE WHITE
MWhite@lesoleil.com

Les députés conservateurs de la région de Québec l'ont déjà dit : ils ne peuvent rien pour sauver le Jardin zoologique. Et ils l'ont répété encore une fois hier, alors que le gouvernement québécois fermait définitivement les portes du plus ancien parc du genre au Canada.

Le gouvernement de Jean Charest a signé l'arrêt de mort de l'institution après que les élus de la région eurent refusé de prendre en charge son déficit.

« Il faut rappeler que l'équipement du zoo s'est retrouvé en sérieuses difficultés en 2001, lorsque le gouvernement péquiste de l'époque a changé la vocation du zoo et refusé la subvention de 18 millions \$ du gouvernement fédéral », a indiqué hier la ministre responsable de Québec, Josée Verner.

« On nous a demandé de collaborer à partir du moment où il y aurait un consensus régional. Le ministre Després n'a pas obtenu le consensus qu'il souhaitait avec M^{me} Boucher, alors il n'a pas fait de demande de financement au fédéral. Le dossier est clos », a indiqué M^{me} Verner en point de presse.

Son collègue Daniel Petit, dont la circonscription de Charlesbourg englobe le zoo, refuse d'accepter le blâme d'Andrée Boucher, qui accuse les conservateurs de s'en être lavés les mains. Il a soutenu avoir sollicité en vain une rencontre avec la mairesse de Québec au sujet du zoo.

« La rencontre a été bloquée. Elle ne m'a pas reçu pour le zoo. Alors il y a des limites, à un moment donné... » a-t-il dit d'un ton exaspéré.

Andrée Boucher a refusé de commenter hier, mais son attaché de presse, Pierre-Claude Nolin, a indiqué que cette rencontre « de courtoisie » prévue avec M. Petit a dû être reportée en raison du dépôt du budget municipal. « C'est un peu gros de dire que M^{me} Boucher a refusé de les rencontrer », a-t-il dit. Il a indiqué par ailleurs que la fermeture du zoo attristait la mairesse. « Elle demeure déçue de la tournure des événements. »



Des opposants à la fermeture du zoo ont accueilli les derniers visiteurs, hier, avec les pancartes électorales de la conservatrice Josée Verner. « Le dossier est clos », a pour sa part déclaré la ministre, en point de presse.

Dans ce jeu de balle entre politiciens de tous les ordres, plusieurs se demandent si tout a été fait pour sauver le zoo.

« C'est un équipement provincial et je n'ai pas à juger du travail de mon collègue Michel Després. Le dossier du zoo n'a pas reçu tout l'appui financier qu'il aurait dû recevoir dans la région », a affirmé hier Josée Verner.



Un employé déguisé en ministre Després a mis la clé dans la porte, hier, à 16h.



De passage dans une école Montessori, hier, le ministre Michel Després n'a pas laissé d'espoir à un groupe de jeunes élèves, qui avaient amassé 1600 \$ pour sauver le Jardin zoologique.

ZOO

Suite de la Une

qui a voulu la fermeture. « Je ne pense pas que c'est lui qui a pris cette décision-là, lance M. Paradis. Il a toujours été un défenseur du zoo. Il n'aime pas ça, Michel, ce qu'il vit là. »

M. Després ne semble pas d'accord avec la décision et « ça paraît », insiste M. Paradis. D'autant plus qu'à titre de ministre responsable de la région, cela n'aide pas à mousser sa popularité. « Dans la région, son étoile... dit M. Paradis. Quand tu es responsable d'une région, surtout dans la capitale nationale, il faut que tu sois vu comme un défenseur de ton coin de pays. C'est dur pour lui. Et Michel, c'est un bon garçon. Il n'est pas mort de rire. »

La fermeture du Jardin zoologique transforme les quelque 30 millions \$ qui y ont été investis en « gaspillage », affirme M. Paradis. Aussi, s'il ne manquait que 1,2 million \$ de déficit à éponger, le député libéral s'explique mal que Québec et Ottawa n'aient pas bougé. « Quand tu regardes ce qui se fait dans les programmes fédéral-provincial et que tu vois ce qui manquait... soupire-t-il. On souhaite un rapprochement entre les deux gouvernements, Québec a été généreuse sur le plan électoral envers le parti au pouvoir à Ottawa, Harper et Charest sont chums, ça fait 600 000 \$ chacun... En tout cas. »

Pierre Paradis a été l'un des premiers élus à évoquer la fermeture du Jardin zoologique, en 1994. Sa décision a finalement été de céder à la Société zoologique de Québec. Porté au pouvoir, le PQ a préféré le remettre à la Société des parcs de sciences naturelles (SPSNQ), à la suite d'une saga judiciaire. « Je ne dis pas que je suis détenteur de la vérité, mais en 1993-1994, on a pris la décision de passer le flambeau parce qu'on craignait que quelqu'un tire la plug », affirme M. Paradis. Il conseille la formule appliquée pour les Jardins de Métis, soit une cession à des « passionnés » du milieu épaulés financièrement par l'État. « Dix ou 12 ans plus tard, le gouvernement ne paie plus de déficit, ils sont plus beaux qu'ils ont jamais été et ils sont rentables, dit-il. Ça ne doit pas être une mauvaise formule. »

Le député de Brome-Missisquoi ne cache pas son penchant pour la survie du Jardin zoologique. « Si on peut sauver le zoo, dit-il, on va être correct. »

DÉCISION « INAPPROPRIÉE »

En entrevue à la Presse canadienne, l'ancien ministre libéral Marc Bellemare a prédit que la décision va faire perdre au moins trois circonscriptions aux libéraux dans la région au prochain scrutin. Il a rappelé que jamais, lors du scrutin de 2003, l'engagement de fermer le zoo n'avait été pris par l'équipe libérale régionale dont il faisait alors partie.

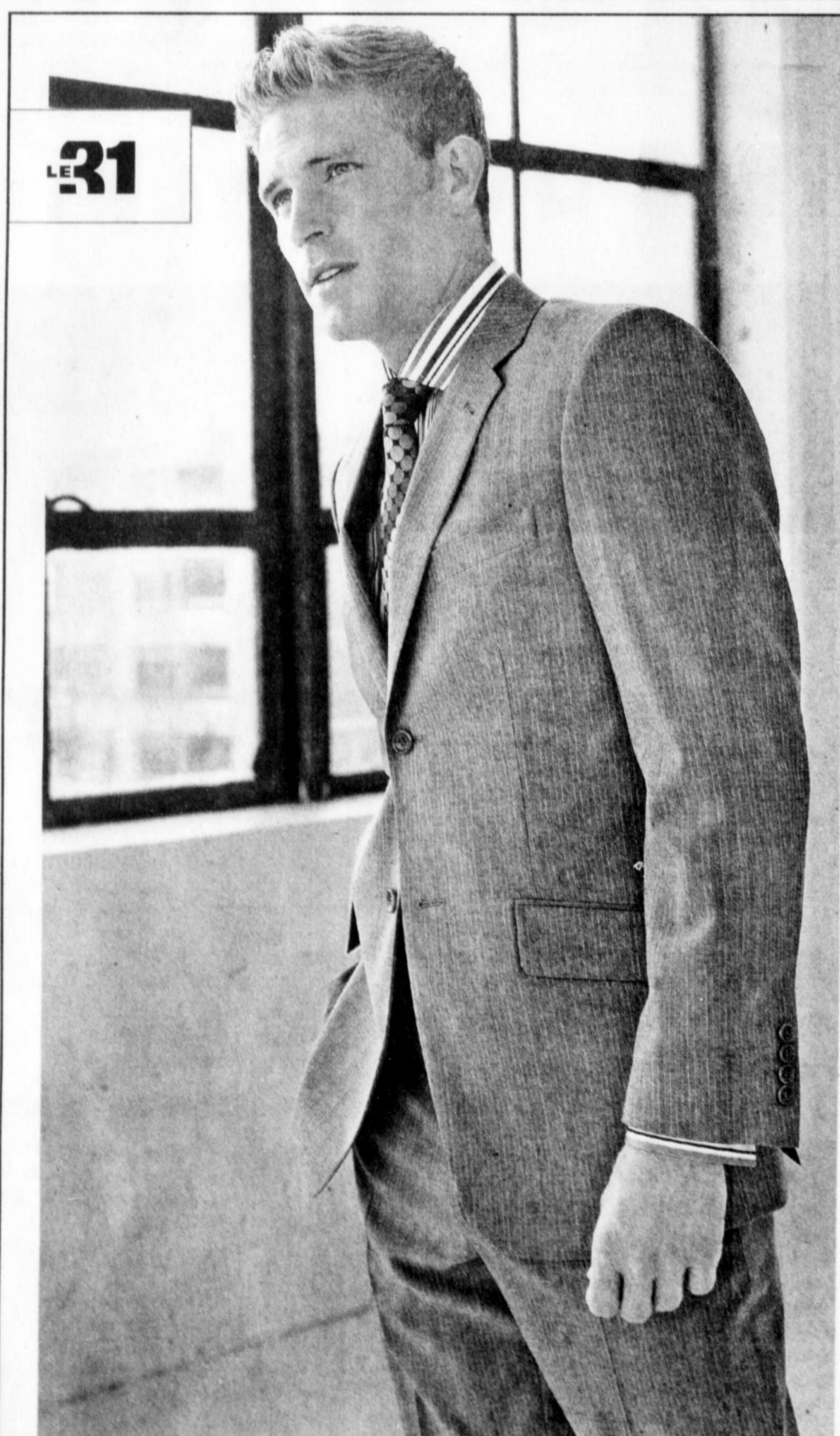
Marc Bellemare prédit que la décision fera perdre au moins trois circonscriptions aux libéraux dans la région

« Les gens de Québec n'ont jamais eu l'occasion de se prononcer là-dessus. C'est pourquoi la solution consiste à mener une vaste consultation avant de trancher », a-t-il aussi commenté.

« Le scénario de la fermeture du zoo pourrait être aussi une des hypothèses sur la table lors de cette consultation. Mais il y en aurait d'autres : un partenariat public-privé pour gérer les installations ou des projets d'amélioration du site qui pourraient surgir. »

L'ex-ministre a fait valoir que la Ville possède peu d'équipements récréotouristiques susceptibles de favoriser les jeunes familles. « Fermer le zoo fera disparaître une autre de ces attractions », a-t-il déploré. En outre, deux ans avant le 400^e anniversaire de la ville de Québec, l'idée de fermer le zoo lui apparaît « inappropriée ».

Avec la Presse canadienne



LE COMPLET
FINES RAYURES
CLAIRES

199.95

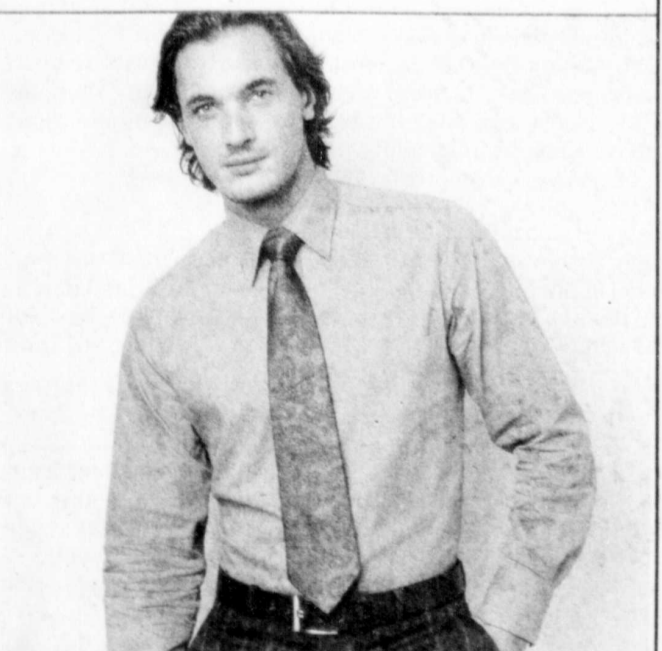
Laine légère additionnée de lycra pour un complet printemps-été impeccable qui vous garantit un très grand confort et une tenue sans reproche. Coupe deux boutons, fentes latérales, pantalon sans plis. Fines rayures en bleu sur gris ou bleu sur beige, 38 à 46. Rég. 295.00 Une exclusivité du 31. Chemise 88.00, cravate 49.95



LA CHEMISE
CARREAUX
OPTIQUES

59.95

Une chemise pure mode éclatante qui se distingue par la qualité de son fin tissage carreaux en relief subtil et en surimpression de vert lime sur bleu et blanc. Pur coton légèrement lustré. 14 1/2 à 17 1/2 manches régulières et longues. Rég. 88.00 Cravate 75.00



LA CHEMISE
CONFORT
STRETCH

59.95

C'est la chemise sans souci par excellence pour la belle saison, avec son mélange 65% coton pour le confort et 35% polyester pour la tenue. Poignets réguliers, col pointu. Blanc, noir, crème, moka, vert, marine, royal, rouge, rose, orange. 14 1/2 à 18. Rég. 80.00 Cravate 49.95

simons

WWW.SIMONS.CA POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ADIEU LE ZOO



Francine Vachon, une visiteuse de Québec, a donné un baiser d'adieu à un des alpagas, qui devront être relocalisés.

LE SOLEIL, STEVE DESCHÈNES

Entre le deuil et l'espoir

JEAN-SÉBASTIEN MASSICOTTE
ET FRANCIS HIGGINSJSMassicotte@lesoleil.com
FHiggins@lesoleil.com

Entre la tristesse, la résignation et la colère, l'espoir avait une place de choix hier, dans l'enceinte du Jardin zoologique de Québec. Le verrou de la porte de l'institution n'était pas encore tourné que déjà le rêve d'un retour du public se faisait sentir. Un sentiment quasi unanime et visiblement alimenté par le flou entourant cette fermeture qualifiée par plusieurs « d'improvisée ».

En début de journée hier, le ministre responsable de la Capitale nationale s'était pourtant voulu clair. « La décision doit s'appliquer. » À son avis, l'avenir du zoo se trouve dans la consolidation d'un Parc aquarium plus attrayant et reprenant certains éléments animaliers du Jardin fermé. Le ministre assure qu'ainsi la mission scientifique et éducative du défunt zoo sera perpétuée.

Rencontré après son entretien privé de plus d'une heure avec le groupe de sauvegarde des écoles Montessori et Yves-Prévost, Michel Després s'est défendu d'alimenter de faux espoirs. « On a pris la bonne décision », tranche le ministre.

Alors que le groupe de jeunes élèves espérait toujours « un miracle » et croyait finalement à un poisson d'avril, ils sont repartis avec leur quel que 1600 \$ amassés. Le ministre Després leur a assuré que la somme pourrait servir à un projet de leur choix dans l'éventuel aquarium bonifié.

Une transformation qui risque cependant d'être impossible, juge Patrice Bélanger, le directeur du Jardin zoologique. « Ça n'a rien à voir ! Ça ne tient pas debout. C'est utopique de croire qu'on peut mélanger la vocation du Jardin à celle de l'aquarium. » De toute façon, l'espace manque. Selon M. Bélanger, 90 % de l'espace disponible serait déjà utilisé à l'aquarium. « On ne peut quand même pas faire voler les oiseaux au-dessus du pont de Québec ! »

Même son de cloche pour Robert Patenaude, le vétérinaire du zoo. Lui aussi est sceptique. « Combien ça coûterait pour faire ce projet, alors qu'on l'a déjà ici ? » Bien qu'écœuré par la tournure de cette saga, le *vet* ne veut pas lâcher le morceau si rapidement. « C'est une guerre ! Et le ministre Després n'a gagné qu'une bataille. »

M. Patenaude déplore en particulier le fait qu'il ne semble pas y avoir de plan pour la suite des choses. Du moins, rien n'est dit. « Depuis trois mois, ce qu'on sait, on l'apprend dans les journaux ! » Une situation intenable, précise-t-il.

Paradoxalement, le flou actuel alimente forcément l'espoir d'un retour des choses à la normale. « On n'a reçu aucun ordre formel de démanteler



Une fois les portes du zoo closes, la tristesse se lisait sur les visages des employés.

PC

quoique ce soit », fait remarquer le directeur Bélanger. Il entrevoit même la possibilité de rouvrir rapidement, s'il en reçoit l'ordre. Il se garde prêt. « On pourrait très bien fermer un an et ensuite repartir. » Une élection pourrait peut-être changer la donne, rêve-t-il.

MOBILISATION

En attendant, la mobilisation se poursuit. Trois résidents de Québec ont ouvert un compte (pour dépôt de chèques seulement) à la caisse populaire Bellevue de Québec pour une « levée de fonds de la dernière chance ». Cécile Brançon espère que son initiative permettra de faire la différence. L'objectif avoué est d'offrir, d'ici la mi-avril, à la mairesse Andrée Boucher un chèque qu'elle ne pourra refuser. Sinon, les chèques seront tout simplement détruits.

Justement, la prochaine manche politique risque de se jouer lundi au conseil municipal. Impliquée grandement dans la sauvegarde du zoo et visiblement émue par ce qui se passe, la



La dernière visite du Jardin zoologique avait des allures de marche funèbre.

PC

chef de l'opposition, Ann Bourget, ne baisse pas les bras non plus. Elle compte soumettre au vote la motion qui veut que les 3 millions \$, destinés à la fermeture du zoo par la ville, ser-

vent plutôt à le maintenir ouvert jusqu'à la fin 2006, le temps d'envisager les options.

Bref, faute de mieux, l'espoir est toujours bien là.

► Qu'advient-il...

□ ...des animaux ?

Les 800 animaux de 250 espèces différentes restent sur place pour l'instant. Les responsables n'ont reçu aucune directive de démanteler les bêtes jusqu'à maintenant. Certains d'entre eux pourraient être transférés à l'Aquarium.

□ ...des employés ?

En tout, 63 personnes travaillent au zoo. Ce nombre doublait durant l'été, en plus des quelque 180 bénévoles. Une dizaine d'employés ont perdu leur poste, hier. Dans la mesure du possible, ces derniers seront mutés à l'Aquarium ou à la Société des établissements de plein air du Québec.

□ ...des installations ?

Pour le moment, les infrastructures sont toujours nécessaires pour garder les ani-

maux. Tant que ces derniers n'ont pas trouvé un nouveau logis, tout doit rester en place. Pour la suite, personne ne sait ce que les bâtiments et l'équipement deviendront.

□ ... des terrains ?

La Commission de la capitale nationale reprendrait une partie des lieux pour créer un parc public. Une autre parcelle de terrain serait utilisée pour bâtir une école d'horticulture. Les espaces boisés pourraient être transformés en courts de tennis et centre de conditionnement physique. Il reste une partie qui n'aurait toujours pas trouvé preneur.

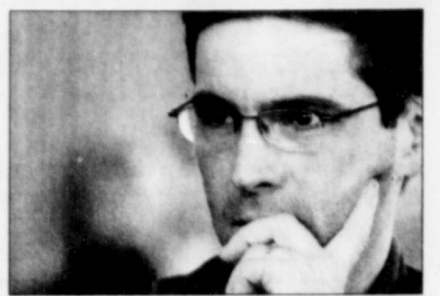
À VENIR

□ Québec solidaire organise une manifestation aujourd'hui, dès 10 h, dans le stationnement du zoo.



LE SOLEIL, STEVE DESCHÈNES

□ Une vigile en appui aux employés du zoo sera tenue lundi, à compter de 17 h, à l'hôtel de ville de Québec.



LE SOLEIL, STEVE DESCHÈNES

« C'est utopique de croire qu'on peut mélanger la vocation du Jardin à celle de l'aquarium », affirme le directeur Patrice Bélanger.



LE SOLEIL, STEVE DESCHÈNES

La députée Agnès Maltais et la chef de l'opposition à Québec Ann Bourget ont accompagné le porte-parole de la Coalition pour la sauvegarde du zoo, André Di Vita, qui a promis de « travailler très fort pour rouvrir » l'établissement.

« Une journée extrêmement difficile »

FRANCIS HIGGINS ET
JEAN-SÉBASTIEN MASSICOTTE

FHiggins@lesoleil.com

JSMassicotte@lesoleil.com

Québec a perdu son zoo, hier. Les employés ont mis fin à l'agonie en accueillant plusieurs centaines de personnes pour une ultime visite.

Les travailleurs avaient la mine basse au moment de verrouiller la porte pour de bon, peu avant 16 h. « C'est une journée très émotive et extrêmement difficile. Ceux qui restent vivront dans l'isolement, les portes fermées et loin des micros, pour s'occuper du zoo », a dit le directeur, Patrice Bélanger.

Au total, le Jardin zoologique de Québec emploie 63 personnes de façon régulière, deux fois plus durant la haute saison, sans compter les quelque 180 bénévoles. Hier, une dizaine d'employés ont perdu leur poste. Ils trouveront peut-être du boulot à l'aquarium ou à la Société des établissements de plein air du Québec, mais rien n'est sûr.

« Je rentre travailler lundi, mais mon boss m'a dit que j'irais peut-être à l'aquarium après. On n'en sait trop rien », a confié la relationniste Pascale Savard.

Malgré sa fermeture au public, le zoo continuera d'abriter ses 800 animaux de 250 espèces différentes, dont plusieurs sont menacées ou vulnérables. Selon les responsables, il faut compter au moins de 8 à 12 mois pour obtenir les permis de déplacer les bêtes et leur trouver un toit. Il a été répété hier qu'aucun animal ne serait euthanasié.

« L'ironie dans tout ça, c'est que la vie continue à l'intérieur du zoo et que l'État se prive de revenus en le fermant, a déclaré le vétérinaire Robert Patenaude. C'est incroyable de voir qu'il y a la guerre en Afghanistan et que le zoo de Kaboul est encore ouvert, alors qu'ici on ferme le nôtre ! »

Le spécialiste a ajouté que ses collègues d'autres jardins zoologiques comprennent mal la mort du plus vieux parc animalier public du Canada. « La game politique me déçoit beaucoup et m'écœure, a-t-il poursuivi. Il y a des générations de jeunes qui ont fait leurs premières armes ici. Qui va nous remplacer maintenant ? On laisse un vide culturel. »

Le spécialiste a ajouté que ses collègues d'autres jardins zoologiques comprennent mal la mort du plus vieux parc animalier public du Canada. « La game politique me déçoit beaucoup et m'écœure, a-t-il poursuivi. Il y a des générations de jeunes qui ont fait leurs premières armes ici. Qui va nous remplacer maintenant ? On laisse un vide culturel. »

BÉNÉVOLES SOUS LE CHOC

De nombreux bénévoles étaient sous le coup de l'émotion. « C'est très triste. Il y en a ici qui pleurent, mais je ne désespère pas », a dit Alphonse Duperré.

« Il n'y a que les fous qui ne changent pas d'idée ! », a renchéri son collègue Marcel Rioux.

« Ça me met tellement en maudit que je n'en dors pas. Mais qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ? » a demandé une dame de 76 ans de Sainte-Foy, venue manifester.

Quelques figures politiques étaient présentes, notamment la députée péquiste Agnès Maltais et la chef de l'opposition de Québec, Ann Bourget. Une quarantaine de représentants du Syndicat de la fonction publique du Québec sont venus appuyer leurs collègues.

Porte-parole de la Coalition pour la sauvegarde du zoo, André Di Vita a promis de « travailler très fort pour rouvrir » cet établissement vieux de 75 ans.

« C'est clair qu'on va préparer un plan de relance alors qu'il ne manque que 1,2 million \$ et qu'on s'apprête à dépenser pour les Fêtes du 400 », a-t-il mentionné.

AU PAYS DES INNUS, ENTRE LA PEINE ET L'ESPOIR

LOTÉRIE

Suite de la Une

Matimekush, laquelle est littéralement imbriquée dans la petite ville, et de la réserve naskapie Kawawachikamach, située à une quinzaine de kilomètres.

Selon des chiffres « officiels », les 1600 résidents des deux réserves (800 chacune) et les 200 de Schefferville (dont la moitié sont autochtones) procureraient annuellement des profits de plus de 1 million \$ à Loto-Québec. Les montants bruts (en incluant les gains rejoués) investis dans les machines atteindraient jusqu'à 4 millions \$, selon une enquête de l'émission *Zone libre* réalisée l'année dernière.

Malgré leur ampleur, ces chiffres sont confirmés sur place par une personne qui « voit passer l'argent » mais ne veut pas être identifiée.

Il n'a toutefois pas été possible de les faire confirmer par Loto-Québec.

Mais quoi qu'il en soit, la société d'État reconnaît qu'il y a un problème, car elle a inscrit Schefferville sur une courte liste de villes où il y a une surreprésentation d'appareils et mandaté sa fondation Mise sur toi pour y intervenir de façon particulière.

LE TIERS-MONDE

Bien qu'en apparence Matimekush puisse sembler plutôt choyée avec ses petites maisonnettes bien mises, Robert Madden n'hésite pas à parler de conditions de vie s'apparentant à celles du tiers-monde. Derrière les portes closes se terre un condensé de souffrances. Dépendances multiples, violence, abus, négligence, promiscuité, sous-scolarisation, crises suicidaires sont si répandus que les services sociaux ne font que gérer les crises, dit-il.

Dans ce contexte, les appareils de jeu ne viennent qu'accroître le problème.

La fondation Mise sur toi a récemment contacté Robert Madden. « Ils offraient deux choses : venir former les travailleurs des bars et venir rencontrer nos intervenants sociaux », raconte M. Madden.

Mais à Matimekush, il n'y a pas d'intervenants pour ce type de problèmes, et le conseil de bande n'a pas les moyens de s'en offrir ! souligne le directeur.

Tout comme bien des citoyens, celui-ci croit que Loto-Québec devrait faire davantage pour la communauté, compte tenu des importants profits qu'elle y réalise depuis des années.

« Ce qu'ils font est légal, mais c'est immoral. La population est captive, elle n'a pas d'autres activités », souligne-t-il.



Des maisons de Schefferville. le territoire municipal et la réserve s'imbriquent l'un dans l'autre, sans séparation nette.

PHOTOS LE SOLEIL, CLAUDETTE SAMSON

Schefferville: de ville prospère à ville parasitaire

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ La fermeture anticipée de la ville de Schefferville, après que l'Iron Ore Company eut fermé ses portes en 1982, n'a jamais eu lieu. Mais l'ancienne petite ville minière a perdu bien des plumes. Aujourd'hui, elle n'est plus qu'une ville parasitaire, vivant littéralement aux crochets de ses voisins autochtones.

Sans les résidents des réserves innue de Matimekush (contiguë à la ville, environ 800 habitants) et naskapie de Kawawachikamach (à une quinzaine de kilomètres, environ 800 habitants aussi), Schefferville la blanche aurait en effet bien peu de chances d'exister encore.

La petite ville située au 54,48° parallèle, juste sous la barre du 55° délimitant la région du Grand Nord, enclavée entre deux branches du Labrador, n'est plus qu'une ville-dortoir

pour les professionnels blancs (santé, services sociaux, éducation, techniciens...) qui desservent ces deux populations.

Les autres Blancs sont commis, vendeurs, serveurs... Ils viennent du « Sud » pour un temps d'aventure et de repos dans la nature, voire un coup d'argent.

La ville, qui a déjà compté entre 4000 et 5000 habitants et possédait tous les équipements allant avec une telle population, en comptait 222 lors du dernier recensement en novembre, dont environ la moitié sont autochtones. Ceux-ci vivent dans la ville soit par choix, soit par manque de logements dans leur réserve. L'été, quelques dizaines de citoyens viennent grossir le lot, le temps des pourvoiries.

Le roulement de la population blanche est continu, si bien que celle-ci s'est complètement désintéressée de la chose politique. Il n'y a plus de conseil municipal, l'administration

est assurée par un fonctionnaire du ministère des Affaires municipales, Marcella Beaudoin. Originaire de Blanc-Sablon, celle-ci a dans le passé assuré la mise en place des municipalités sur la Basse-Côte-Nord. Mais à Schefferville, elle reconnaît qu'il n'y a pour l'instant aucune volonté de déclencher élections.

Les autochtones ont particulièrement sur le cœur la démolition de nombreux équipements après la fermeture de la mine, dont le centre récréatif (avec piscine), le club de curling et le cinéma. Même l'hôpital fraîchement rénové est passé sous le pic, ce qui a donné lieu à une belle aberration : pour environ 1800 citoyens, il y a aujourd'hui trois dispensaires, un à Kawawachikamach, un à Matimekush, et un à Schefferville. Les femmes doivent descendre à Sept-Îles pour accoucher, à 12 heures de train. Et pour éviter les imprévus, elles y descendent souvent quelques semaines à l'avance.



Robert Madden, directeur du Centre de santé et des services sociaux

La ville ne compte plus que 222 habitants

RISTORANTE TERRASSE

SCALA

TRATTORIA

• fine cuisine italienne •

Table d'hôte
Terrine d'autruche à la mangue et grand Marnier accompagnée de ses confits de carottes et oignons au porto
ou
Feuilleté de foie de lapin poêlé, garni de julienne de pommes et champignons, sauce au miel et gingembre
Zuppa del giorno
ou
Insalate del giardino
Pizza aux épinards, lard fumé et sauce hollandaise 19,95\$
ou
Duo de pizza y pasta selon l'humeur du chef 22,95\$
ou
Penne à l'aiguillette de volaille méli-mélo de melon et cantaloup dans une sauce au vin blanc et fondant de camembert 24,95\$
ou
Filet de saumon frais enrobé de riz soufflé et caramélisé sur lit de sauce aux poireaux parfumés au pastis 32,95\$
ou
Roulade de veau farcie aux épinards et fromage Brie sauce aux pousses des sous-bois 29,95\$
ou
Cuisse de canard farcie aux oranges confites et son jus corsé à l'abricot Brandy 34,95\$
ou
Filet mignon de bœuf au croustillant de prosciutto sauce à la bordelaise 36,95\$
Le Panaché della Casa supp. 2,50\$
Café, thé, tisane inclus!

Pianiste sur place en soirée

529-8457

Valet P gratuit

31, René-Lévesque Ouest, Québec

SALON DES VÉHICULES RÉCRÉATIFS 2006

Attrapez la piqûre du VR!

Québec : Du 30 mars au 2 avril 2006
Au Centre de foires de Québec

PRIX D'ENTRÉE (toutes taxes incluses)	HEURES D'OUVERTURE	
Adultes :	10,00 \$	Judi 30 mars de 11 h à 21 h
Étudiants et 65 ans et plus :	8,00 \$	Vendredi 31 mars de 11 h à 22 h
6 à 12 ans :	4,00 \$	Samedi 1 ^{er} avril de 10 h à 22 h
0 à 5 ans :	GRATUIT	Dimanche 2 avril de 10 h à 17 h
*avec carte		

HORAIRE DES CONFÉRENCES présenté par

<p>JEUDI :</p> <p>13 h : L'École FQCC : Le comportement routier de votre VR</p> <p>14 h : Voyages et locations</p> <p>16 h : Démystifier les assurances de véhicules récréatifs</p> <p>17 h : Capacité de traction des VR</p> <p>19 h : L'entretien de votre VR</p> <p>VENDREDI :</p> <p>11 h : L'École FQCC : Le comportement routier de votre VR</p> <p>12 h : Voyages et locations</p> <p>14 h : L'entretien de votre VR</p> <p>16 h : Capacité de traction des VR</p> <p>18 h : L'École FQCC : Le comportement routier de votre VR</p> <p>19 h : Démystifier les assurances de véhicules récréatifs</p>	<p>SAMEDI :</p> <p>11 h : Démystifier les assurances de véhicules récréatifs</p> <p>12 h : Voyages et locations</p> <p>14 h : L'École FQCC : Le comportement routier de votre VR</p> <p>16 h : Capacité de traction des VR</p> <p>18 h : L'entretien de votre VR</p> <p>19 h : Démystifier les assurances de véhicules récréatifs</p> <p>DIMANCHE :</p> <p>11 h : L'entretien de votre VR</p> <p>12 h : Capacité de traction des VR</p> <p>13 h : Démystifier les assurances de véhicules récréatifs</p> <p>14 h : Voyages et locations</p> <p>15 h : L'École FQCC : Le comportement routier de votre VR</p>
---	--

Pour information : www.salonvr.com

AU PAYS DES INNUS, ENTRE LA PEINE ET L'ESPOIR

La grand-messe du bingo

Du lundi au samedi, les résidants de Schefferville s'adonnent à leur unique loisir

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ **MATIMEKUSH**—Six soirs par semaine, les Innus de Matimekush se livrent à un rite bien spécial. À 20h, les téléviseurs s'éteignent, les postes de radio s'allument. Commence alors la grand-messe du bingo, à laquelle plusieurs ont pensé toute la journée.

La petite réserve contiguë à la ville de Schefferville vit présentement un revers brutal. Au fil des ans, le bingo, activité d'apparence banale, est devenu un piège pour de nombreux autochtones, dont certains jouent tous les soirs ou presque. À 50 \$ le nécessaire de cartes par soir, plusieurs ont développé un problème d'endettement, dont profiteraient largement certains prêteurs.

À cela s'ajoute le désarroi des enfants, laissés à eux-mêmes pour une bonne partie de la soirée. Il n'est pas rare d'en voir de tout jeunes jouer dans les rues jusque vers 22 h ou même plus tard. Quand papa et maman espèrent remporter le gros lot (24 000 \$ à la mi-mars !), ils n'ont guère envie d'être dérangés.

Le rite est empreint d'un tel tabou qu'il a été impossible, en une semaine, de trouver qui que ce soit prêt à ouvrir ses portes au SOLEIL pour y assister.

Linda (prénom fictif) est de ceux pour qui le jeu a cessé d'être un jeu. Pendant une dizaine d'années, pourtant, tout allait bien. C'était un simple divertissement, témoinne cette jeune grand-maman.

Il y a eu des signes précurseurs. Quand son fils de 12 ans ouvrait le frigo vide et lui disait : « Ah, j'aime mieux jouer ce soir ! », elle savait bien qu'il y avait un problème.

Puis, ces dernières années, le bingo l'a littéralement avalée. Avec son conjoint, elle y engloutissait jusqu'à 600 \$ par mois. « Il y avait des comptes pas payés. Au lieu d'acheter à manger, ou de payer l'électricité, on jouait au bingo.

« Je n'avais plus de temps pour mes petits-enfants. J'étais en colère quand je ne gagnais pas, j'en voulais aux gens qui font le bingo, je me disais qu'ils nous volaient peut-être. »

Alors, tout comme on se prépare mentalement à arrêter de fumer, Linda s'est préparée à arrêter de jouer.

Lors de notre rencontre, elle en était à sa 11^e soirée d'affilée.

« Cette semaine, j'aurais dépensé 250 \$. À la place, j'ai acheté des affaires dont j'avais besoin. J'ai vu ma paye passer. »

À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

Diffusé du lundi au samedi à la radio communautaire, le bingo sert de moyen de financement à ladite radio et à celle de la nation naskapie située à une quinzaine de kilomètres, en plus de nourrir les loisirs et la paroisse.

Ces derniers temps, la crise a atteint une telle ampleur que les chefs des deux bandes se sont réunis avec les comités concernés pour chercher des solutions.

Les religieuses de la paroisse ont de leur côté confié au SOLEIL avoir l'intention d'abandonner leur bingo. « On a réfléchi, et on s'est dit que c'était contre-évangélique, c'était profiter de la pauvreté des gens », souligne sœur Martha Groffen.

De nombreuses personnes sont toutefois d'avis que la solution ne pourra pas passer uniquement par une diminution de l'offre. Car si le bingo a pris une telle place dans la communauté, c'est aussi parce que celle-ci n'a absolument rien à offrir d'autre (à part les appareils de loterie-vidéo !) aux adultes en mal de loisirs, tout comme aux jeunes d'ailleurs.

Beaucoup se souviennent qu'au temps de leur jeunesse, il y avait un centre récréatif, avec une piscine, un curling, un cinéma, dans la petite ville animée de Schefferville.

Mais quand la mine a fermé, en 1982, ces équipements ont été détruits. Seul l'arène est resté. Mais là encore, la communauté innue fait face à de telles difficultés financières que celui-ci n'est ouvert qu'à temps partiel.



À la radio communautaire, Michel Vollant tire les boules de bingo.

PHOTOS LE SOLEIL, CLAUDETTE SAMSON

Demain : des enfants coincés entre tradition et modernité



À 50 \$ le nécessaire de cartes par soir, plusieurs ont développé un problème d'endettement, dont profiteraient largement certains prêteurs.

DEVENEZ MENTOR
la magie de l'amitié !

1-800-661-4252
www.gfgs.ca

SÉJOURS LINGUISTIQUES
Apprenez une langue, tout en voyageant
Début des cours en tout temps
anglais, espagnol et autres
Adultes, affaires, ados, à la carte

ADULTES, AFFAIRES, À LA CARTE
Séjours pour jeunes et adolescents
Conférences les 4 avril et 2 mai

BROCHURE GRATUITE | 600-463-2265
www.limmerslon-vie.com

ESPAGNOL
Depuis 1992
Durée : 18 avril au 30 juin 2006

- Les participants apprendront à maîtriser cette langue par des nouvelles technologies d'enseignement. (TIC).
- Professeurs d'origine espagnole et diplômés
- Cours de groupe ou privés

Inscription et test :
4 avril 2006 de 17h à 18h
Lieu : 915, boul. René-Lévesque Ouest local 60 (ss)

COFFIC-DIFFUDI
682-3617
http://pages.videotron.com/diffudi

François Côté
COLLECTION
PRÊT-À-PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES

les nouvelles collections à des prix jamais consentis!

ATTENTION
François Côté Collection liquide toute sa balance d'inventaire à des prix sans précédent. Costumes, vestons, pantalons, chemises et accessoires sont sacrifiés au coûtant et parfois en dessous du prix coûtant. Une occasion unique en vigueur jusqu'à dimanche. Aidez-nous à faire de la place pour les nouvelles collections à des prix jamais consentis!

lot de Costumes 4 saisons 100% laine / Rég. jusqu'à 1795\$	lot de Chemises Rég. jusqu'à 295\$	lot de Pantalons 4 saisons 100% laine / Rég. jusqu'à 395\$	lot de Manteaux de cuir Rég. jusqu'à 1995\$
199\$	39\$	59\$	299\$

NOUVELLES ÉTOILES 2006

Blouson de printemps PERRY ELLIS Grand choix de modèles et couleurs Rég. 295\$	Pantalon printemps 2006 Grand choix de couleurs Rég. jusqu'à 295\$ SPÉCIAL	Sélection d'imper BAUMLER Rég. jusqu'à 795\$ SPÉCIAL	Blazer LAUREN RALPH LAUREN noir ou marine Rég. 695\$ SPÉCIAL
149\$	89\$	199\$	195\$

Complexe Germain-des-Prés • Sainte-Foy 657-1760 www.francoiscote.com

Du changement à la direction de l'information du SOLEIL

Des changements au sein de la direction de la salle de rédaction du SOLEIL ont fait monter d'un cran, cette semaine, la fébrilité qui règne dans votre quotidien à 24 jours de sa transformation en format compact.

Directeur de l'information depuis son arrivée au SOLEIL, en 2001, notre collègue François Bourque a, après une mûre et déchirante réflexion, décidé de quitter ses fonctions. Après quatre années consacrées à la gestion de la salle de rédaction et à la préparation quotidienne du SOLEIL, il avait des fourmis dans les jambes et éprouvait le besoin de retourner sur le terrain.

Journaliste d'expérience d'une grande rigueur professionnelle, spécialiste de la politique municipale et des affaires publiques, excellent analyste et commentateur, François Bourque aura l'occasion de mettre ses talents au service des lectrices et lecteurs et de jouer un nouveau rôle au SOLEIL au moment où celui-ci amorcera, le 24 avril, un tournant majeur de son histoire.

UNE PREMIÈRE AU SOLEIL

C'est la journaliste Mylène Moisan



François Bourque



Mylène Moisan

qui devient directrice de l'information. Sa nomination revêt une signification toute particulière pour LE SOLEIL puisque M^{me} Moisan est la première femme dans l'histoire du quotidien de la capitale — qui fêtera ses 110 ans le 28 décembre prochain — à occuper un tel poste de direction.

Forte d'une dizaine d'années d'expérience et présentement journaliste à notre bureau de l'Assemblée nationale, M^{me} Moisan a travaillé au sein de plusieurs médias avant d'arriver au

SOLEIL, en 1999. Elle entrera en fonction le 10 avril.

Au cours des prochains mois, elle sera appelée à jouer un rôle important dans la transformation et l'évolution du SOLEIL.

À mes deux collègues, j'offre mes meilleurs vœux de succès dans leurs nouvelles fonctions.

Yves Bellefleur
Vice-président information et rédacteur en chef

Des manifestants biélorusses sont libérés mais disent avoir été battus

MINSK (AP et PC) — Plusieurs manifestants détenus après des rassemblements de l'opposition ont été libérés, hier, et certains ont affirmé qu'ils avaient été battus par la police biélorusse.

L'opposition a soutenu qu'un manifestant était mort à la suite de blessures infligées lors d'un passage à tabac.

Aucune information n'a permis de savoir si le journaliste pigiste Frédéric Lavoie figure parmi les personnes libérées.

Frédéric Lavoie a été arrêté la semaine dernière alors qu'il couvrait des manifestations antigouvernementales à Minsk et il a été condamné à 15 jours de prison.

« EN BONNE FORME »

Un porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères a affirmé qu'un diplomate du Canada établi en Pologne s'était rendu en prison, hier, pour visiter le jeune homme de 22 ans. « Il est en bonne forme », a affirmé hier Réjean Beaulieu, qui a toutefois refusé de donner plus de détails sur la détention de M. Lavoie.

Le diplomate était accompagné lors de sa visite par un procureur général

adjoint, a dit M. Beaulieu. Il y a une semaine, la police a arrêté des centaines de militants de l'opposition lors d'une opération visant un campement qui s'était installé sur la principale place de la capitale. Le campement avait été le théâtre de rassemblements quotidiens dénonçant l'illégalité de la réélection du président Alexandre Loukashenko.

BLESSURES À LA TÊTE

Sergeï Kalyakine, coordonnateur du siège de l'opposition unifiée, a déclaré lors d'une conférence de presse que le manifestant Sergeï Atroshchenko avait été brutalement battu par la police et qu'il était mort de blessures à la tête mercredi.

La police a refusé de faire des commentaires et des représentants d'un hôpital où M. Atroshchenko aurait été emmené ont déclaré qu'il n'avait jamais été un des patients de l'établissement.

Les manifestants libérés hier ont soutenu avoir été battus par la police. Certains ont raconté que lors de leur arrestation, ils avaient été exposés à des gaz et que des policiers avaient jeté de l'eau bouillante à la figure d'un détenu.

NOUS AVONS DE TRÈS BEAUX LOGEMENTS DISPONIBLES IMMÉDIATEMENT



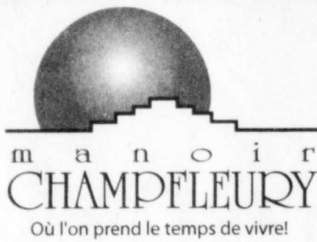
Au cœur de la vie, au cœur de l'action!

RÉSIDENCE POUR PRÉRETRAITÉS ET RETRAITÉS AUTONOMES



Certifié
Le Manoir

649-1324
www.manoirlelandre.com
125, Benoît-XV, Québec (QC) G1L 2Y9
Face à l'Hôpital Saint-François-d'Assise



Certifié
660-6011
www.manoirchampfleury.com
1950, avenue Champfleury
Québec (QC) G1J 4M6



Jusqu'à DIMANCHE

Le Salon
Chalets et
Maisons de
Campagne

du 30 mars
au 2 avril 2006
au Centre des congrès de Québec

Vous trouverez tout sous un même toit pour...

CONSTRUIRE...
RÉNOVER...
DÉCORER...
ACHETER...
LOUER...
RÊVER...

150 exposants spécialisés

- Une maison de campagne et trois chalets modèles à visiter
- Construction en direct d'un chalet de bois rond
- Deux attractions tendances déco
- Des véhicules récréatifs en démonstration
- Conférences et ateliers

Heures d'ouverture

Jeu: 12h à 21h
Ven: 10h à 21h
Sam: 10h à 21h
Dim: 10h à 17h

Stationnement

7 \$ au Marie-Guyart et Place d'Youville seulement (demandez-nous votre vignette).

Tarifification

Générale : 9 \$ (taxes incluses)
Amés et étudiants : 8 \$ (taxes incluses)
12 ans et moins : gratuit

Information (418)682.9890

www.salonchaletsmaisonscampagne.com

13 000\$ en prix à gagner !!!

Nom :

Adresse :

Tel. :

Veillez déposer à l'entrée du Salon Chalets & Maisons de campagne au Centre des congrès. Règlements disponibles sur place. Tirage le 2 avril à 16h.



D E M A I N

LE CANADIEN EN QUÊTE D'UNE SIXIÈME VICTOIRE



Le Canadien de Montréal sera en quête d'une sixième victoire d'affilée, ce soir, au Centre Bell, contre les Bruins de Boston. Cristobal Huet sera sans doute encore devant le filet du Tricolore.

Dans le cahier Sports

L'ÉRABLIÈRE DU LAC-BEAUPOURT



L'Érablière du Lac-Beauport, située sur le chemin des Lacs, compte 39 espèces naturalisées d'animaux sauvages du Québec. Elle raconte aussi l'histoire du sucre d'érable. Une excursion pédagogique et ludique au pays des sucres, à 20 minutes en voiture du centre-ville de Québec.

Dans le cahier Québec

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

PRÉCISION

Le film argentin *Illuminados por el Fuego* (Le Baptême du feu) est projeté demain (14h30), et non cet après-midi, au Festival de cinéma des 3 Amériques, comme l'indique l'article publié en page G1 du cahier Cinéma. Le film est présenté en v.o. espagnole avec s.-t. français à Place Charest.

McDonald's montréalaise du doigt

■ MONTRÉAL — Le Conseil des chaînes de restauration du Québec (CCRQ) a déploré hier qu'un de ses membres, McDonald's, ait été nommé désigné comme pourvoyeur de malbouffe cette semaine par le premier ministre Jean Charest. L'organisme estime que le geste est « décevant » de la part d'un premier ministre qui devrait plutôt intégrer tous les restaurateurs dans sa quête de saines habitudes de vie pour le Québec et non pas en décrier certains sur la place publique. « C'est dommage de montrer une chaîne de restaurants du doigt, a expliqué en entrevue au *Devoir* Jean Lefebvre, vice-président du CCRQ. Ce n'est pas une façon de faire. » PC

L'heure avancée dès cette nuit

En 2007, cette opération s'effectuera deux semaines plus tôt

PIERRE ASSELIN
PAsselin@lesoleil.com

C'est le temps de reprogrammer votre lecteur de DVD, votre cafetière, votre téléviseur, et même de tourner les aiguilles de votre horloge s'il vous en reste une, parce qu'ils doivent tous avancer d'une heure à partir de 2 h du matin, demain.

C'est en effet le premier dimanche d'avril que la plupart des provinces, à l'exception de la Saskatchewan, passent à l'heure avancée. Il n'y a pas que des cadrans à ajuster, en passant, il faut aussi vérifier les piles de vos avertisseurs de fumée.

Depuis la dernière modification apportée en 1987, l'heure avancée est en vigueur à partir du premier dimanche d'avril jusqu'au dernier dimanche d'octobre. À compter de l'année prochaine, toutefois, le changement d'heure se fera deux semaines plus tôt au printemps et une semaine plus tard à l'automne, afin de se conformer à la nouvelle politique énergétique des États-Unis.

Ainsi, en 2007, l'heure avancée entrera en vigueur dès le deuxième dimanche de mars et le restera jusqu'au premier dimanche de novembre.

Le ministre de la Justice Yvon Marcoux a déposé récemment un projet de loi en ce sens

à l'Assemblée nationale, et la plupart des autres provinces canadiennes iront dans le même sens.

Ce n'est pas d'hier que les Canadiens et les Américains se plient à ce rituel deux fois par année. La tradition remonte à la Première Guerre mondiale, mais ce sont les Allemands qui ont été les premiers à le faire. L'idée était que l'heure avancée permettait d'aligner les heures de travail sur les heures d'ensoleillement et qu'ainsi on réduirait les coûts d'éclairage dans les usines et les bureaux.

**La tradition remonte
à la Première Guerre mondiale.
Ce sont les Allemands**

qui ont été les premiers à le faire

C'est la même logique qui a inspiré les législateurs américains. Une analyse réalisée par le service de recherche du Parlement rappelle cependant qu'ils ne s'appuyaient que sur un document de 1975 du ministère américain des Transports, qui concluait que l'application de l'heure avancée pourrait donner lieu à des économies d'énergie de 1 % en mars et en avril, soit l'équivalent d'environ 100 000 barils de pétrole

le par jour pour les deux mois en question. La conclusion générale de l'étude indique que l'application de l'heure avancée à partir de mars ne comporterait que de « modestes » avantages sur le plan de l'économie d'énergie, de la sécurité routière et de la prévention du crime.

Chez nous, Hydro-Québec a évalué les économies qui découleront de la période plus longue d'heure avancée, et elles ne sont pas énormes. D'après la société d'État, le Québec économisera 51 gigawattheures, soit l'équivalent de l'énergie requise pour chauffer 2000 résidences pendant un an. Ce n'est quand même pas rien, mais ça ne représente que 0,03 % (trois centièmes de 1 %) des ventes totales d'Hydro.

Si le changement d'heure fait l'affaire de ceux qui ont hâte de voir le soleil se coucher plus tard le printemps, il ne plaît pas nécessairement aux agriculteurs, dont les activités sont établies en fonction du soleil plutôt que de l'heure. C'est d'ailleurs sous leurs pressions que le Japon a abandonné la pratique en 1952. La Chine, qui s'étend sur cinq fuseaux horaires, n'applique pas l'heure avancée, alors que l'Union européenne s'est entendue en 1996 sur une période d'été commune à tous ses membres.



On doit avancer nos horloges d'une heure à partir de 2 h du matin, demain.

CANADIENS TUÉS AU MEXIQUE

L'avocat du couple critique Vicente Fox

MONTRÉAL (AFP) — L'avocat de la famille d'un couple de Canadiens assassinés près de Cancun a accusé hier le président mexicain Vicente Fox d'avoir compromis l'enquête par ses déclarations et a appelé les Canadiens à éviter ce pays pour leur propre sécurité.

Domenico Ianiero, 59 ans, et son épouse Annunziata, 55 ans, avaient été égorgés le 2 février dans leur chambre d'hôtel d'une station balnéaire proche de Cancun, où ils étaient venus assister au mariage de leur fille.

« **INGÉRENCE INCROYABLE** »

M^e Edward Greenspan, avocat de la famille Ianiero, s'est vivement élevé, lors d'une conférence de presse hier, contre des déclarations du président mexicain affirmant que le ou les assassins étaient Canadiens et pourraient même avoir fait partie des invités à la noce.

Qualifiant les propos de M. Fox d'ingérence incroyable, M^e Greenspan a estimé que le président mexicain a ainsi « compromis l'enquête criminelle ». « Il veut manifestement une inculpation rapide pour protéger l'industrie touristique mexicaine. C'est tout ce qui lui importe », a-t-il ajouté.

M. Fox a en substance « dit au public et aux procureurs: inculpez quelqu'un rapidement, assurez-vous qu'il n'est pas Mexicain et protégez notre industrie touristique », a poursuivi M^e Greenspan.

LIBÉRATION DES OTAGES EN IRAK

Aucune rançon n'aurait été versée

OTTAWA — Le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a assuré hier qu'aucune rançon n'avait été versée par les autorités canadiennes pour la libération en Irak des otages canadiens James Loney et Harmeet Singh Sooden et du Britannique Norman Kember. « Je sais qu'il y a eu des informations et des rumeurs à ce propos, mais je n'ai pas connaissance d'une telle chose, d'aucune transaction. Je pense avoir la certitude que le gouvernement canadien n'a pas payé de rançon. Personne n'aurait pu faire une chose de la sorte sous mes instructions », a déclaré M. Harper lors d'une entrevue avec la chaîne publique de télévision CBC. AFP

C'EST LE TEMPS DES SUCRES!
Venez déguster les recettes du chef!

Brunch tous les dimanches

Réservez dès maintenant, brunch ou buffet du soir de PÂQUES **Gratuit**
Enfants de 5 ans et moins

Mont Tourbillon
Réservez 849-4418
www.monttourbillon.com (réservation en ligne)

FLORSHEIM La chaussure de ville tout confort
Comfortech

Jolan
Le summum, avec ou sans orthèse

chasseur-conseil pour hommes, femmes et enfants
Place Laurier 651-7418 Place Fleur de Lys 525-6755

BOSS HUGO BOSS

VENEZ DÉCOUVRIR LES NOUVELLES COLLECTIONS
PRINTEMPS-ÉTÉ 2006
HOMMES, FEMMES ET ACCESSOIRES

HUGO BOSS QUÉBEC
505, RUE SAINT-JOSEPH EST, QUÉBEC (QUÉBEC)
TÉLÉPHONE: (418) 522-4444

APEX
LABORATOIRE DENTAIRE

M. LUC BERGERON
Apex Laboratoire Dentaire est fier d'annoncer l'arrivée de M. Luc Bergeron L.D. au poste de Directeur du département d'implantologie.
M. Bergeron détient une solide expertise dans le domaine et ses qualités relationnelles et de gestion sont d'importants atouts pour ses nouvelles fonctions.
Rappelons que Apex Laboratoire Dentaire offre un service complet en prothèse fixe.

blü
Un nom, un style

Place Laurier, Niveau 1
(418) 657-7099-www.blubyblu.com

LINEN CHEST

Consultation en décoration à domicile **GRATUITE**
mettant en vedette les produits

Hunter Douglas
aux prix garantis les plus bas

Achetez maintenant et économisez!
\$100*
RABAIS INSTANTANÉ
sur tous les produits Hunter Douglas sur présentation de cette publicité.

Photo: Stores Applause Honeycomb

- Habillages de fenêtre sur mesure
- Stores de bois
- Stores horizontaux
- Stores verticaux
- Stores plissés
- Stores romains
- Persiennes
- Quincaillerie décorative

Linen Chest s'est mérité pour la 15e année consécutive le prix de Choix du Consommateur dans la catégorie Habillage de fenêtre.

25% à 50%
sur une sélection de tissus de notre collection de draperies, valances et couvre-lits faits sur mesure

Appelez aujourd'hui pour une consultation à domicile GRATUITE

Montréal 514.331.5260 Ottawa 613.721.9991 Québec 418.658.5218

*En plus des plus bas prix garantis, obtenez un rabais supplémentaire de 100\$ sur chaque tranche d'achat de 1.000\$ de produits Hunter Douglas. Offre valide jusqu'au 30 avril.

Place Laurier, Ste-Foy : (418) 658-5218

DEVENEZ CAMELOTS

Pour faire partie de l'équipe de camelots, contactez-nous au 866-3344 ou sans frais pour les gens de l'extérieur au 1 866 686-3344

DÉBAT PARTICIPE PRÉSENT

Doit-on craindre l'Iran ?

JEAN-SIMON GAGNÉ
JSGagne@lesoleil.com

« Ce n'est pas vraiment la démocratisation de l'Iran ou du monde qui préoccupe l'Occident, estime Nima Machouf, de l'Association des femmes iraniennes. Autrement, nous parlerions davantage d'un pays comme l'Arabie Saoudite, où les femmes n'ont même pas le droit de vote. »

M^{me} Machouf, qui participera à un débat intitulé *Faut-il avoir peur de l'Iran ?*, lundi soir, au Musée de la civilisation, ne cache pas son scepticisme devant les craintes que suscite le programme nucléaire iranien. À ses yeux, cette histoire de bombe atomique n'est qu'un prétexte pour se mêler des affaires d'un pays étranger. « Est-ce que le Pakistan est plus fiable ou plus démocratique que l'Iran ? » interroge-t-elle, en rappelant que ce pays possède depuis quelques années l'arme atomique.

Le débat de lundi, organisé à l'occasion de la série Participe présent, ne pouvait tomber à un moment plus opportun. Mercredi, le Conseil de sécurité des Nations unies a donné 30 jours à l'Iran pour suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium. Le Conseil s'est toutefois bien gardé de dire ce qu'il ferait si l'Iran refusait d'obtempérer.

Le ton a encore monté d'un cran, hier, lorsque l'Iran a révélé qu'elle avait testé un nouveau missile, capable d'échapper à la détection des radars. Piqué au vif, le président américain George W. Bush a invité l'Iran à écouter « très attentivement » le message du Conseil de sécurité. Il a répété que l'Iran, « avec son gouvernement actuel », constituait « une grave menace pour la sécurité mondiale ».

Ces déclarations n'émeuvent pas outre mesure Nima Machouf, qui demande aux Canadiens de se mettre à la place des Iraniens. « Est-ce que vous aimeriez que les Américains ou d'autres pays viennent fouiller dans vos affaires? Pourquoi certains pays auraient le droit de posséder l'arme nucléaire et pas d'autres? Pourquoi Israël et pas l'Iran? » interroge-t-elle.

Selon M^{me} Machouf, qui a quitté l'Iran à l'âge de 18 ans, c'est peut-être l'intervention militaire en Irak qui a démontré au gouvernement iranien la nécessité d'acquiescer à la bombe. « L'analyse est facile à faire, explique-t-elle. Si l'Irak avait possédé la bombe atomique, les Américains n'auraient jamais osé attaquer le pays. Mais le pays ne l'avait pas, alors les États-Unis pouvaient tout se permettre. »

« Pourquoi certains pays auraient le droit de posséder l'arme nucléaire et pas d'autres? Pourquoi Israël et pas l'Iran? »

La docteure en épidémiologie, qui travaille sur le VIH, se défend bien d'être favorable aux dirigeants actuels de l'Iran. « Je suis contre le gouvernement iranien actuel, répète-t-elle. Je veux tout faire pour qu'il tombe. Mais je refuse que mon pays subisse le sort de l'Irak. Jamais. Je ne souhaite pas cela à mon pays ni à n'importe quel autre.

« Il y a environ trois ans, précise M^{me} Machouf, beaucoup d'opposants iraniens souhaitaient encore une intervention militaire étrangère chez eux, pour se débarrasser du gouvernement. Plus maintenant. Ils ont vu ce qui s'est passé en Irak. Ils ont vu la violence, les injustices et le pillage des ressources du pays. Ils ne sont plus dupes. »

M^{me} Machouf met en garde contre une analyse un peu rapide de la récente élection du président ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad. « Une bonne partie du courant réformateur boycottait les élections, conclut-elle. Au fond, les Iraniens avaient le choix entre un ancien président voleur et un gars du peuple, fondamentaliste, c'est vrai, mais probablement plus honnête. Ils ont choisi ce dernier. Est-ce qu'on peut leur reprocher? »

Outre M^{me} Machouf, le débat de lundi soir réunira Antoine Ayoub, professeur au département d'économie de l'Université Laval, René Mailhot, analyste de l'actualité internationale à Radio-Canada et Laura-Julie Perrault, journaliste au quotidien *La Presse*.

« Faut-il avoir peur de l'Iran? », le lundi 3 avril 2006, à 19 h 30. Coût: 3\$. Réservation requise au (418) 643-2158. Les débats de la série Participe présent sont réalisés par le Musée de la civilisation, en collaboration avec la Première Chaîne de Radio-Canada, LE SOLEIL, l'Université Laval et la librairie Pantoute.

La prison pour les journalistes, dit un député

VERNON (PC) — Un député conservateur d'arrière-ban blâme les médias pour leurs relations difficiles avec le premier ministre Stephen Harper.

Colin Mayes estime que les journalistes qui présentent une vision déformée de la réalité dans leurs articles devraient être emprisonnés. Dans un texte expédié aux journaux de sa circonscription de Colombie-Britannique, M. Mayes écrit qu'il est grand temps que les journalistes qui ne présentent pas les choses telles qu'elles sont soient menottés et incarcérés.

Selon lui, cela aiderait la population à accéder à une information exacte. Il soutient que les reporters veulent lui faire croire que le gouvernement conservateur n'est pas ouvert et transparent. Il propose que les journalistes soient soumis à une loi sur l'imputabilité semblable à celle que son parti a proposée pour punir les élus qui abusent de la confiance du public.

À cause d'un conflit qui l'oppose à la Tribune de la presse parlementaire, M. Harper a organisé une rencontre du Conseil des ministres sans l'annoncer, cette semaine, ce qui ne s'était pas vu de longue date.

COMMENCEZ À PAYER EN 2007*
SUR PISCINES SÉLECTIONNÉES

Réservez jusqu'au 2 avril
et économisez de 300\$ à 2000\$

Piscines creusées sans entretien
Obtenez l'ensemble sans entretien, une valeur de **2000\$**
L'ensemble sans entretien inclut un générateur de sel Zodiac et une balaieuse automatique Baracuda.

Spas tout équipés
Obtenez jusqu'à **1000\$** de rabais et un ensemble cadeau une valeur de **1290\$** à partir de **4499\$**

Piscines hors terre tout équipées Obtenez jusqu'à **700\$** de rabais et une marche Aquarius Une valeur de **199\$**
Piscine 21' équipée à partir de 1499\$

CLUB PISCINE SUPER Fitness

QUEBEC
687, Pierre-Bertrand
687-4270

LEVIS
5220, de la Rive-Sud
833-0165

*Sur modèles sélectionnés: Vogue Impact et Aqua Leader Mirage. Sous réserve de l'acceptation du service du crédit, acompte équivalent aux taxes. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre. Photos à titre d'illustration seulement. Voir détails en magasin.

COLLOQUE « LES MOTS DU GÉNOCIDE AU RWANDA »

Rompre le silence

Universitaires, témoins et survivants se donnent rendez-vous sur les lieux de l'horreur

JEAN-SIMON GAGNÉ
JSGagne@lesoleil.com

■ « À notre arrivée à Kigali (capitale du Rwanda), le 4 juillet 1994, le silence était impressionnant, raconte le journaliste Léo Kalinda. Les premiers êtres vivants que nous avons croisés étaient des chiens énormes et très agressifs. Ils avaient mangé de la chair humaine. »

Léo Kalinda fut l'un des premiers journalistes à entrer au Rwanda, quelques heures seulement après la fin du génocide, qui fit 800 000 morts entre les mois d'avril et de juillet 1994. « Quand nous avons franchi la frontière entre le Burundi et le Rwanda, ce que nous avons vu était inimaginable, inconcevable. Des hommes, rendus saouls par la haine et par la bière, portaient encore des machettes ensanglantées à la main. Ils sautaient sur notre véhicule blindé et essayaient de le défoncer. »



Léo Kalinda

« Un peu plus loin, sur les routes, des centaines de milliers de personnes tentaient de fuir le pays, avec tous leurs effets personnels sur la tête, se souvient encore Léo Kalinda. Presque tous avaient tué quelqu'un. Presque tous étaient coupables. Nous ne pouvions avoir la moindre compassion pour eux. »

« Presque tous avaient tué quelqu'un. Presque tous étaient coupables. Nous ne pouvions avoir la moindre compassion pour eux »

Comme le rappelle le journaliste, leur cruauté avait été à peine croyable. Et la radio en avait rajouté, en suppliant les tueurs de ne pas épargner les enfants, pour éviter qu'ils ne reviennent.

Ce témoignage à glacer le sang n'est qu'un aperçu du colloque *Les Mots du génocide au Rwanda*, qui aura lieu du 25 au 29 avril à Kigali, à l'initiative de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Le journaliste Kalinda y pré-

sentera d'ailleurs son récent documentaire, *Mères courage*, dont l'héroïne est une jeune mère rwandaise, Athanasie Mukarwego, violée pendant trois mois par des centaines de soldats. Le plus souvent, ses propres enfants pouvaient entendre ses cris et ses pleurs dans la pièce voisine.

De passage à Québec, hier, pour une conférence de presse annonçant le colloque, Athanasie Mukarwego a livré un témoignage poignant d'émotion. « Plus tard, pendant des années, mes enfants me demandaient ce que m'avaient fait les militaires, dans la pièce d'à côté. Je ne parlais pas. Mon entourage avait fini par avoir peur de moi. Je n'étais plus la même. Ils craignaient que je sois devenue méchante, ou aigrie. C'est seulement après avoir reçu les premiers résultats de mes tests de VIH, qui étaient négatifs, que j'ai un peu retrouvé la parole. »

Lentement, Athanasie a réappris à faire confiance à l'humanité. « Nous n'allons pas te battre ou te menacer. Nous te tuerons méchamment en te violant », lui avaient annoncé les bourreaux, avant de se mettre à l'œuvre.

« Au début, j'avais honte de fixer quelqu'un, raconte la jeune femme. Je regardais toujours par terre. J'avais peur de reconnaître quelqu'un qui était présent lors du viol. Je voulais même me masquer, pour ne pas qu'on me reconnaisse. »

La tenue du colloque, à Kigali, sur les lieux mêmes du génocide, prendra figure de symbole. L'événement mettra en présence des dizaines d'universitaires, de chercheurs, d'artistes et de témoins du génocide, qui réfléchiront

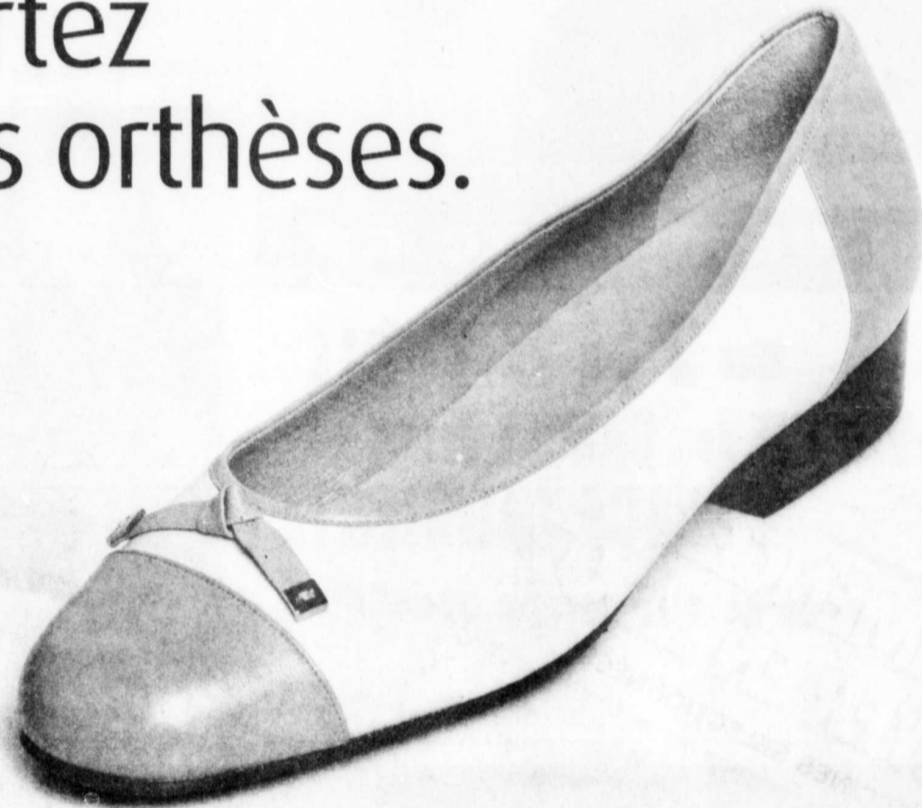
sur les événements et tenteront de créer un réseau international pour mieux comprendre les conflits. L'organisation revient au Laboratoire d'étude et d'action pour le développement et la recherche en éducation de l'UQAR, en collaboration avec les universités du Rwanda, de Trent (Ontario) et de Bretagne occidentale.

« Si chaque participant pouvait ramener ne serait-ce qu'une idée lumineuse dans son milieu, alors nous aurions atteint notre but », a résumé hier le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet. En attendant, la chanson de Corneille *Notre jour viendra* semble en voie de s'imposer comme la musique-thème de l'événement, avec des paroles qui prennent une autre dimension dans le contexte rwandais. « Nous ne sommes pas maudits, loin de là, chante Corneille. Même qu'on est tous choisis comme les autres, croyez-moi. »



« Des centaines de milliers de personnes tentaient de fuir le pays, avec tous leurs effets personnels sur la tête », se souvient Léo Kalinda, l'un des premiers journalistes à entrer au Rwanda, quelques heures seulement après la fin du génocide, qui fit 800 000 morts entre les mois d'avril et de juillet 1994.

Sortez vos orthèses.



Vous sacrifiez vos goûts pour votre confort ? Pouliot, le spécialiste des pieds depuis plus de 30 ans, peut vous aider. Dernières tendances, importations exclusives... ses maîtres-chaussiers vous offrent la plus belle et la plus vaste sélection de chaussures pour orthèses sur le marché. Faites-vous du bien, venez chez Pouliot aujourd'hui.

Montréal • Rimouski • Gatineau
Québec: 2990, chemin Sainte-Foy • 418 652.0100 • 1 800 363.6172

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

Entreposez vos fourrures

dans une entreprise familiale depuis 5 générations!

- Cueillette et livraison gratuites dans la région de Québec
- 15% Rabais sur réparation de 100\$ et plus valide jusqu'au 29 avril 2006
- Service personnalisé: vous traitez directement avec le tailleur qui travaillera votre fourrure
- Réparation en tous genres, remodelage partiel ou complet fait sur place dans notre atelier

Estimation gratuite

Les Fourrures

Robert Emond Inc.

Lise Emond, tailleur, Anne Gauthier, designer
695, rue des Rosiers, Sainte-Foy, Tél.: 653-3079

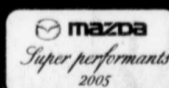


SAMEDI 13:54
DISPOSÉ À RELAXER

Blousons printaniers
Vaste sélection de 75\$ à 375\$

Bovet
ÉLÉGANCE POUR L'HOMME ACTUEL
PLACE STE-FOY (ESPACE NORD)
GALERIES DE LA CAPITALE

Réalisez votre rêve...



Beauport

mazda

Le meilleur concessionnaire au Canada pour la satisfaction à la clientèle au service des ventes.

Mazda 3 GX
2006

198\$ par mois
Location 48 mois



Transport et préparation inclus, Comptant initial de 2495 \$

0 \$ dépôt de sécurité

Beauport
mazda



667-3131
www.beauportmazda.com

585, rue Clémenceau, Beauport, Aut. de la Capitale, sortie Seigneuriale

Prier pour un malade peut nuire à sa guérison

Une étude indique que les risques de complications augmentent quand un patient sait qu'on prie pour lui

LOUISE LEDUC
La Presse

■ MONTRÉAL — Prier pour la guérison d'une personne malade ne lui redonne pas la santé et pourrait même aggraver son cas quand elle le sait.

Moi, je vais choisir mon Camp... viens-tu maman?

www.camps.qc.ca

Du 7 au 9 avril
la **CARAVANE** des **CAMPS** certifiés
à **PLACE LAURIER!**
Près de **30 camps** présents.

Logos: CAMPS, rock déjanté, Place Laurier

C'est en tout cas la conclusion à laquelle est arrivée une équipe de chercheurs au terme de la plus vaste étude jamais réalisée sur le pouvoir de la prière. Pas moins de 2,4 millions de dollars américains ont été consacrés à cette enquête, dont on peut lire les résultats dans la dernière livraison de la revue médicale *American Heart Journal*.

Quelque 1800 patients sur le point de subir des pontages coronariens ont été répartis en trois groupes: ceux qui savaient que l'on priait pour eux, ceux pour qui l'on a prié mais à qui l'on a dit que ce n'était là qu'une possibilité et, enfin, ceux à qui l'on a dit qu'on allait peut-être prier pour eux alors qu'on ne le faisait pas.

Durant l'étude, trois groupes de chrétiens recevaient chaque soir une liste de patients pour lesquels ils devaient pendant deux semaines demander à Dieu « une intervention chirurgicale réussie et une récupération rapide et sans complication ».

Résultat: la prière avait un effet neutre sur les patients, sauf sur ceux qui savaient assurément que l'on allait prier pour eux. Les risques de complications, notamment un rythme cardiaque anormal, augmentaient de 14% dans leur cas. Cela, les chercheurs ne se l'expliquent pas, mais ils avancent

l'hypothèse que ces personnes ont peut-être subi un stress supplémentaire, s'imaginant que leur cas devait être désespéré pour qu'on leur assigne personnellement des fidèles qui prieraient pour elles.

Aux États-Unis, l'étude a fait jaser. Richard Sloan, un professeur de psychologie de l'Université Columbia, a déclaré à la revue scientifique *Nature* que ce type d'enquête était inutile et que, en plus, « cela ridiculise l'expérience religieuse ».

AVEC FERVEUR

Qu'en pense le frère Gilles Ouellet, à l'oratoire Saint-Joseph, où des milliers de pèlerins défilent annuellement, allument des lampions et prient pour la guérison d'une personne aimée? « Vous savez, dit-il, il y a prié... et prié. Comment être convaincu que les gens à qui l'on demandait de prier pour des patients le faisaient vraiment, et avec ferveur? C'est la même chose à l'oratoire: il y a ceux qui sont profondément croyants et ceux qui viennent ici en touristes, comme s'ils allaient à Orlando. »

Non, la prière ne garantit pas la santé à un être aimé, dit le frère Ouellet, mais elle a l'immense mérite de lui donner le réconfort de savoir qu'on pense à lui.

Pour sa part, sœur Lorette Langlais se rappelle que, durant son enfance, elle a allumé des lampions pour le retour à la santé de la mère, gravement malade, d'une de ses amies. Et ça n'a pas marché. « Personnellement, je ne pense pas au pouvoir magique de la prière. Ça me fait d'ailleurs bizarre quand j'entends le président américain George Bush dire qu'il a été guéri de son alcoolisme parce qu'il a prié. Pour ma part, quand quelqu'un traverse une épreuve, je préfère prier pour que Dieu lui donne la force de passer à travers. »

Ces études sur le pouvoir de la prière sont assez répandues aux États-Unis, particulièrement dans certains hôpitaux fondamentalistes qui cherchent à démontrer que la prière peut tout, dit Patrick Snyder, professeur de théologie à l'Université de Sherbrooke. Jusqu'ici, dit-il, ces prétentions ne passent pas le test d'études neutres qui démontrent qu'au mieux la prière a un effet calmant pour ceux qui apprennent à s'en remettre à Dieu.

De toute manière, ajoute M. Snyder, la prière a été travestie dans nos sociétés individualistes et narcissiques. « Selon la tradition chrétienne, on ne devrait pas prier pour soi, mais pour les autres », dit-il.



COLLABORATION SPÉCIALE STEEVE PARADIS
Émy Gagné devant son dessin

Une ado de Baie-Comeau pourrait illustrer l'affiche de la fête du Canada

STEEVE PARADIS

Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Une élève de 15 ans de l'école secondaire Serge-Bouchard de Baie-Comeau, Émy Gagné-St-Laurent, a remporté le concours du Défi de l'affiche de la fête du Canada 2006 pour le Québec. Émy se mesurera en mai aux gagnants des 12 autres provinces et territoires pour l'œuvre qui ornera l'affiche officielle de la fête des 139 ans du pays.

Le ministère du Patrimoine canadien a organisé une cérémonie à l'école baie-comoise pour récompenser la gagnante et les autres finalistes québécoises, toutes des jeunes filles. Finaliste dans la catégorie 15 à 18 ans, le dessin d'Émy a été primé parmi un lot de 1820 dessins.

« Deux semaines avant la date limite, je n'avais vraiment pas d'idée de ce que j'allais faire », a candidement avoué l'étudiante de troisième secondaire, qui se destine à une carrière en dessin. Le talent d'Émy avait déjà été remarqué l'an dernier alors qu'elle avait remporté le prix du public lors de l'exposition du concours de dessins du SOLEIL, tenue à la bibliothèque Gabrielle-Roy.

La jeune fille a reçu un ordinateur, un voyage de quatre jours à Ottawa et de nombreux autres prix. Son dessin et celui des 12 autres récipiendaires seront exposés de juin à septembre au Musée canadien des civilisations de Gatineau.

Les autres finalistes du Québec sont la petite Sarah Eadie, sept ans, de l'école Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Chapeau (catégorie cinq à huit ans), Stéphanie D'Anjou, 10 ans, de l'école Guillaume-Mathieu de Charlesbourg (9 à 11 ans), et Dominique Paquet, 13 ans, de l'école secondaire Saint-Charles de Pont-Rouge (12 à 14 ans). Une mention spéciale a aussi été accordée à Alyssa Berris, 15 ans, du Collège Saint-Joseph de Gatineau.

Les participants au concours, qui se tenait sous le thème Images du Canada, devaient exprimer par l'image ce que représente le Canada pour eux.

VIVEZ L'EXPÉRIENCE
ACURA
ÉVÈNEMENT ESSAI ROUTIER

ACURA

Vivez l'expérience d'une poussée d'adrénaline
grâce au moteur **i-VTEC^{MD}**.

i-VTEC
2.0 DOHC

Vivez l'expérience d'une technologie de pointe, d'un niveau de performance sans égal et du véritable confort. Et maintenant, vivez l'expérience de taux de location et de financement incroyables. Afin de trouver le concessionnaire Acura le plus près de chez vous pour vivre l'expérience de votre essai routier, visitez acura.ca dès aujourd'hui.

acura.ca



La pièce est mise en circulation aujourd'hui.

25 c contre le cancer du sein

■ TORONTO — La prochaine fois qu'une caissière vous rendra la monnaie, il est possible que vous remarquez une touche de couleur dans la paume de votre main. La plus récente pièce de 25 cents, fruit d'une collaboration entre la Monnaie royale canadienne (MRC) et la Fondation canadienne pour le cancer du sein, est ornée du célèbre ruban rose, « symbole de l'espoir et de la sensibilisation dans les efforts déployés en vue d'un avenir sans cancer du sein », a fait savoir la MRC, hier. La pièce, mise en circulation aujourd'hui, vise à rappeler à la population que cette maladie touche de nombreuses personnes. L'an dernier, les médecins ont diagnostiqué un cancer du sein chez plus de 21 000 femmes. Plus de 5000 femmes ont succombé à la maladie. La MRC produira jusqu'à 30 millions de pièces. Les gens peuvent échanger une pièce de 25 cents régulière contre la nouvelle pièce dans les magasins Pharmaprix. **PC**

« Ce n'est pas le Tom qu'on veut »

Sous le coup de l'émotion, M. Mulcair n'a pas dit la vérité, affirme David Whissel

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

Thomas Mulcair a erré dans ses déclarations aux médias, estime le président du caucus libéral, David Whissel. Sous le coup de l'émotion, il n'était pas dans son état normal et n'a pas dit la vérité, selon lui.

« Tom, c'est Tom, a commenté M. Whissel, hier. C'est un explosif et un enflammé, mais il va falloir qu'il se ressaisisse. Il n'aura pas le choix. Ce n'est pas le Tom qu'on veut. »

En entrevue à TVA, hier, l'ex-ministre du Développement durable Thomas Mulcair a affirmé qu'on lui a « fait faire » sa position dans le dossier du projet de port méthanier Rabaska. Et il a ouvertement contredit le premier ministre Jean Charest en affirmant que la privatisation de Mont-Orford

n'a pas obtenu son aval. Son inflexibilité dans ces dossiers explique que M. Charest lui ait enlevé son portefeuille, a-t-il fait comprendre.

« Il faut mettre les choses en perspective, affirme David Whissel. Tom est quelqu'un qui aime s'exprimer en public, qui a de l'entregent. Du jour au lendemain, il passe d'un cabinet de ministre, avec tout ce que ça implique, à une position de député. Alors, c'est sûr qu'il a un côté amer. Mais il ne faut pas oublier que c'est lui qui est parti. »

Les propos de M. Mulcair ne lui valent pas une exclusion du caucus libéral, auquel il est toujours « bienvenu ». Mais s'il persiste dans cette voie, il faudra voir. « On n'en

est pas là », a indiqué le président du caucus libéral. « Je pense qu'il faut lui laisser le temps de reprendre le contrôle de ses émotions. » M. Mulcair a refusé d'être muté au ministère des Services gouvernementaux, le 27 février. « M. Mulcair aurait dû se rappeler que le Conseil des ministres est un grand privilège », dit M. Whissel.

L'ex-ministre a « joué sur les mots » en affirmant qu'il n'a pas signé l'autorisation pour le projet du Mont-Orford. « Il l'a développé et il l'a présenté, assure M. Whissel. Est-ce qu'il l'a signé en bout de ligne? Je pense que là n'est pas la question. Il a amené le projet jusqu'à sa phase finale. (...) La version telle qu'on la connaît d'Orford et qui a

été présentée à des ministres, c'était Tom Mulcair. »

Selon David Whissel, M. Mulcair n'a pas été relevé de ses fonctions en raison des dossiers évoqués. « Non, franchement non », a-t-il assuré. Sous le coup de l'émotion, il a donc menti? « Oui, effectivement », dit M. Whissel.

Après M. Mulcair, ça a été le tour de Pierre Paradis, hier, de s'opposer au projet du Mont-Orford. Le député de Brome-Missisquoi a aussi fait une sortie contre la fermeture du Jardin zoologique de Québec. La semaine dernière, une fuite à *La Presse* a révélé que Russel Copeman, en caucus, s'est aussi montré insatisfait de la gestion du dossier Mont-Orford.

Mais il n'y a pas de problème au sein du Parti libéral du Québec, rassure David Whissel. « Pas du tout, dit-il. Je suis catégorique. Il y a une solidarité unani-

me envers le parti et le chef. Je ne sens pas d'insatisfaction. Je sens un engagement au niveau des collègues. »

Un député libéral a indiqué au SOLEIL, hier, n'être « pas surpris » par la sortie de M. Mulcair. « En fait, je pense que ça va continuer », a-t-il prédit.

De son côté, la ministre Monique Gagnon-Tremblay a assuré hier que la privatisation d'une partie du parc national du Mont-Orford était une idée de son ancien collègue à l'Environnement, Thomas Mulcair.

La députée de Saint-François, en Estrie, contredit ainsi l'ancien ministre, qui s'est défendu cette semaine d'avoir approuvé le projet controversé qui lui aurait coûté son poste, selon lui.

« C'est la solution Mulcair », a résumé la ministre des Relations internationales en entrevue hier.

Avec la Presse canadienne

1718802



déjà qu'on avait de la misère à lui fermer la trappe

Avec l'offre Boni Maximum, obtenez 1 000 minutes d'interurbain au Canada avec les forfaits Décroche-pouce, Extrême ou Avalanche¹.

Forfait Extrême à 25 \$

- 100 minutes en tout temps
- 1000 minutes les soirs et week-ends
- appels locaux entrants illimités²
- + 3 mois d'appels locaux illimités et 1000 minutes d'interurbain au Canada¹



Samsung a860

0\$



GRAND PARTENAIRE NATIONAL

Magasins Espace Bell ou Bell Mobilité | bell.ca/mobilite | 1 888 4MOBILE



Espace Bell

ALMA Plaza 1 (418) 662-0469	QUÉBEC 1171, boul. Charest Ouest (418) 687-2121
AMQUI 114, boul. St-Benoît O. (418) 629-6430	1100, rue Bouvier Bureau 350 (418) 627-6000
BAIE-COMEAU 997, boul. Lafèche (418) 696-0506	Les Galeries de la Capitale (418) 627-2555
CHICOUTIMI 1915, boul. Talbot (418) 696-0506	Place Fleur-de-Lys (418) 529-9292
Place du Royaume (418) 693-1188	RIMOUSKI 341, 2 ^e Rue Est (418) 722-7717
DOLBEAU 1471, boul. Walberg (418) 239-0063	76, rue St-Germain Ouest (418) 723-0999
GASPÉ 157, boul. de Gaspé (418) 368-5004	RIVIÈRE-DU-LOUP Centre commercial Rivière-du-Loup (kiosque) (418) 868-8888
HAVRE-ST-PIERRE 1111B, rue Boréale (418) 538-1301	SEPT-ÎLES 1230, boul. Laure (418) 962-6568
JONQUIÈRE Galeries Jonquière (418) 695-0238	STE-FOY 2785, boul. Laurier (418) 650-1000
LÉVIS 104, route Président-Kennedy (418) 837-0222	Place Laurier (418) 658-8678
Galeries Chagnon (418) 833-3848	ST-GEORGES-DE-BEAUCE Carrefour St-Georges (kiosque) (418) 228-5521
MARIA 111, boul. Perron O. (418) 759-5225	ST-NICOLAS 585, route 116 (418) 831-2355
MATANE Les Galeries du Vieux Port (418) 562-0235	
PASPÉBIAC 108 boul. Gérard-D.-Lévesque Est (418) 752-2003	

Bell Mobilité

BEAUPORT Inter Cellulaire enr. 2384, boul. Louis XIV (418) 660-9909	ROBERVAL Cellulaire Chic 612, boul. Marcotte (418) 275-0606
QUÉBEC CBCI Telecom inc. 2800, St-Jean-Baptiste Bureau 100 (418) 626-1800	

Aussi offert chez ces détaillants:



L'offre prend fin le 30 avril 2006; avec une nouvelle activation d'un appareil dans le cadre d'un engagement de 3 ans à un forfait voix. Services et options offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture 1X et/ou 1xEV-DO Mobilité de Bell, là où la technologie le permet. Soirs du lundi au jeudi, de 20 h à 7 h, et week-ends du vendredi 20 h au lundi 7 h. Chaque forfait est facturé sur une base mensuelle et les minutes pour toute utilisation (données ou voix) sont locales dans la zone de couverture Mobilité de Bell; sinon, des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer. Autres frais tels que 9-1-1 (0,75 \$/mois), frais d'accès au réseau (6,95 \$/mois) et frais uniques d'activation (35 \$) s'appliquent. Prix/offres et options peuvent être modifiés sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre indicatif. Pas disponibles dans tous les magasins. D'autres conditions s'appliquent. (1) Avec une nouvelle activation dans le cadre d'un engagement de 2 ou 3 ans à un forfait Décroche-pouce, Avalanche ou Extrême. S'applique pendant la durée initiale de l'engagement. (2) S'applique aux appels locaux faits du Canada vers le Canada ou les États-Unis; 30¢/min additionnelle.

© 2005, COVAN. Utilisée sous licence

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

14^e SALON DES VÉHICULES RÉCRÉATIFS



Le 14^e Salon des véhicules récréatifs du Québec bat son plein jusqu'à demain au Centre de foires de Québec où il occupe tout l'espace ainsi qu'un chapiteau de 3000 pi². On y découvre des caravanes ainsi que des véhicules motorisés de tous genres, de même que les équipements et les gadgets qu'on trouve dans ou autour de ces véhicules de vacances qui font rêver. Il en coûte 10 \$ pour les adultes, 8 \$ pour les étudiants et 4 \$ pour les enfants de 6 à 12 ans. Le Salon est ouvert aujourd'hui de 10 h à 22 h et demain, de 10 h à 17 h.

En 2005, ExpoCité a été moins profitable que prévu

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

La Ville de Québec a dû injecter près de 800 000 \$ de plus en 2005 dans les coffres d'ExpoCité car les activités de la société paramunicipale ont été moins profitables que prévu.

Les états financiers 2005 d'ExpoCité, qui seront déposés lundi au conseil municipal, révèlent que pour équilibrer le budget de l'organisme, la contribution de la Ville de Québec a dû être de 2 257 000 \$ en 2005 comparativement à 1 467 000 \$ en 2004, soit une augmentation de 54 %.

ExpoCité a généré des revenus de

14 198 000 \$ en 2005 (en hausse de 1,3 million \$ par rapport à 2004) pour des dépenses de 16 455 000 \$ (en hausse de 2 millions \$ par rapport à 2004).

La baisse de la rentabilité s'explique de plusieurs manières, dit Mark Sparrow, directeur général d'ExpoCité. L'organisme a dû inscrire plusieurs dépenses, par exemple pour réserver des chambres d'hôtel pour le Championnat du monde de hockey, alors que les revenus liés à cet événement ne seront encaissés qu'en 2007 et 2008.

De même, l'aménagement de la salle pour le spectacle *Showman* — où ExpoCité a partagé avec Martin Fontaine

l'investissement de base de 400 000 \$ — a amené des dépenses, alors que les revenus ne viendront qu'au bout d'une cinquantaine de représentations, a expliqué M. Sparrow.

La perte d'un bingo a aussi eu son effet, de même que le dédommagement à payer aux Remparts, sous forme d'une réduction de bail, pour le partage du Colisée avec le club de hockey Radio X.

De plus, les coûts d'amortissement et le financement des rénovations d'ExpoCité ont augmenté de 291 000 \$ et les augmentations salariales des employés avaient été sous-estimées de 100 000 \$.

LE BOISÉ LES ÉCARTS

Une forêt qu'on dit à l'abandon

MARC SAINT-PIERRE
MSPierre@lesoleil.com

■ Milieu d'une grande richesse pour l'heure livré aux véhicules de tous poils, aux amateurs de jeux médiévaux et de feux de camp, voire aux archers, le boisé Les Écartes mérite d'être protégé le plus rapidement possible.

«Ce boisé est pratiquement une relique du Québec d'autrefois. Les Lévisiens sont chanceux d'avoir un milieu naturel aussi riche dans leur ville. Il y a lieu, à court terme, de mettre en œuvre des mesures de conservation», a indiqué Jérôme Carrier, président du groupe Les amis du boisé de l'Auberivière, à l'occasion d'un entretien accordé au SOLEIL.

«Il faut commencer maintenant à élaborer la mise en œuvre du parc», a ajouté M. Carrier, évoquant les objectifs contenus dans une étude de développement préparée par l'Association forestière Québec métropolitain en collaboration avec son groupe.

Aussi connu sous les noms de Davida et de l'Auberivière, le boisé Les Écartes est cet espace de 65 hectares acquis par Ultramar, à l'est de sa raffinerie du chemin des Îles, dans l'arrondissement Desjardins.

Le boisé est délimité par l'autoroute

Jean-Lesage et des quartiers résidentiels.

En faisant état de la transaction, en septembre 2003, la pétrolière et l'administration municipale du temps avaient fait valoir que «ce site magnifique», planté d'arbres centenaires, était destiné à devenir un parc urbain.

ORNIÈRES

Depuis, rien ne s'est fait sur le terrain, de quoi amener M. Carrier à se poser des questions sur «la volonté politique» des autorités municipales.

Comme le démontre l'étude, plein de sentiers et de pistes sont créés année après année par les courses des véhicules tout terrain et motocross, qui dégradent le milieu, multipliant les ornières.

Jusqu'à des passerelles et des sauts ont aussi été mis en place par des amateurs de vélo extrême. Des

coupes de bois clandestines y ont également été exercées.

Et tant pis pour la centaine de végétaux du boisé, ses 50 essences d'arbres et d'arbrisseaux, ses oiseaux nicheurs, ses batraciens, reptiles, lièvres, loutres, chevreuils.

Déjà, des plantes comme l'ail des bois et la sanguinaire sont disparues, a observé M. Carrier.

Pour les auteurs de l'étude, des impératifs de conservation s'imposent: il est clair qu'il faut interdire les pratiques inconciliables avec la pérennité du milieu.

Il est clair aussi dans leur esprit qu'il est impensable d'interdire aux Lévisiens ce lieu situé en plein cœur de leur ville, mais encore faut-il voir à structurer l'accessibilité.

«La gestion des activités compatibles avec le site et l'aménagement durable des sentiers constituent des éléments incontournables qu'il faut mettre en place le plus rapidement possible», soulignent-ils.

L'étude fait également état de plusieurs mesures de conservation, tant pour la faune que la flore.

Les amis du boisé se pencheront sur la suite à donner aux choses à l'occasion d'un prochain conseil d'administration.

FERMETURE DU CENTRE DE TRI POSTAL

Pas d'engagement ferme de la part de Josée Verner

MARIANNE WHITE
MWhite@lesoleil.com

■ Les travailleurs des postes de Québec sont sortis déçus hier d'une rencontre avec la ministre Josée Verner. La porte-parole des conservateurs dans la région ne s'est pas engagée à réclamer des dirigeants de Postes Canada qu'ils revoient leur décision de fermer le centre de tri postal.

Lors de la campagne électorale fédérale, Josée Verner avait demandé à la présidente de Postes Canada, Moya Greene, de reconsidérer la décision et avait déclaré que la fermeture «affaiblirait le tissu économique de la région et que le service postal aux entreprises et aux résidents s'en trouverait certainement affecté».

Les travailleuses et travailleurs des postes qui, depuis l'annonce de la fermeture du centre situé au 300, rue Saint-Paul, craignent pour l'avenir du service postal et de leurs emplois, attendaient la rencontre avec impatience.

«Ce n'est pas la grande nouvelle, a laissé tomber Denis Lemelin, 2^e vice-président du syndicat, à l'issue de la réunion. On est déçu, car on trouve que le dossier est clair: c'est sûr qu'il va y avoir détérioration de la qualité du service. Et le gouvernement en place a le pouvoir de dire à Postes Canada de maintenir le service à Québec.»

Josée Verner, qui était accompagnée des députés conservateurs Daniel Petit, Luc Harvey et Steven Blaney, a réaffirmé que son parti tenait à la qualité du service à Québec.

«Nous allons poser des questions sur la qualité du service dans la région de Québec», a dit M^{me} Verner, rappelant qu'elle n'est pas la ministre responsable de Postes Canada.

Bien qu'il aurait aimé un engagement ferme, le syndicat refuse de jeter la pierre aux conservateurs et veut laisser les nouveaux députés se familiariser avec le dossier. «On est prêt à

laisser la chance aux coureurs et on va voir ce qu'ils peuvent faire pour assurer la qualité du service», a dit M. Lemelin.

ENTENTE

Par ailleurs, le Syndicat des travailleuses et travailleuses des postes (STTP) a signé hier une entente avec Postes Canada afin de protéger certains emplois touchés par l'annonce de la fermeture du centre de tri. Une trentaine de postes ont ainsi pu être préservés.

À Québec, la société emploie présentement 1400 personnes et prévoit que la fermeture de l'établissement entraînera la disparition de 270 emplois. La porte-parole de Postes Canada, Hélène Barnard, maintient que ces pertes d'emploi seront compensées par les retraites et que les employés permanents du centre de tri devraient pouvoir se reposer dans les postes qui se libéreront parmi les chauffeurs, les services administratifs ou les comptoirs de vente.

«Cette entente nous permet de minimiser davantage l'impact de la fermeture sur les employés», a-t-elle souligné.

Le syndicat a affirmé pour sa part que l'entente ne l'empêchait pas de continuer sa campagne visant à empêcher la fermeture de l'établissement de Québec.

«Nous allons maintenir la pression et des actions auront lieu sous peu», a indiqué M. Lemelin.



«Le gouvernement en place a le pouvoir de dire à Postes Canada de maintenir le service à Québec», dit Denis Lemelin, 2^e vice-président du syndicat des postiers.

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

Injuste justice



Dans le cahier
Arts et vie

Pardoner ou ne pas pardonner aux criminels récidivistes ? Voilà l'une des questions épineuses que soulève Chrystine Brouillet dans «Sans pardon», la sixième enquête de Maud Graham. À l'occasion d'une généreuse entrevue, l'auteure lève le voile sur la genèse de son nouveau roman.

SALON CHALETS ET MAISONS DE CAMPAGNE

L'art de se construire un chalet en bois rond

Des spécialistes et des artisans font montre de leur art à ceux qui visitent cette exposition au Centre des congrès

GILLES ANGERS
GAngers@lesoleil.com

■ Alors que dans l'enceinte du Centre des congrès de Québec, où a lieu jusqu'à demain le Salon Chalets et Maisons de campagne, on exalte les bois ronds comme matière première pour la construction de chalets, dehors, on montre l'art de réunir les rondins.

« Comme les Français rêvent d'une cabane au Canada, de nombreux Québécois rêvent de la leur dans un coin tranquille. Il aime la simplicité et la chaleur du matériau », déclare au SOLEIL Michel Breton, président d'au chalet en bois rond, de Sainte-Christine de Portneuf.

Ce sont ses partenaires en affaires, Steve et François Paquet, avec le concours de leur cousin Gaétan, qui, à l'entrée sud du Centre des congrès, taillent et empilent avec précision de grosses billes de pin gris ou rouge.

« Le compas est l'outil de base pour accorder les billes sans ajour », dit Steve au SOLEIL.

En effet, il a pour objet de reproduire sur la partie inférieure de chaque bille la forme supé-

rieure de celle sur laquelle elle s'appuie. Ce qui fait que, après les avoir gossées à la tronçonneuse suivant le tracé, chaque bille tombe sur l'autre et s'y ajuste parfaitement. Y compris à la croisée des murs.

CHEMIN EN V

Par ailleurs, une fois les billes formées, un chemin en V, qu'on emplit de laine de roche, est pratiqué au-dessus de chacune. Ce qui garantit contre les passages d'air et d'eau.

« Les propriétaires peuvent teindre les billes à leur goût puis appliquer un protecteur contre l'eau et les rayons ultraviolets », détaille Steve.

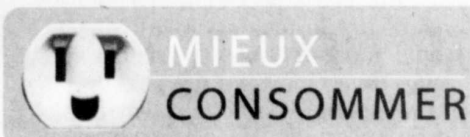
Ce sont les *baby-boomers* qui sont au premier rang des acheteurs de maisons et chalets en rondins, constate M. Breton. Viennent ensuite les jeunes dans la trentaine et à l'aise. Prix par pied carré de mur : entre 27 \$ et 32 \$.

Par inadvertance, en page A8 du numéro du SOLEIL d'hier, une photo se réclamant du Salon Chalets et Maisons de campagne était en réalité du Salon des véhicules récréatifs qui a lieu au Centre de foires. Désolé.

Chaque bille tombe sur l'autre et s'y ajuste parfaitement



Le compas est l'outil « étalon » d'une construction en bois rond. C'est par lui que les billes se superposent et s'accordent parfaitement.



Achetez un frigo ENERGY STAR® et économisez!

50\$

de remise

par la poste



Obtenez une remise par la poste de 50 \$ à l'achat d'un réfrigérateur neuf homologué ENERGY STAR® de 8,5 pi³ ou plus.

BON DE REMISE PAR LA POSTE

Langue de correspondance: Français Anglais

Nom et prénom: _____

Adresse postale: _____ App.: _____

Ville: _____ Province: _____

Code postal: _____ Téléphone: () _____

Nom du détaillant: _____

N° de facture: _____

Date d'achat de l'appareil: A M J

Marque de l'appareil: _____

N° de modèle: _____

Je certifie que toute l'information donnée sur cette demande de remise est exacte, au meilleur de ma connaissance.

Signature: _____ Date: _____

Marche à suivre pour obtenir la remise postale


- Remplir et découper ce bon.
- Joindre une copie de votre facture. La facture doit indiquer les renseignements obligatoires suivants: le nom du détaillant, le numéro de votre facture, la date d'achat, l'adresse de livraison, la marque de l'appareil et le numéro du modèle.

Poster le tout à:

Les Promotions Redemco inc., C. P. 5, succ. Longueuil, Longueuil (Québec) J4K 4X8
Cette offre prend fin le 31 décembre 2006.

Modalités

- Assurez-vous de bien respecter la marche à suivre.
- Seuls les bons lisibles et dûment remplis seront retenus.
- Ce bon est valide pour tout achat d'un réfrigérateur neuf homologué ENERGY STAR® de 8,5 pi³ ou plus effectué chez un détaillant au Québec entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 décembre 2006.
- Cette offre est valide pour un réfrigérateur livré au Québec seulement.
- Les demandes de remise doivent être postées dans les trois mois suivant l'achat.
- Veuillez prévoir de six à huit semaines pour la réception de la remise par la poste.
- Hydro-Québec n'est pas responsable des bons perdus, mal acheminés, illisibles ou incomplets.
- Cette offre de remise par la poste est soumise à toutes les lois fédérales et provinciales ainsi qu'à tous les règlements municipaux applicables. Toute soumission frauduleuse peut entraîner des poursuites judiciaires.
- Cette offre peut être modifiée ou interrompue sans préavis.

 **Hydro Québec**

QUOI FAIRE CE WEEK-END

1^{er} AVRIL

Célébrer ce fameux poisson

Avouez que ça vous était sorti de la tête. C'est le poisson d'avril aujourd'hui et vous vous êtes réveillé avec une araignée sur votre table de chevet. Au lieu de pester, dites-vous que c'est maintenant l'heure de la revanche. Les enfants aiment tellement les farces et attrapes qu'il vaut mieux entrer dans le jeu avec eux!



Patricia Cloutier

PCloutier@lesoleil.com

Faire preuve d'imagination pour jouer des tours aux autres peut rendre une journée de lecture ou de ménage de printemps tout à fait délirante. Une petite recherche dans Internet permet de faire l'inventaire de quelques suggestions coquines.

— Décoller les étiquettes sur les boîtes de conserve et les recoller sur

d'autres, alors que votre conjoint(e) voulait ouvrir des petits pois pour accompagner le sandwich au poulet chaud.

— Remplacer les piles de la télécommande par un petit poisson en papier électrisé.

— Aider les enfants à mettre du vernis à ongles sur les orteils de papa ou de grand-papa quand il fait sa sieste.

— Faire croire à son enfant qu'on est en train de parler au téléphone avec son enseignant, qui déplore son comportement difficile en classe.

— Écrire « poisson d'avril » sur son bras, et faire semblant qu'on s'est cogné à cet endroit précis, en le cachant avec l'autre main.

— Déchirer subtilement une feuille de papier quand quelqu'un se penche en avant. Il croira qu'il doit faire recoudre son pantalon.

— Pour couronner une journée pleine de farces, on peut bien sûr faire un petit souper avec du poisson au menu et attacher avec du fil à pêche le couteau et la fourchette des

deux côtés de l'assiette... incassable, évidemment!

ORIGINES

Même si certains voudraient bien se défaire de cette fête, la tradition du poisson d'avril est vieille de plus de 400 ans et persiste toujours. En 1564, le roi Charles IX, de France, a décidé que l'année commencerait désormais le 1^{er} janvier au lieu du 1^{er} avril.

Les plus conservateurs ont continué de se donner des présents au début du mois d'avril, mais avec le temps, ces petits cadeaux se sont transformés en blagues, en pacotilles.

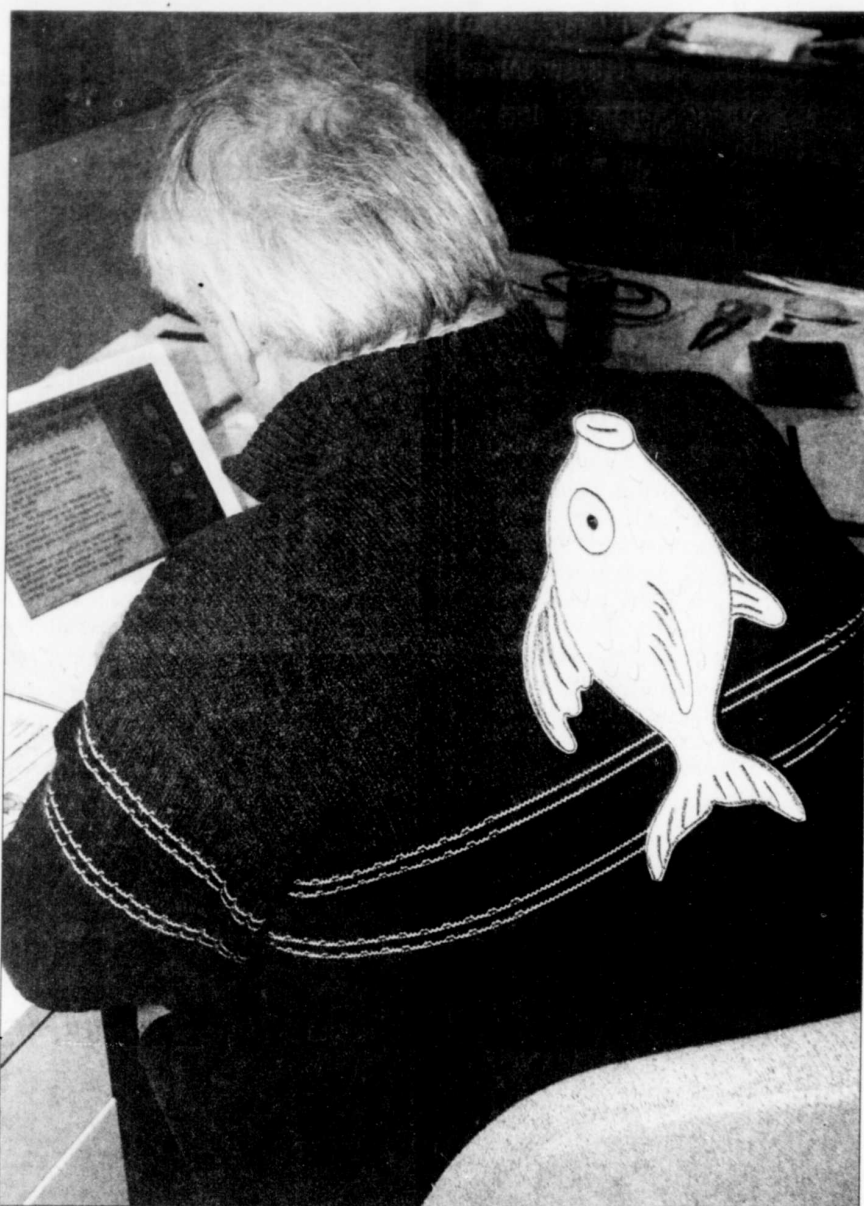
Mais pourquoi avoir choisi le poisson comme emblème? Parce que les cadeaux qui s'offraient à cette époque étaient surtout alimentaires et comme le 1^{er} avril tombe en plein carême, le poisson était le cadeau le plus fréquent.

SORTIR

Ceux qui ont des fourmis dans les jambes peuvent célébrer le poisson d'avril dans des endroits comme le Crakpot Café (987, route de l'Église, Sainte-Foy, 659-5055) et peindre leur propre pièce de céramique. Des bibelots en forme de poisson pour les enfants, des dépose-cuillères pour les adultes et le tour est joué! Surtout, faites attention à votre dos lorsque vous serez concentrés sur votre peinture.

On peut aussi faire une visite de circonstance au Parc Aquarium du Québec (1675, des Hôtels, Québec, 659-5264) afin d'en apprendre davantage sur les diverses espèces marines.

Les préposés à l'accueil en seraient ravis, au lieu de passer leur journée à répondre à des appels de farceurs, qui se trouvent tous très originaux!



Aujourd'hui, surveillez votre dos. On ne sait jamais...

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

LUISA CERANO

Uniquement Pour vous

M A U D E

Place de la Cité - 656-8198

Vente 35^e anniversaire

WEBSTER

Rabais jusqu'à **35%**
dans tous les départements
du 6 avril au 15 mai

"LA QUALITÉ AVANT TOUT"

Galeries de la Capitale 627-8278	Place Quatre Bourgeois..... 659-1555
Galeries Charlesbourg 622-1075	Galeries Chagnon 835-3756
Carrefour Charlesbourg 626-2141	Promenade Beauport 661-5782
Place de la Cité 656-6657	Place Fleur de Lys 649-7778
Place l'Ornière 843-1710	Mail Cap-Rouge 780-0105

Préparez-vous
pour le retour de la vague!

SALON
du **BATEAU**
DE QUÉBEC

31 mars, 1^{er} et 2 avril 2006
GALERIES DE LA CAPITALE

HORAIRE
Vendredi **31 mars**
12 h à 21 h
Samedi **1^{er} avril**
10 h à 17 h
Dimanche **2 avril**
10 h à 17 h

G
GALERIES DE LA CAPITALE

UNE COLLABORATION
LA PRESSE
NAUTIQUE

Entrée et stationnement gratuits

Autres suggestions

■ Léchier la palette au centre-ville :

Le Marché du Vieux-Port a recréé une cabane à sucre intérieure pour tous ceux qui restent en ville. Il y aura dégustation de tire sur la neige, observation de l'évaporateur, spectacle de musique traditionnelle avec le groupe Kamendja, de l'animation et des jeux!

- **Où?** Au Marché du Vieux-Port (160, Quai Saint-André)
- **Quand?** Demain, de 10 h à 15 h
- **Combien?** Gratuit sur présentation du *Guide de la famille* (2\$)
- **Info:** 692-2517

■ La bonne femme et son éléphant

La pièce de théâtre *La Bonne Femme* met en scène une femme sans âge au cœur en or et son vieil éléphant malade Lélé. Les enfants de quatre à huit ans découvriront leurs péripéties de ville en ville.

- **Où?** À l'auditorium Joseph-Lavergne de la bibliothèque Gabrielle-Roy (350, Saint-Joseph Est)
- **Quand?** Aujourd'hui à 14 h
- **Info:** 691-7400

■ Une chanson pour tout bagage

Steve Normandin enfle ses bretelles d'accordéon et fredonne les classiques de la chanson de façon énergique. Parents et grand-parents pourront faire découvrir aux tout-petits les airs qui ont bercé leur jeunesse.

- **Combien?** 6,75 \$ (enfant) et 8 \$ (adulte)
- **Où?** Au hall du Musée de la civilisation (85, Dalhousie)
- **Quand?** Demain, à 13 h 30 et 15 h
- **Combien?** Gratuit
- **Info:** 643-2158

■ Pour et par les jeunes :

L'Externat Saint-Jean-Eudes présente sa huitième comédie musicale anglophone, *Beauty and the Beast*. Pas moins de 50 acteurs et 50 musiciens y participeront. Le tout est au profit de la Fondation canadienne Rêves d'enfants.

- **Où?** À la salle Albert-Rousseau (2410, chemin Sainte-Foy)
- **Quand?** Aujourd'hui à 20 h
- **Combien?** 75 \$ (avec reçu de charité), 20 \$ (sans reçu)

Campagne 2006



Vendeurs de billets recherchés

- Personnes dynamiques et disponibles les jeudis, vendredis et samedis
- Avoir à cœur la cause des enfants malades et handicapés
- Compensation financière selon les résultats des ventes obtenus

Pour information
Martine Chabot 627-5527 poste 231

La prison pour un chauffard récidiviste

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

Récidiviste de l'alcool au volant, Claude Dufour a été condamné hier à une peine de 15 mois de prison pour avoir blessé un octogénaire lors d'une collision survenue en avril 2004 sur le boulevard Hamel. Le Charlesbourgeois de 35 ans en est à sa qua-

trième condamnation relative à la conduite en état d'ébriété.

En imposant la peine, le juge Narcisse Proulx a dit de Dufour qu'il est de cette catégorie de conducteurs « qui pense que ça ne peut arriver qu'aux autres et qui croit qu'il y a un bon Dieu pour les conducteurs ivres ».

Peu de temps après l'accident, Dufour présentait une alcoolémie de

0,22, soit près de trois fois la limite permise. Selon des témoins, l'accusé roulait à vive allure et a grillé plusieurs feux rouges.

AUTONOME

L'homme de 53 ans blessé lors de la collision était parfaitement autonome. Commotion cérébrale et une cheville fracturée sont les blessures dont

il a dû se rétablir, mais pas complètement. La victime s'est longtemps déplacée en fauteuil roulant et a maintenant besoin d'aide à domicile 24 heures sur 24.

Vous avez joué à la roulette russe et il a fallu ce triste événement pour que vous arrêtiez, a dit le juge à l'accusé. Depuis l'accident, Dufour a suivi avec succès une thérapie.

Grâce à cette prise de conscience, l'accusé a évité une peine plus sévère, a expliqué le juge, qui aurait alors penché pour un séjour dans un pénitencier, soit une peine de plus de deux ans.

À sa sortie de prison, Dufour sera soumis à une probation de deux ans, période pendant laquelle il lui sera aussi interdit de conduire.

INCENDIE MAJEUR RUE CARILLON EN 2004

Peine clémente à trois jeunes pour favoriser leur réinsertion

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

Le juge Gaston Desjardins a imposé des peines clémentes à trois jeunes reconnus coupables d'être à l'origine de l'incendie criminel majeur qui a détruit cinq édifices à logements du quartier Saint-Sauveur en mai 2004.

« C'est la chance de votre vie », de dire le magistrat aux trois jeunes aujourd'hui majeurs, mais qui étaient encore des adolescents au moment de commettre leur crime. « J'ai mis l'accent sur la réinsertion sociale afin que vous deveniez de bons citoyens », d'ajouter le juge Desjardins.

L'incendie avait pris naissance à l'arrière d'un édifice situé à l'angle des rues Carillon et des Oblats. L'élément destructeur s'était vite propagé à des édifices voisins, jetant sur le pavé une trentaine de locataires.

L'intervention de 80 pompiers avait duré près de cinq heures pour combattre ce qui est considéré comme l'un des incendies les plus importants des 10 dernières années à Québec.

Le juge Desjardins a imposé des peines différentes aux trois incendiaires afin de refléter leur degré de participation. Ainsi, celui qui a allumé l'incendie à l'aide d'un cocktail Molotov continuera à être détenu dans un centre jeunesse pour 12 autres mois.

Il s'agit d'une détention dite en milieu ouvert. Le jeune réside au centre jeunesse, mais ses conditions de vie sont plus souples que lors d'une détention dite en milieu fermé.

S'ajouteront ensuite six mois sous surveillance au sein de la collectivité et une probation de deux ans. Ce jeune est détenu dans un centre jeunesse depuis son arrestation en octobre 2004.

Ses deux complices, moins impliqués, sont demeurés en liberté chez leurs parents tout au long des procédures judiciaires. Hier, le juge a imposé une peine de quatre mois dite de placement différé à l'un des jeunes, et six mois de placement différé au troisième membre du trio. Le placement différé pour adolescent est l'équivalent d'une peine dans la collectivité chez les adultes.

Malgré des demandes de la poursuite, le magistrat a refusé d'imposer un couvre-feu aux trois jeunes. Il a dit vouloir leur donner l'occasion de faire leurs preuves.

EN BREF

Vol qualifié dans un salon de quilles

Un individu de 28 ans a été arrêté dans la nuit de jeudi à hier après avoir commis un vol qualifié au salon de quilles du boulevard Masson, dans le quartier Les Saules. L'homme avait passé une partie de la soirée au salon de quilles, puis y était revenu avec une arme. « Il a exigé que le commis lui remette l'argent », a raconté l'agent Sylvain Boisvert, porte-parole de la police de Québec. Grâce à la description fournie par l'employé et les clients du salon de quilles, les policiers ont rapidement mis la main au collet du suspect, qui a été arrêté au bar Lelièvre. *Élisabeth Fleury*

Sursis à un ex-militaire

L'ex-militaire atteint du syndrome de stress post-traumatique qui avait menacé de s'en prendre à une dizaine de personnes, le mois dernier, a obtenu un sursis de sentence. Une période de probation de deux ans a toutefois été imposée à Patrick Théberge, 34 ans, de Tourville. Armé d'une carabine à plombs et d'un couteau de chasse, Théberge avait déclaré à sa conjointe qu'il allait « faire le ménage », mais il ne s'en est pris à personne avant d'être appréhendé par les policiers. L'ancien militaire a entre autres servi au cours de missions en Croatie et en Bosnie, en 1993 et en 1994. *Richard Hénault*

Linen Chest présente:

UNE VENTE pas comme les autres Avec des économies de 50% à 80%

BIEN QUE CE SOIT LE POISSON D'AVRIL, NOUS NE DRAGONS PAS!

LITERIE	OREILLERS	ENSEMBLE DE LITERIE DE 7 PIÈCES
OREILLERS JUMBO 10.00\$ OREILLER DE DUVET 75.00\$ ÉDREDONS DE DUVET OU DUVET DE LAINE JUMEAU 59.95\$ DOUBLE 69.95\$ GRAND 79.95\$ TRÈS GRAND 99.95\$	COMPARÉ 3.95\$ PAYER 29.95\$ ÉCONOMISEZ 60% COMPARÉ 59.95\$ PAYER 69.95\$ ÉCONOMISEZ 60% COMPARÉ 79.95\$ PAYER 99.95\$ ÉCONOMISEZ 60%	ENSEMBLE GRAND 300.00\$ PAYER 74.95\$ ENSEMBLE TRÈS GRAND AUSSI DISPONIBLE 89.95\$
MATELAS	PLUS	TAPIS
SEALY Posturepedic LES PLUS BAS PRIX GARANTIS! SEALY POSTUREPEDIC HOSPITALITY	• Nous payons la TPS et la TVQ • Profitez de notre plan de financement de 36 paiements égaux • Cadre, livraison et installation GRATUITS • Garantie de sommeil de 30 jours JUMEAU 449\$ DOUBLE 549\$ GRAND 599\$ TRÈS GRAND 799\$	5' X 8' COMPARÉ 999\$ - 1999\$ PAYER 50-75% ÉCONOMISEZ SUR LES ARTICLES SÉLECTIONNÉS
CUISINE	MOULIN À POIVRE	COUVERT DE 4 PIÈCES SPAL
ENSEMBLE DE 6 PIÈCES AVEC BLOC J.A HENCKELS ENSEMBLE DE COUVEAUX COLOGNE PAYER 69.95\$ COMPARÉ 139.95\$ ÉCONOMISEZ 50%	OPERATION FACILE DISPONIBLE EN JAUNE, ROUGE, VERT ET ORANGE POUR AJOUTER DE LA COULEUR ET DE LA SAVEUR À VOS REPAS. COMPARÉ 35.00\$ PAYER 15.75\$ ÉCONOMISEZ 55%	COLLECTION ÉCLIPSE MOONLIGHT COUVERT COMPREND: UNE ASSIETTE À DINER, UN BOL À SOUPE, UNE TASSE ET UNE SOUCOUPE. PIÈCES INDIVIDUELLES TELS LES BOLS DE SERVICE ET LES PLATEAUX À PARTIR DE 9.95\$ COMPARÉ 69.95\$ PAYER 34.95\$ ÉCONOMISEZ 50%
SALLE DE BAIN	ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN ET RIDEAUX DE DOUCHE	CADEAUX
SERVIETTE DE BAIN EXTRA-GRANDE 30" X 52" COMPARÉ 16.00\$ PAYER 4.79\$ ÉCONOMISEZ 70%	PRIMA LUX RIDEAUX DE DOUCHE UNIS COMPARÉ 40.00\$ PAYER 7.95\$ ÉCONOMISEZ 80%	ENSEMBLE D'APPOINT DE 8 PÈCES COMPARÉ 80.00\$ PAYER 29.95\$ ÉCONOMISEZ 60%
		ENSEMBLE DE 5 CADRES COMPARÉ 25.00\$ PAYER 4.95\$ ÉCONOMISEZ 80%
		BEANIE BABIES SELECTION PRIME: ACHÉTEZ 3 BEANIE BABIES ET OBTENEZ LE 4 ^e GRATUITEMENT COMPARÉ 9.00\$ PAYER 3.95\$ ÉCONOMISEZ 55%
BÉBÉ • DOUILLETES • LITERIE • CADEAUX • MEUBLES		ARTICLES ÉTIQUETTE BLEUE DÉJÀ RÉDUIT 40-60%
TOUT DOIT ÊTRE VENDU 40% - 80% DE RABAIS		OFFRE PRIME RABAIS ADDITIONNEL 50% SUR TOUS LES ARTICLES POSSEDANT UNE ÉTIQUETTE BLEUE SUR PRÉSENTATION DE CE COUPON
SUR L'ARTICLE DE VOTRE CHOIX, SUR PRÉSENTATION DE CE COUPON* ÉCONOMISEZ 20%		LINEN CHEST
MONTRÉAL CENTRE ROCKLAND 514.341.7810	MONTRÉAL (CENTRE-VILLE) PROMENADES CATHÉDRALE 514.282.9525	LAVALL GALERIES LAVALL 450.681.9090
		BROSSARD PLACE PORTOBELLO 450.671.2202
		BOUCHERVILLE CARREFOUR DE LA RIVE-SUD 450.641.4942

LA MODE PRINTEMPS-ÉTÉ

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UNE DES 4 GRANDES TOURNÉES GASTRONOMIQUES

Des collections qui vous feront craquer!

Un rendez-vous avec huit des meilleures tables de Québec!

Le Café de la Paix
Le Continental
L'Échaudé
La Fenouillère
Le Graffiti Resto-cité
Le Largo Resto-club
Le Saint Amour
L'Utopie

VENEZ DÉCOUVRIR À VOTRE TOUR NOS NOUVEAUTÉS PRINTEMPS-ÉTÉ!

l'aliberté

595, Saint-Joseph Est Québec G1K 7L8 (418) 525-4841 1 heure de stationnement gratuit (achat requis) - Cinéplex Odéon - Bibliothèque Gabrielle-Roy Place Jean Lesage - Place Cartier - Parcomètre (1 heure)

LA SEMAINE POLITIQUE

ON A NOTÉ



CITATION DE LA SEMAINE

« Il y avait de fortes pressions pour que je ne sorte pas ce que je viens de vous dire sur Rabaska. On m'a fait taire là-dessus. »

L'ex-ministre Thomas Mulcair a levé le voile sur le contexte entourant son exclusion du Conseil des ministres, cette semaine. Il en a profité pour donner son opinion sur le dossier du terminal méthanier sur la Rive-Sud de Québec.

ÉPINGLÉ AU BABILLARD

LES VALLÉES VERDOYANTES D'OTTAWA

1

Il n'y a pas à l'évidence que l'ex-conservateur fédéral et actuel premier ministre libéral Jean Charest qui a ses entrées auprès du gouvernement de Stephen Harper. Des « connaissances » du chef adéquiste Mario Dumont ont été recrutées au plus haut niveau par l'équipe conservatrice à Ottawa. À commencer par Jean-Luc Benoit. L'ex-attaché de presse de Mario Dumont est directeur des communications de Michael Fortier, ministre non élu des Travaux publics et principal lieutenant québécois de M. Harper. Isabelle Fontaine assume une fonction semblable pour Maxime Bernier (Industrie). Michel Lalonde, un ex-candidat de l'Action démocratique du Québec, est chef de cabinet pour Jean-Pierre Blackburn (Travail et Développement économique). Pour l'idéologie, pas de problème. Pour le salaire, encore bien moins. Les vallées verdoyantes des surplus budgétaires ne sont-elles pas à Ottawa?

2

RACCORD D'ACCORDS

Quiconque s'intéresse à la complexité des négociations entre Québec et Ottawa sera curieux d'en savoir plus sur un décret adopté cette semaine par le Conseil des ministres du Québec. Le titre de l'entente va comme suit : remplacement de l'accord modificateur n° 7 à l'Accord de mise en œuvre Canada-Québec dans le but de mettre en œuvre l'Accord-cadre fédéral-provincial-territorial sur un cadre stratégique agricole et agroalimentaire pour le vingt et unième siècle. Qui dit mieux?

ENTREVUE ÉCLAIR

Minuit moins cinq

Que pensez-vous de la visite de Brigitte Bardot et des campagnes contre la chasse aux phoques ?

Ça choque, ça déçoit, ça démontre une incompréhension qui est malheureuse. La chasse aux phoques pour les gens des Îles-de-la-Madeleine, c'est aussi une histoire de tradition, c'est aussi une histoire d'économie. Pour des gens qui en arrachent avec les pêcheries, ça fait un revenu d'appoint. Ces gens-là le font en tout respect, ils vivent dans la nature, aux Îles-de-la-Madeleine. Ils vivent donc déjà de façon précaire. Ça nous amène à se poser des questions sur les véritables motifs de Brigitte Bardot, de Paul McCartney ou d'autres. On a l'impression qu'ils sont manipulés par d'autres personnes qui font beaucoup plus d'argent que les chasseurs de phoques.

Comment expliquez-vous qu'une sénatrice libérale soit devenue la voix du Canada ?

Le gouvernement, là-dedans, récolte ce qu'il a semé. La perception que certaines personnes ont de la chasse aux phoques vient peut-être du fait qu'on a peut-être été trop complaisant ou inactif, ce qui fait en sorte qu'aujourd'hui on se retrouve avec une incompréhension qui est grave.

M. Harper a-t-il raté une occasion de mettre les points sur les « i » ?

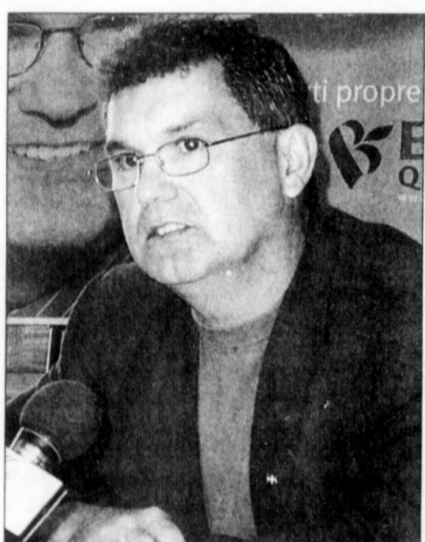
On est rendu à un point de non-retour lorsqu'on voit la campagne de désinformation qui est faite, ces affiches où on voit un bébé à la place d'un phoque. On est rendu à un point tel que c'est difficile de remonter la pente.

Le gouvernement conservateur vous semble-t-il disposé à agir ?

Il y a de l'écoute, on verra pour l'action. Pour l'instant, la seule réponse, ça a été une inaction, de ne pas rencontrer Brigitte Bardot.

Il y a aussi la crise de la crevette et du crabe. Qu'est-ce que c'est au juste ?

Ce ne sont pas des crises de ressources, mais des crises de marchés. Ça met en jeu des emplois fort nombreux, 1000 pour la crevette, des milliers pour le crabe. En plus de l'effet multiplicateur. C'est toute une communauté côtière qui est affectée.



Raynald Blais est le député bloquiste de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, un coin de pays secoué par la controverse sur la chasse aux phoques et menacé par la crise de la crevette.

Le marché de la crevette est inondé. Dans le cas du crabe, c'est qu'il y a d'autres joueurs : l'Alaska et d'autres. Ce sont des crises appréhendées, ça fait longtemps qu'on demande aux gouvernements d'être prêts.

À quel point la situation est urgente ?

Il est minuit moins cinq. La pêche commence le 5 avril et il faut une intervention du fédéral pour permettre de dénouer l'impasse. Il y a un effort du Québec, est-ce que ce sera suffisant ? Ottawa a une part de responsabilité. Le ministre (Loyola Hearn) a les solutions en main, il n'a rien fait pour l'instant. Pour la crevette, c'est de suspendre les coûts du permis ou de diminuer le prix (en moyenne 25 000 \$). Pour le crabe, il faut un fonds de diversification de l'économie pour Port-Daniel-Gascons.

Se dirige-t-on vers une crise semblable à celle de la morue ?

Il y a un risque. Le risque est grand. Il faut qu'Ottawa se préoccupe véritablement de la situation. Il y a le homard aussi. Les gens pensent que ça va bien, mais il y a des gens qui en arrachent. Tous les problèmes sont pelletés dans la cour du Québec. Tout ça illustre la nécessaire souveraineté. On a perdu du terrain et on perd du terrain à travers tout ça.

Propos recueillis par Mylène Moisan

ANALYSE

Parti pour... une élection!



RAYMOND GIROUX

RGiroux@lesoleil.com

OTTAWA — Dix semaines après sa victoire du 23 janvier, Stephen Harper passera à l'action, mardi. Le discours du Trône confirmera ses cinq priorités, sans compter les surprises, le premier ministre ayant déjà étonné la galerie, à l'occasion, par des décisions imprévues.

La rentrée parlementaire permettra aussi de voir et d'entendre un Conseil des ministres jusqu'ici muselé, contrôlé d'une main de fer par le patron.

Qu'ils répondent ou non aux questions de l'opposition, peu importe, au fond. Car les ministres conservateurs, comme tout politicien normal, ne résisteront pas à l'appel des micros et des caméras.

La nature a horreur du vide : si les conservateurs se cachent, libéraux, bloquistes et néo-démocrates accapareront la scène sans aucun remords. Tant pis pour les absents.

Reprenons les priorités. Deux d'entre elles s'inspirent du plus banal électoralisme, vieux comme la terre mais toujours efficace : baisser la TPS et réintroduire les allocations familiales pour les enfants de moins de six ans. Qui osera voter contre ?

Deux autres, soit la réduction des délais d'attente dans les services de santé et l'introduction d'une nouvelle loi sur l'imputabilité pour « faire le ménage à Ottawa », ont une odeur de tarte aux pommes.

Tant pis pour leur côté démagogique, au mieux, ou irréaliste, au pire, personne ne lira les petits caractères de ces projets de loi. Quant à la lutte contre la criminalité, cette cinquième priorité sor-

► L'événement de la semaine

■ FAITS

Le gouvernement Harper se met véritablement en marche mardi, avec son premier discours du Trône.

■ ENJEUX

À quand les prochaines élections ? Les trois partis d'opposition n'en veulent pas, les conservateurs sont prêts à tout moment.

■ À SUIVRE

Le style « présidentiel » de Stephen Harper pourra-t-il séduire suffisamment d'électeurs québécois pour obtenir une majorité ?

tié du vieux fond réformiste, il faut savoir qu'elle est à la baisse, et non à la hausse, malgré quelques meurtres spectaculaires dans les rues de Toronto.

Attendons aussi la poursuite du « fédéralisme d'ouverture » à double objectif, soit assurer la survie de Jean Charest ou tout au moins de son parti, et étendre la « vague bleue » à une trentaine d'autres circonscriptions du Québec.

Car tout se joue chez nous. Le Parti conservateur a fait le plein dans l'Ouest, a probablement atteint les limites du possible en Ontario, mais voit un marché potentiel au Québec : 30 élus de plus lui assurent une majorité au prochain Parlement.

Une fois ces priorités concrétisées, au cours du printemps et à l'automne prochain, les conservateurs seront alors fin prêts à retrouver l'électorat.

Mais non leurs adversaires. Le Parti libéral, sans chef, n'a pas encore compris les raisons de sa défaite, lui qui considère le pouvoir comme sa propriété.

Il consacra les sept prochains mois à une course à la direction au ré-

Stephen Harper est prêt à forcer le jeu, au besoin. Face à des libéraux repliés sur eux-mêmes, à un NPD laissé sur la touche et à des bloquistes privés de leur chanson préférée, Stephen Harper planifie déjà la prochaine élection.

sultat imprévisible pour l'instant, notamment à cause de l'abondance de candidats potentiels.

Par le jeu des alliances, la victoire ira à celui qui se sera fait le moins d'ennemis, aura pris le moins de positions bien campées durant la campagne, se sera montré le moins menaçant pour ses adversaires.

C'est ainsi que le peu impressionnant Dalton MacGuinty est devenu chef des libéraux ontariens et, par la suite, premier ministre de sa province.

Le Parti a déjà annoncé par la voix de son chef parlementaire, Bill Graham, qu'il fera tout pour renverser le gouvernement, laissant le fardeau de le soutenir au Bloc québécois, qui détient la balance du pouvoir.

Mais le Bloc n'a pas le vent dans les voiles. Lui qui a gagné sa croûte sur le dos du scandale des commandites, contre le Parti libéral, n'a pas grand prise sur les conservateurs.

Gilles Duceppe n'ira pas très loin avec le dossier du Jardin zoologique, un autre volet du « mystère Québec », et se retrouve coincé par son appui annoncé aux avances de M. Harper sur l'UNESCO et le déséquilibre fiscal.

Le premier ministre est prêt à forcer le jeu, au besoin. Face à des libéraux repliés sur eux-mêmes, à un NPD laissé sur la touche et à des bloquistes privés de leur chanson préférée, Stephen Harper planifie déjà la prochaine élection.

SUR LA ROUTE



LE CHOIX DE MICHOU

Le lancement de la Stratégie d'action jeunesse s'est fait au son d'un succès... du début des années 70. « Attention mesdames et messieurs, dans un instant, ça va commencer. » Incollable, notre premier ministre a identifié du tac au tac l'interprète : Michel Fugain et le Big Bazar. Mais ce n'était pas son choix à lui. « C'est mon épouse, a confié M. Charest. C'est une de ses chansons préférées. » Comme la Stratégie d'action « s'adresse aux 35 ans et moins », on peut penser que la chanson choisie se qualifie de justesse dans la catégorie « jeune ».



LE MOT TABOU

Un nouveau mot vient d'être banni du vocabulaire des libéraux en chambre : Gaspésie. Curieusement, la disparition de ce mot à la droite du président tombe exactement en même temps que l'arrivée en Chambre de Raymond Bachand. Le nouveau ministre du Développement économique était à la tête du Fonds de solidarité FTQ, impliqué dans le très onéreux chantier avorté de la Gaspésie. Heureusement pour les libéraux, ils peuvent toujours se rabattre sur le métro de Laval s'ils veulent jaser de dépassements de coût.



UN HOMME ET SON LEADERSHIP

Stéphane Dion pourrait annoncer dès lundi s'il est candidat — ou pas — à la succession de Paul Martin au poste de chef du Parti libéral du Canada. M. Dion a fait un saut discret à Québec, dans un bar — relativement — branché de la rue Cartier, au milieu de la semaine. Interrogé par le quotidien *Globe and Mail*, il a promis que sa décision ne se fera pas attendre plus que deux semaines. « Attendez trop longtemps pourrait porter un dur coup à mes chances », a-t-il laissé entendre. L'ex-députée libérale Hélène Scherrer et le sénateur Dennis Dawson étaient sur place.



DU PETIT DUPUIS

Vice-premier ministre du Québec, le député Jacques Dupuis est connu pour son sens de la réplique, qui ne vole malheureusement pas toujours très haut. Il en a offert un bel exemple jeudi, en répondant au député Jean-Pierre Charbonneau, court sur pattes, qu'il « était mal placé pour parler de hauteur ». M. Charbonneau, sur celle-là, aurait pu répliquer à M. Dupuis qu'il était bien mal placé pour parler de grandeur. Surtout que M. Dupuis a invoqué une question de règlement pour passer son commentaire...



GROSSE FIN DE SEMAINE

Le premier ministre, Jean Charest, se rend aujourd'hui dans la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques, où une élection complémentaire aura lieu le 10 avril. Demain, il sera dans une modeste église au nord de Montréal, à Deux-Montagnes exactement, pour une messe familiale et commémorative pour le pape Jean-Paul II, mort à pareille date l'an dernier. Il pourra ainsi en profiter pour allumer un lampion pour sa candidate, Nathalie Malépart...

► La semaine politique

La page « La semaine politique » est préparée par notre équipe de journalistes et chercheuse du Bureau du SOLEIL à l'Assemblée nationale. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions, sujets d'analyse, nouvelles brèves, chronique Sur la route ou toute autre idée de reportage.

Écrivez-nous à : anationale@lesoleil.com

Vous pouvez aussi joindre un membre de l'équipe :

Simon Boivin : SBoivin@lesoleil.com

Gilbert Leduc : GLeduc@lesoleil.com

Monique Bherer : MBherer@lesoleil.com

Mylène Moisan : MMoisain@lesoleil.com

Michel Corbeil : MCorbeil@lesoleil.com

Téléphonez-nous à : (418) 528-5666

LE MONDE DES FONCTIONNAIRES

Le Trésor fait encore des mécontents

«Faut-il absolument être un juriste pour mériter un peu de considération de la part du gouvernement Charest?»

Ce cri du cœur vient de Pierre Charbonneau. Il est président de l'Association des conseillers et conseillers en gestion des ressources humaines du Québec. Cette organisation défend les intérêts des 700 conseillers en gestion des ressources humaines.



Gilbert Leduc

GLeduc@lesoleil.com

Cette association n'est pas un syndicat. D'ailleurs, les conseillers en gestion des ressources humaines — on les appelle aussi les CGRH — sont considérés des non syndiqués, compte tenu qu'ils traitent les dossiers personnels des employés de la fonction publique et qu'ils sont dans le secret des dieux quand arrive le temps des négos et des grands chambardements dans la gestion des ressources humaines.

En juin 2005, les CGRH acceptaient, dans une proportion de 90 %, la proposition finale du Secrétariat du Conseil du trésor concernant leurs conditions de travail. Depuis, c'est le silence radio. «Il ne restait que des formalités à régler pour qu'enfin nos conditions de travail soient réglées», souligne M. Charbonneau.

«Pour nos vis-à-vis, il y avait toujours une bonne raison pour ne pas procéder, notamment les négociations

avec les syndiqués. En janvier, on a écrit à la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget. On a fait des interventions auprès des sous-ministres. Aujourd'hui, nous décidons d'aller sur la place publique pour dénoncer l'attitude du gouvernement», explique M. Charbonneau en indiquant que ses membres avaient choisi de ne pas exercer de moyens de pression qui pourraient entraver le fonctionnement des directions de ressources humaines.

Notre interlocuteur rappelle que seule l'Association des juristes est parvenue à s'entendre, au cours des derniers mois, avec le gouvernement au sujet de leurs conditions de travail.

Bien qu'un certain nombre de syndicats ont pu convenir d'ententes sur les clauses normatives des conventions collectives avant l'adoption du projet de loi 142, c'est par l'entremise de décrets que les conditions salariales des employés de l'État ont été fixées.

Rappelons que les 850 avocats et notaires de la fonction publique s'étaient entendus, en janvier 2005, sur un nouveau contrat de travail leur assurant l'équité avec les procureurs de la Couronne et des redressements salariaux leur permettant d'empocher, en moyenne, une rétro de 40 000 \$.

Pour les CGRH, il n'est pas question de rattrapage salarial, bien que M. Charbonneau affirme que la rémunération de ses membres tire de la patte, dans une proportion de 7 % à 17 %, par rapport à celle de leurs collègues des réseaux de la santé et de l'éducation. «Dans l'entente à venir avec le Conseil du trésor, il est prévu de réaliser un exercice de relativité salariale.» Le salaire d'un CGRH varie entre 34 000 \$ et 65 000 \$.

Dans la proposition faite à l'Association, le Conseil du trésor suggère la mise en place d'un système d'allocation pour récompenser la centaine de conseillers qui exécutent des tâches de niveau «expert». Ils recevront un boni correspondant à 8 % de leur salaire.

Le peu d'empressement démontré par le Conseil du trésor à régler leur dossier de relations de travail choque les CGRH qui s'identifient d'abord et avant tout comme des «loyaux collaborateurs» du gouvernement.

«Pendant les grèves des fonctionnaires et des professionnels, l'an dernier, nous étions sur la ligne de feu pour fournir aux ministères des rapports sur les agissements de grévistes. Des rapports dont M^{me} Jérôme-Forget était très friande par ailleurs. Et maintenant que la loi 142 a été adoptée et que le climat de travail dans les organisations n'est pas à son meilleur, c'est à nous que revient la mission de réparer les pots cassés et de supporter les employés et les employés.»

ET LES CADRES...

Il n'y a pas que les conseillers en gestion des ressources humaines qui tapent du pied. Les 3 400 cadres attendent, eux aussi, un accord sur leurs conditions de travail.

Ils savent déjà qu'ils vont obtenir les mêmes majorations salariales que les syndiqués, soit des augmentations de 2 % aux 1^{er} avril 2006, 2007, 2008 et 2009.

Sur les autres sujets, comme les vacances, les congés, la mobilité, la prévention du harcèlement psychologique, rien n'est encore réglé. Le nouveau vice-président et directeur général de l'Association, Mario Leconte, signale au SOLEIL qu'une rencontre est prévue, la semaine prochaine, avec des représentants du Secrétariat du Conseil du trésor pour tenter de faire avancer le dossier des conditions de travail.

Par ailleurs, l'Association entend poursuivre les démarches auprès de la haute direction du Secrétariat du Conseil du trésor pour assurer la mise sur pied d'un forum permanent d'échanges. Au sein de cette instance, les parties aborderont les questions touchant, notamment, l'amélioration des conditions de travail des gestionnaires et l'impact sur eux des diverses mesures prises par le gouvernement liées à la modernisation de l'État.

LE 13 AVRIL, À VOS CALENDRIERS...

C'est à leur prochain jour de paie, le 13 avril, que les employés de l'État — les syndiqués, les non-syndiqués, les cadres, les hauts fonctionnaires, les professionnels de la santé et les députés — recevront la première augmentation salariale prévue aux décrets adoptés en décembre dernier.

Dans la fonction publique, par exemple, une agente de bureau gagnant ac-

tuellement 29 842 \$ par année touchera un «gros» 602 \$ de plus. Du côté professionnel, un agent de recherche et de planification socio-économique au top de son échelle salariale verra son traitement passer de 65 425 \$ à 66 734 \$, soit une hausse de 1309 \$.

Pour l'année 2006-2007, les dépenses de rémunération du gouvernement se chiffrent à 28,4 milliards \$, soit 56 % de l'ensemble des dépenses de programmes des ministères et organismes.

Comparativement à l'année 2005-2006, il s'agit d'une hausse de 1,3 milliard \$. À elle seule, la majoration des échelles de traitement représente une somme de 560 millions \$.

Dans le secteur de la santé et des services sociaux, la facture des coûts de rémunération s'élève à 15,3 milliards \$, soit une hausse de 936 millions \$ par rapport à l'an dernier. Dans celui de l'éducation, les dépenses de rémunération seront de 9,5 milliards \$. Il s'agit d'une progression de 419,5 millions \$.

Par contre, dans la fonction publique, les dépenses de rémunération — 3,5 milliards \$ — sont en baisse de 34,3 millions \$ par rapport à l'an dernier.

Une diminution qui s'explique, selon le Secrétariat du Conseil du trésor, par l'impact du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Pour la nouvelle année budgétaire qui débute aujourd'hui, on vise l'élimination de 1211 postes.

Expérience unique de solidarité

présentée par la Délégation Droits et Démocratie de l'Université Laval

Sur la piste des
RÉFUGIÉS

Projet étudiant de sensibilisation à la problématique des réfugiés et personnes déplacées dans le monde.

QUAND :
jeudi 6, vendredi 7 et samedi 8 avril prochain

OÙ :
Au Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval

QUOI :
Témoignages de réfugiés, conférences d'humanitaires, exposition photos, forum d'information, visites guidées du camp de réfugiés fictif, séance de déminage et plus

Pour information
Site web : www.droitsdemocratie.net/surlapistedesrefugies2006/
refugieslaval@gmail.com
(418) 265-0657

VIVRE UNE RÉALITÉ :
Expérience de 24 heures dans un camp de réfugiés fictif appuyé par l'aide logistique des Forces canadiennes

EN EXCLUSIVITÉ À QUÉBEC :
pièce de théâtre 'Arrête-toi là et dors' de Jeannine Valinat
7 et 8 avril à 20h00
Amphithéâtre Hydro-Québec du Pavillon A-Desjardins
Au coût de 5\$



On ne voit bien qu'avec les yeux du cœur

Examen de la vue sur place
par un optométriste ou un ophtalmologiste

12 mois pour payer

Certaines conditions s'appliquent. Détails en magasin.

50 % de rabais en tout temps sur une vaste sélection de montures mode



RICHARD GIGUÈRE
OPTICIEN

La Vue. La Vie.

14 cliniques · opticien · optométriste · ophtalmologiste

ÉDIFICE DELTA 1, 2875, BOUL. LAURIER 651-0052 • GALERIES CHAGNON 837-4563 • GALERIES CHARLEBOURG 626-7519 • GALERIES DE LA CANARDIÈRE 667-2911 • GALERIES DE LA CAPITALE (NIVEAU 1) 627-5060 • GALERIES DE LA CAPITALE (NIVEAU 2) 626-6216 • GALERIES MONTMAGNY (418) 248-0999 • MAIL CAP-ROUGE 654-9181 • PLACE DES QUATRE-BOURGEOIS 659-5075
PLACE FLEUR DE LYS (ENTRÉE 4) 525-4771 • PLACE L'ORMÈRE 845-3049 • PLACE SAINTE-ANNE 827-4320 • POLYCLINIQUE LEBOURGNEUF 627-0677 • PROMENADES BEAUPORT 666-3060

www.richardgiguereopticien.ca



Merci à tous nos autres partenaires

Voilà, l'effet d'entraînement !



656-PEPS
www.peps.ulaval.ca

Aucuns frais d'adhésion
Stationnement intérieur gratuit près de 80 heures par semaine

29,85 \$/mois

(abonnement annuel sans les taxes)

Incluant 5 services :

- Piscine olympique
- Salle d'entraînement
- Patinoires
- Réservation de terrains
- Pistes de jogging



UNIVERSITÉ
LAVAL

Service des activités sportives

À tout Ray, tout honneur

Le site Web consacré au député Raymond Bernier fait un malheur

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Si celui qui ne vaut pas une risée ne vaut pas grand-chose, le député de Montmorency, Raymond Bernier, vaut son pesant d'or. De jeunes libéraux de Montmorency lui ont fait un site Internet — I'm with Ray — dans lequel se retrouvent de drôles de proverbes. Un exemple: « Si Ray savait, si Ray pouvait. »

La liste des dictons qui défilent sur www.imwithray.com est une longue suite d'adaptations pour le moins originales, telles que « Le Ray n'a pas d'odeur », « La nuit, tous les Ray sont gris », « Qui se frotte à Ray s'y pique », « Qui sème le vent récolte Ray », « C'est en forgeant qu'on devient Ray », « Abondance de Ray ne nuit pas » et ainsi de suite.

Imaginé par des deux jeunes membres de l'exécutif de l'association du PLQ de Montmorency, le site est en ligne depuis trois semaines et fait déjà un malheur. David Grégoire, qui a consacré une quinzaine d'heures à le concevoir, est cons-

cient toutefois que plusieurs internautes n'y vont que pour se payer une pinte de bon sang. « Parlez-en en mal, parlez-en en bien, mais parlez-en. Sur 10 personnes qui fréquentent le site pour les dictons, il y en a peut-être une qui va s'intéresser à l'association », explique l'étudiant universitaire, au bout du fil. Même Infoman, alias Jean-René Dufort, en a glissé un mot dans sa dernière émission, déclenchant aussitôt

une augmentation marquée du nombre de visites. « Ça fait notre affaire que le monde en parle », concède le jeune concepteur, qui a eu l'idée du site pour « recruter les jeunes, les inté-

resser à la politique. On participe activement dans la vie du comté et on trouve que M. Bernier est un bon député. On veut le faire connaître, le rendre amical ».

FLATTÉ

Quant à Ray, il s'est dit « flatté » par l'initiative des deux jeunes. « J'ai trouvé que c'était un beau clin d'œil des jeunes envers les politiciens. C'est un site jeune, différent, drôle. Il faut savoir rire de soi, accepter la caricature », commente le député, qui a « pouffé de rire à chaque dicton ».

Pendant que David s'est occupé du site, Vincent Grégoire, lui, a mis sa compagnie d'impression de t-shirts au service de Ray. De la trentaine de gilets produits — sur lesquels apparaissent quatre dictons choisis —, il n'en reste qu'un seul. Il sera envoyé à Jean-René Dufort. De nouveaux gilets sont en préparation, ils seront disponibles mardi, le même jour où un sondage sera posté dans le site.

Tous les frais ont été assumés par David et Vincent, à peu près 120 \$ pour l'hébergement du site et le coût



La page d'accueil du site I'm With Ray

unitaire des t-shirts. Ils n'ont pas l'intention de demander de l'argent au Parti. M. Bernier, lui, ne ferme toutefois pas la porte à « regarder la

Un Ray vaut mieux que deux tu l'auras

La page libérale des jeunes de Montmorency

Comité de Montmorency

Comité des jeunes

Bonjour à tous et toutes! Vous voici sur le très amical site web du comité des jeunes de Montmorency. Bien que nous ne soyons pas très nombreux, notre organisation mobilisera les autres jeunes du comté en 2006. Si vous voulez participer aux activités, vous êtes à la bonne place! Vous pouvez contacter le bureau du comté au 667-0172, dans@gregoire2006.com pour vous informer des activités.

possibilité, si ça devient populaire, de leur dégorger un budget (à même celui de l'association de circonscription) pour le développer davantage ».



SATURN Découvrez l'expérience Saturn.
Sans tracas. C'est la promesse Saturn.

Découvrez le plaisir d'en avoir plus.

LE COUPÉ QUAD ION

LE SEUL COUPÉ QUATRE PORTES DE SA CATÉGORIE



Modèle présenté: Coupé Quad ION 3 de Saturn

COUPÉ OU BERLINE OFFERT À
13995\$

PDSF - Coupé Quad ION 1 et berline ION 1 de Saturn
Moteur Ecotec™ de 140 HP de série

OU LOUEZ POUR
158\$

/mois/location de 48 mois
taux de location 3%
comptant de 1 750 \$
transport en sus



Modèle présenté: Berline ION 3 de Saturn

LA BERLINE ION

LA SEULE PETITE VOITURE DOTÉE DE PANNEAUX EN POLYMÈRE RÉSISTANTS AUX BOSSES

OPTÉZ POUR LA ION.2 POUR SEULEMENT

27\$ DE PLUS PAR MOIS
taux de location 3%

ET OBTENEZ EN PLUS

AIR CLIMATISÉ
GLACES ÉLECTRIQUES
VERROUILLAGE CENTRAL
RÉGULATEUR DE VITESSE
TÉLÉDÉVERROUILLAGE

LE VUE REDESSINÉ

PUISSANCE ET ÉCONOMIE D'ESSENCE



Modèle présenté: VUE 1.6 de Saturn

22995\$ ou louer pour seulement **218\$**

PDSF - VUE 2006 redessiné TA 4 cyl. de Saturn
/mois/location de 48 mois
taux de location de 4%
comptant de 4 300 \$
transport en sus

Cote de sécurité ★★★★★ de la NHTSA pour les impacts frontaux et latéraux*
Système OnStar de série

Le seul VUS doté de panneaux en polymère résistants aux bosses!

LA PROMESSE SATURN

► Expérience d'achat sans tracas
► Privilège d'échange de 30 jours!
► Garantie limitée sur les composants du groupe propulseur pendant 5 ans ou 100 000 km (sans franchise!)

Votre expérience commence à saturncanada.com



* Les composants du groupe propulseur des véhicules 2006 sont couverts par une garantie limitée spéciale pendant 5 ans ou 100 000 km, selon la première éventualité. † Dans les 30 jours ou 2 500 km suivant la livraison, selon la première éventualité. ‡ Voyez un détaillant ou visitez saturncanada.com pour les conditions, restrictions et protections. †† Le PDSF est le prix de détail suggéré par le fabricant. PDSF de 13 995 \$ à 22 995 \$ pour une berline ION 1 1.5A 2006 de Saturn ou coupé Quad ION 1 1.5S 2006 de Saturn ou VUE TA 4 cyl. 1.5A 2006 de Saturn. ††† Offre basée sur la location durant 48 mois d'une berline ION 1 1.5A 2006 de Saturn ou d'un coupé Quad ION 1 1.5S 2006 de Saturn ou d'un VUE TA 4 cyl. 1.5A 2006 de Saturn. Un acompte ou un échange d'une valeur minimum de 1 750 \$ à 4 300 \$ est requis pour des mensualités de 158 \$ à 218 \$. Le taux d'intérêt annuel est de 3 % à 4 %. Aucun dépôt de sécurité n'est exigé. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,15 \$. D'autres options de location sont offertes. ††† Le transport (1 050 \$ à 1 150 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), s'il y a lieu, l'immatriculation, la TPS, la TVQ, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais liés à l'inscription au RDPM, les droits et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent vendre/louer à moindre prix. Les offres s'appliquent aux modèles neufs ou de démonstration 2006 suivants: berline ION 1 1.5A de Saturn/coupé Quad ION 1 1.5S de Saturn/VUE TA 1.5A 4 cyl. de Saturn livrée le ou avant le 10 avril 2006. L'offre est réservée aux clients de détail et aux clients de parc admissibles. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. Cette offre est d'une durée limitée et ne peut, dans certains cas, être combinée avec d'autres offres. Essai mensuel par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des États-Unis sur le VUE TA 4 cylindres 4 portes 2006 pour les collisions frontales côté conducteur et passager avant, latérales avant et arrière. La cotation gouvernementale à l'aide d'étiquettes fait partie du programme d'évaluation des nouvelles véhicules (NEDAP) de la NHTSA. * Pour de l'information sur le système OnStar™, allez plan de service Sat et saif d'un an, composez le 1 888 4-ONSTAR (1 888 466-7827) ou visitez www.onstarcanada.com pour connaître les conditions et les détails relatifs au système. OnStar™ est une marque déposée de OnStar Corporation. Voyez un détaillant, visitez saturncanada.com ou faites le 1 888 4-SATURN pour les conditions et les détails.

Saturn Saab de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab de Lévis
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

Saturn du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320

TOXICOMANIE

Une action plus concertée entre les ministères

MONTREAL (PC) — Deux plans de lutte contre la toxicomanie ont été dévoilés, hier, par le gouvernement Charest, prônant une action plus concertée qu'avant entre les ministères, a promis la ministre Margaret Delisle.

Mme Delisle et son collègue de la Sécurité publique Jacques Dupuis ont dévoilé le Plan d'intervention sur la méthamphétamine et les drogues de synthèse et le Plan d'action interministériel en toxicomanie 2006-2011 aux côtés de représentants des corps policiers et d'organismes communautaires qui viennent en aide aux toxicomanes.

Sans grande surprise, les deux plans prônent de façon générale d'investir à la fois dans la prévention, la réhabilitation et la recherche.

On y parle de sensibilisation, de formation du personnel, de campagne d'information.

La ministre déléguée à la Protection de la jeunesse, Margaret Delisle, promet néanmoins que ce qui va changer, c'est qu'« on va travailler de plus en plus de façon concertée » entre les différents ministères : Sécurité publique, Santé et Services sociaux, Jeunesse et autres.

Environ 75 millions \$ sont consacrés de façon générale à la lutte contre la toxicomanie en 2005-2006 comparativement à 70 millions \$ auparavant, a-t-elle précisé.

EMPLOIS AU RECENSEMENT

Nous embauchons maintenant
www.recensement2006.ca

Numéro sans frais : 1 866 630-9785
Télécopieur : 1 866 320-4580



Canada

La maison du piano au Québec



Pianos neufs et usagés:
Sauter, Schimmel, Petrol, Köhler & Campbell, Kralbe, Young Cheng, Bergmann, Steigerman.

230, côte des Fermes, Saint-Joseph-de-Beauce (à 30 min des ponts)
1 888 397-5057

FIORY Paysagiste

Le pro du service d'entretien des espaces verts
845-8065

25%*

de réduction
pour le service d'aération ou de déchaumage à l'achat d'un forfait tonte ou entretien

Voilà le PRINTEMPS!

Offrez-vous des vacances pour tout l'été
Profitez de l'entretien fait par des professionnels

- Tonte de la pelouse, etc...
- Entretien des végétaux
- Conception de Plan et réalisation

* Réservez avant le 10 avril et profitez d'un rabais de 10% sur tous les services.

Les Canadiens devront avoir leur passeport en main s'ils veulent traverser la frontière

CANCUN, Mexique (PC) — Les Canadiens doivent se faire à l'idée qu'ils devront bientôt montrer leur passeport chaque fois qu'ils iront aux États-Unis, et ce, même lorsqu'ils sont en voiture, a déclaré hier le premier ministre Stephen Harper.

Au terme d'un sommet de deux jours avec ses homologues américain et mexicain, M. Harper a reconnu que Washington ne ferait pas marche arrière concernant son projet d'exiger des papiers d'identité comportant des éléments de sécurité aux postes frontaliers.

«Je pense que nous connaissons tous les conséquences: ce sera plus difficile de franchir la frontière et les gens qui n'ont pas besoin de papiers d'identité, lors d'un voyage d'affaires ou de tourisme, vont en fait découvrir qu'ils en auront besoin à l'avenir, a déclaré M. Harper, lors d'une conférence de presse à la fin de la rencontre. Je ne suis pas certain que les Canadiens sont au courant que ces exigences s'en viennent.»

Les gouvernements fédéral et provinciaux, avec les milieux d'affaires, ont fait des représentations vigoureuses auprès des États-Unis afin d'éviter qu'une loi n'impose à tous les visiteurs étrangers de montrer un passeport ou des papiers d'identité sécurisés. Cette exigence sera aussi imposée aux citoyens américains, qui devront présenter le même type de pièces d'identité.

La principale crainte est celle de voir, une fois la loi en vigueur, baisser le nombre d'Améri-

cains se rendant au Canada pour faire des emplettes, par affaires ou pour participer à des congrès. Seulement 20% des Américains ont un passeport.

Des représentants ont indiqué que des papiers d'identité sécurisés contiendraient des éléments de sécurité qui les situeraient quelque part entre un permis de conduire et un passeport.

Cette exigence devrait être en vigueur dès la fin de l'année pour les personnes qui voyagent en avion et en bateau, et elle devrait s'appliquer aux personnes qui voyagent par voie terrestre dès 2007.

BUSH CONVAINCU

Le président George Bush n'a laissé aucun doute quant à la détermination de son administration d'aller de l'avant avec ce projet.

«J'ai l'intention de faire respecter la loi, a-t-il dit, ajoutant qu'il sympathisait avec les Canadiens. Je sais que cette question a été une source

d'inquiétude. Votre premier ministre m'a expliqué clairement ses inquiétudes face à l'impact d'une telle mesure sur l'économie, puisque les gens voyageront peut-être moins entre nos deux pays.»

Affirmant que son objectif était d'éviter un affaiblissement des relations, il a laissé entendre qu'une carte avec bande magnétique pourrait convenir aux exigences et dans les faits faciliter

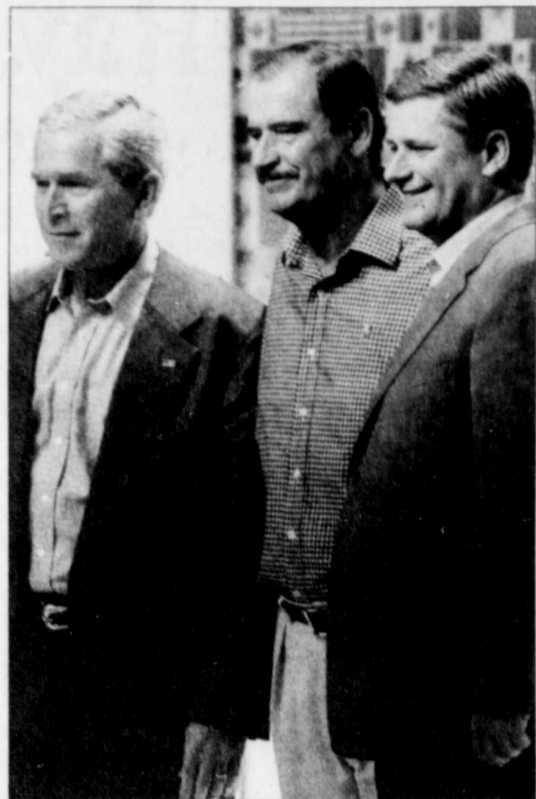
les passages aux postes frontaliers. La réaction de M. Bush à ce sujet a été en droite ligne avec son attitude générale durant tout le sommet à Mexico. Le président a multiplié les bons mots à l'endroit de M. Harper et du Canada, mais son gouvernement n'a fait aucune concession dans les dossiers importants.

BOIS D'ŒUVRE

Au sujet du bois d'œuvre, c'est notamment M. Harper qui a annoncé son intention de demander aux représentants canadiens d'examiner les options vers une résolution du conflit commercial. M. Bush n'a donné aucun signe qu'il serait prêt à faire des concessions.

Le seul résultat concret aura été l'accord entre le Canada, les États-Unis et le Mexique pour former un Conseil de la compétitivité, qui aura pour but d'améliorer l'économie des trois pays.

Le premier ministre Harper a tenu à préciser que la rencontre avait été très intéressante, alors que les participants ont donné leur accord pour que le prochain sommet ait lieu au Canada l'an prochain.



Le prochain sommet entre Georges W. Bush, Vicente Fox et Stephen Harper aura lieu au Canada l'an prochain.

Cette exigence devrait être en vigueur dès la fin de l'année pour les personnes qui voyagent en avion et en bateau

ÉTUDE DE RECHERCHE SUR VAGINITE ATROPHIQUE

Évaluation d'un comprimé vaginal expérimental
Vous pourriez participer à l'étude si vous :

- êtes postménopausée
- êtes âgée d'au moins 45 ans
- souffrez de l'un des symptômes suivants : sécheresse vaginale, irritation/démangeaisons au vagin ou à la vulve, mictions douloureuses, douleurs pendant les activités sexuelles
- ne prenez pas d'oestrogènes.

Linique de Recherche en santé des femmes

Pour plus de renseignements, prière de téléphoner à la coordonnatrice de l'étude de Dre Céline Bouchard, Mélissa Côté, au (418) 650-2295

un essai sur route...
c'est déjà une aventure !

LAND ROVER LR3 2006

0\$
COMPTANT



LOCATION

699\$*
/ MOIS

ENTRETIEN PRESCRIT SANS FRAIS !
* DÉTAILS SUR PLACE

www.autocollectiondequebec.com

LAND-ROVER

DESJARDINS
AUTO COLLECTION

JAGUAR LAND-ROVER
175, RUE MARAIS, VANIER

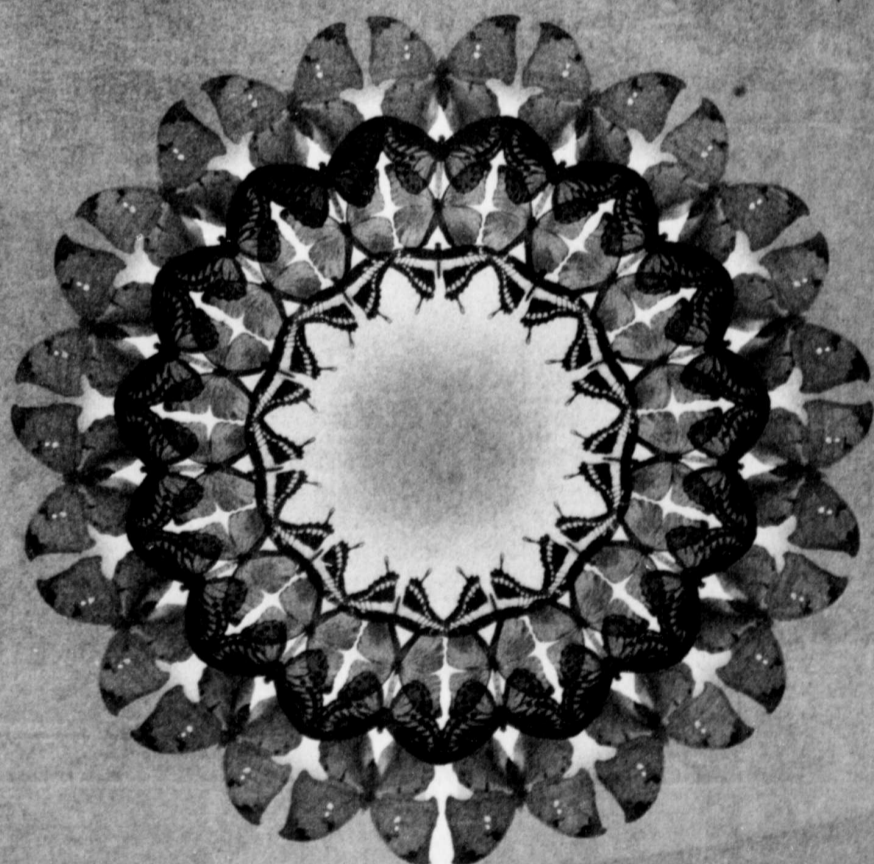
(418) 683-4451

Papillons en FÊTE

DU 17 FÉVRIER AU 10 AVRIL 2006
9H À 16H30 TOUS LES JOURS

Des milliers de papillons
exotiques en liberté

Plus de 60 espèces différentes



centre jardin
HAMEL

6029, boulevard Hamel
L'Ancienne-Lorette
www.jardinhamel.com

5 ANS ET MOINS GRATUIT

ENFANTS [6 À 11 ANS] 2,75\$*

ADULTES [12 ANS ET PLUS] 6,75\$*

* TAXES INCLUSES

TVR LE SOLEIL

Faire rayonner le talent et l'expertise d'ici **nous permet d'être Alcoa.**



ALCOA

L'aluminium sous une autre perspective
www.alcoa.com/canada

LE MONDE



◀ IL Y A UN AN, DE JEAN-PAUL II À BENOÎT XVI A 25
LES PALESTINIENS S'ENTRETIENNENT À GAZA A 22 ▶



Bush offre l'aide américaine aux Iraniens

LAURENT LOZANO
Agence France-Presse

CANCUN, Mexique — George W. Bush a adressé hier à Cancun, au Mexique, un double message de compassion et de fermeté à l'Iran en lui offrant l'aide des États-Unis après un séisme meurtrier, survenu en matinée, tout en lui disant d'écouter « très attentivement » le Conseil de sécurité sur le nucléaire.

« Tout d'abord, je veux offrir l'assistance de mon pays aux gens affectés par les récents tremblements de terre en Iran », a déclaré M. Bush en évoquant le séisme en question, qui a fait au moins 70 morts dans l'ouest de l'Iran.

« Nous avons des différends avec le gouvernement iranien, mais nous nous préoccupons de la souffrance du peuple iranien », a dit M. Bush, évoquant de lui-même le drame survenu le jour même en Iran alors qu'il était interrogé sur la crise nucléaire iranienne.

Un séisme fait 70 morts dans l'ouest du pays

Quelques heures après, à Washington, le département d'État a annoncé que son numéro trois, Nicholas Burns, était entré en contact direct avec l'ambassadeur d'Iran à l'ONU pour proposer l'aide des États-Unis.

« Au nom du gouvernement américain, il a offert notre assistance aux familles des victimes », a dit le département d'État.

CONTACTS DIRECTS RARES

Ces contacts directs entre les deux pays, qui n'entretennent plus de relations diplomatiques depuis 26 ans, sont extrêmement rares.

L'ambassadeur iranien à l'ONU, Jawad Zarif, a indiqué qu'il allait contacter son gouvernement et répondre aux États-Unis.

De Cancun, où il participait à un sommet américano-canado-mexicain, M. Bush a aussi publié avec sa femme Laura un message de « condoléances sincères ».

« Nos pensées et nos prières sont avec les familles et les personnes qui ont perdu leurs proches », dit le message, qui réitère l'offre d'assistance américaine.

Mais il a aussi dit à Cancun que l'Iran ferait bien d'écouter « très attentivement » le message que venait de lui adresser le Conseil de sécurité de l'ONU sur ses activités nucléaires.

DOUBLE MESSAGE

Le double message reflète la politique sur laquelle insiste depuis peu l'administration américaine et qui consiste à distinguer entre le régime et le peuple iraniens.

Reste à savoir quel accueil le régime islamique accordera à la proposition américaine.

Le président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad a souligné à plusieurs reprises que l'Iran n'avait « pas besoin » des É.-U., avec lesquels ses rapports ont rarement paru aussi mauvais depuis la rupture de 1980.

Avant l'élection de M. Ahmadinejad en juin, l'I-

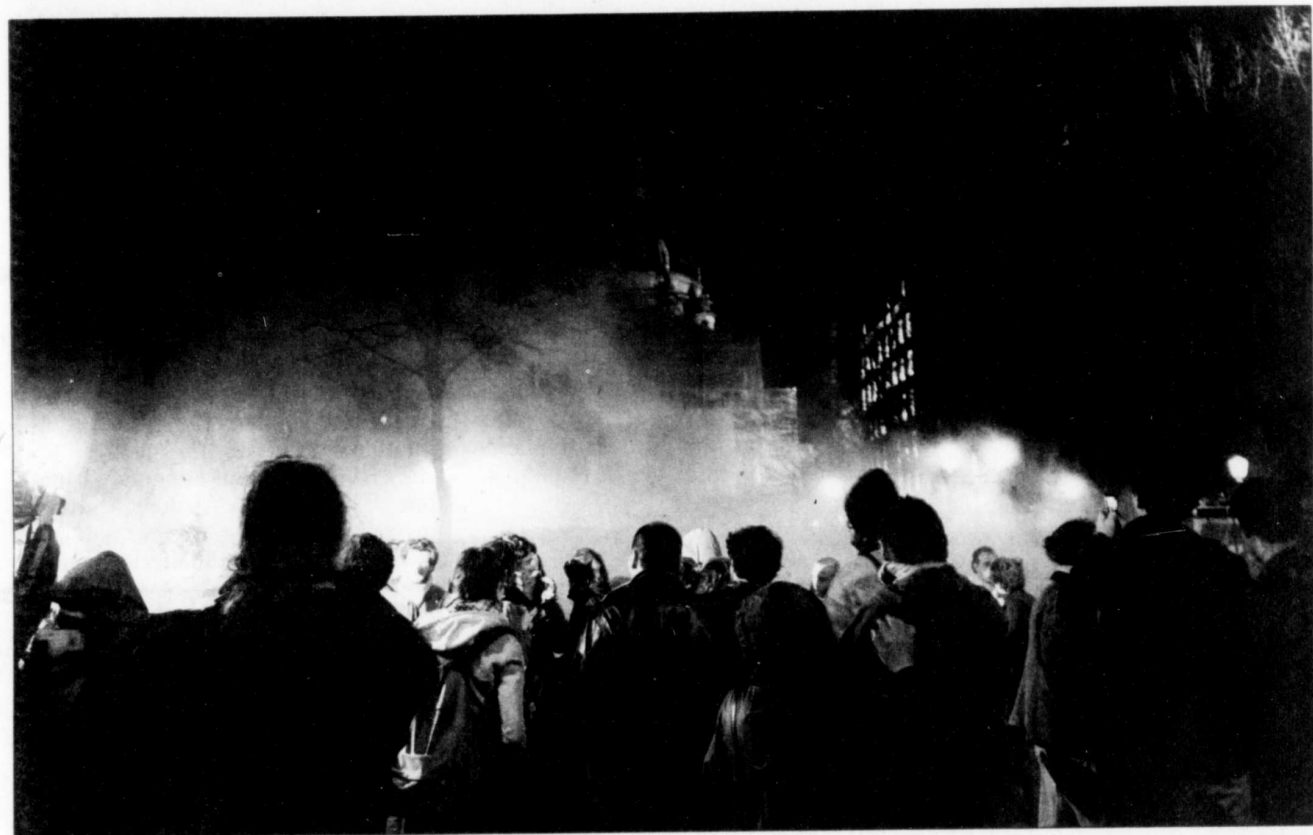
ran avait accepté l'aide humanitaire américaine après le terrible séisme de Bam, au sud-est.

L'administration Bush entend cependant employer le langage de la fermeté sur le nucléaire.

« Tout le monde est d'accord pour dire que les Iraniens ne doivent pas avoir l'arme nucléaire, la capacité de produire l'arme nucléaire ou le savoir pour produire l'arme nucléaire », a déclaré M. Bush lors d'une conférence de presse.

Il a déclaré que l'Iran, « avec son gouvernement actuel », représenterait une « grave menace pour la sécurité mondiale » s'il avait l'arme nucléaire.

Après l'adoption par le Conseil de sécurité d'une déclaration contre l'Iran sur le nucléaire, la secrétaire d'État Condoleezza Rice, actuellement en Europe, essaie d'élaborer, avec les partenaires des É.-U., une stratégie pour faire comprendre aux Iraniens que, « s'ils veulent participer à un ordre international, s'ils ne veulent pas s'isoler, ils doivent écouter très attentivement ce que nous leur disons d'une seule et même voix », a dit M. Bush.



Les gaz lacrymogènes ont tôt fait de ramener les étudiants au calme hier, à la Sorbonne, à la suite des manifestations qui ont fait suite au discours du président Jacques Chirac.

Chirac s'entête mais cède...

Le président français entérine la loi sur la première embauche

PARIS (AFP) — Le président français, Jacques Chirac, a tenté hier soir de dénouer la crise sur le Contrat première embauche (CPE), à l'origine d'une fronde grandissante, en annonçant une promulgation de la loi controversée tout en promettant de la faire réviser immédiatement.

Malgré ce recul sur le fond, les réactions des syndicats et de l'opposition de gauche sont négatives : ils ont réitéré le retrait pur et simple du Contrat première embauche (CPE) et maintenu leur appel à de nouvelles manifestations partout en France mardi.

La promulgation formelle de la loi pourrait permettre de sauver la face au premier ministre Dominique de Villepin, qui a jusque-là refusé toute concession majeure et a fait du CPE un combat personnel.

« Depuis plusieurs semaines, le dialogue n'a pu aboutir et la situation est restée bloquée autour de la question du retrait ou du maintien de ce texte », a assuré M. Chirac dans une allocution radiotélévisée très attendue.

Soulignant que la loi avait été votée par le Parlement puis validée par le Conseil constitutionnel, M. Chirac a dit qu'il se devait de la promulguer.

Mais, a-t-il aussitôt ajouté, « j'ai entendu également les inquiétudes qui s'expriment, chez de nombreux jeunes et chez leurs parents ».

Il a donc demandé au gouvernement « de préparer tout de suite deux modifications de la loi sur les points qui font débat ». Il lui a aussi demandé que le CPE ne soit pas appliqué avant les modifications législatives.

Ce contrat, réservé aux moins de 26 ans, permet à un employeur de licencié pendant deux ans sans donner de justification. Le CPE est accusé d'accroître la précarité des jeunes.

Selon M. Chirac, la période de deux ans pourra être réduite à un an. Et, en cas de rupture, « le droit du jeune salarié à en connaître les raisons sera inscrit dans la nouvelle loi ».

Le président français en a solennellement appelé au « sens des responsabilités » des syndicats et des organisations étudiantes et lycéennes pour qu'ils acceptent de négocier dans le cadre de la révision de la loi.

Les syndicats et l'opposition de gauche, qui avaient multiplié les mises en garde avant l'allocation de M. Chirac, n'ont pas été convaincus. Ils avaient prévenu qu'une promulgation de la loi en l'état risquait d'attiser le conflit.

Après le discours présidentiel, ils ont réitéré leur appel à une journée de manifestations mardi. La précédente journée d'action syndicale, le 28 mars, avait réuni entre un et trois millions de personnes dans les rues du pays.

Les syndicats de lycéens et d'étudiants avaient appelé à des rassemblements dans les grandes villes de France une demi-heure avant l'intervention de M. Chirac.

Partant de la Bastille, des manifestants, pour la plupart étudiants ou lycéens, ont cherché à atteindre le palais de l'Élysée en deux cortèges. Des jeunes ont rejoint les rangs des manifestants, portant à quelques milliers le nombre des participants, selon les estimations de l'AFP.

Ne pouvant atteindre la présidence, protégée par les forces de l'ordre, les deux cortèges se sont rejoints. Les manifestants ont traversé la Seine pour atteindre l'Assemblée nationale.

Dominique de Villepin désavoué ?

EMMANUEL GEORGES-PICOT
Associated Press

PARIS — La décision du président français, Jacques Chirac, de promulguer la loi sur le Contrat première embauche (CPE) tout en la modifiant profondément constitue une forme de désaveu pour le premier ministre Dominique de Villepin, qui a conçu et défendu contre vents et marées ce nouveau contrat destiné aux jeunes de moins de 26 ans.

Son rival Nicolas Sarkozy, favorable à une suspension de l'application du CPE le temps de négocier avec les partenaires sociaux, aura largement obtenu gain de cause.

« Sur cette loi, il y a trois choses qui sont impossibles. La première, c'est le retrait (...). La deuxième, c'est la suspension (...). La troisième, c'est la dénaturation de notre projet », lançait le premier ministre il y a 10 jours devant

des parlementaires.

Les apparences sont certes sauvées et permettent au premier ministre de ne pas perdre la face : ni le mot *retrait*, ni celui de *suspension*, ni celui de *dénaturation* n'a été prononcé hier soir par le président, qui a cité le nom du premier ministre au début de son intervention. « Le scénario a été écrit à quatre mains », confiait jeudi M. de Villepin à quelques journalistes.

Jacques Chirac et Dominique de Villepin ont préparé ensemble l'intervention présidentielle lors d'une longue réunion hier matin à l'Élysée, a tenu à préciser l'entourage du premier ministre. La rédaction du discours s'est faite « en complet accord sur proposition du premier ministre », assure-t-on à Matignon.

« La décision s'est prise en étroite liaison, l'un avec l'autre », a confirmé l'entourage de Jacques Chirac, où l'on parlait d'une « parfaite harmonie » en-

tre les deux hommes.

Dominique de Villepin sera en outre le « pilote » des décisions annoncées par Jacques Chirac. C'est lui qui définira la procédure à suivre pour le vote de la nouvelle loi, projet gouvernemental ou texte d'origine parlementaire. Le premier ministre devait réunir dès ce matin les responsables de la majorité à Matignon.

Jacques Chirac ne pouvait pas désavouer formellement Dominique de Villepin, son plus proche collaborateur depuis 12 ans, avec lequel il entretient des relations quasi familiales.

Reste que les décisions annoncées par Jacques Chirac reviennent à une suspension de fait du CPE.

Mais, en montant en première ligne, M. Chirac illustre l'échec de M. de Villepin, incapable de sortir le pays de la crise dans laquelle il l'a plongé.

Un couple « inséparable » Page A-23 ?

Ces prix spéciaux sont en vigueur jusqu'au lundi 3 avril 2006, dans toutes nos succursales. Ouvert tous les jours de 9 h à 21 h.

Oranges
SANS PÉPINS
de la Californie
grosseur 138
catégorie no 1

12 POUR 1,47\$

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS

Le JARDIN MOBILE

VENEZ NOUS VISITER AU
www.jardinmobile.com

Champignons frais
entiers blancs
de l'Ontario
catégorie no 1

97¢

contenant de 227 grammes

Salade verte
de la Californie
grosseur 24
catégorie no 1

97¢

Poires « Bartlett »
de l'Argentine
grosseur 120
catégorie no 1

97¢

2,14\$ / kg

Procurez-vous

LE SOLEIL

en vente à 47¢, taxes incluses,

TOUS LES SAMEDIS
JUSQU'AU 29 AVRIL 2006

dans toutes les succursales
Le Jardin Mobile

Mangue « Ataulfo »
NOUVELLE RÉCOLTE
importée
grosseur 20
catégorie no 1

97¢

chacune

Melon d'eau sans pépins
NOUVELLE RÉCOLTE
DU TEXAS
catégorie no 1

87¢

1,92 / kg

Ces prix spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales aux dates mentionnées ci-dessus ou jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

GAZA

Affrontements meurtriers entre Palestiniens

MEHDI LEBOUACHERA
Agence France-Press

■ GAZA — Trois personnes ont été tuées hier et 36 blessées dans de violents affrontements entre deux groupes armés palestiniens à Gaza qui ont éclaté après la mort d'un important activiste dans une explosion.

Les affrontements ont opposé des membres du Fatah du leader palestinien Mahmoud Abbas à des membres des Comités de la résistance populaire, un groupe armé dont l'un des principaux chefs a été tué quelques heures plus tôt dans l'explosion d'une voiture dans l'ouest de la ville.

Sept des personnes blessées se trouvaient dans un état grave, selon une source médicale.

Les Comités ont mis en cause Israël, mais aussi des membres de l'Autorité palestinienne dans la mort de leur chef, Abou Youssef Al-Gouga, qui a été à l'origine des heurts armés. L'Etat hébreu a démenti toute implication dans cette mort.

Le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina, cité par l'agence palestinienne Wafa, a affirmé que le président de l'Autorité palestinienne avait appelé « les hommes armés à se retirer de la rue et au calme ».

M. Roudeina a ajouté que M. Abbas, qui se trouve en visite en Afrique du Sud, s'était entretenu par téléphone avec le premier ministre Ismaïl Hanijeh de la situation.

Le gouvernement du Hamas, qui doit affronter pour la première fois depuis son entrée en fonction jeudi le chaos sécuritaire qui sévit dans les territoires palestiniens, s'est réuni « en urgence ».

Le ministre de l'Information, Youssef Rizka, a condamné lors d'une conférence de presse « le crime » contre Al-Gouga et a affirmé qu'une commission d'enquête serait créée. Il a également appelé au calme.

« Le gouvernement considère ce qui s'est passé avec une inquiétude profonde. C'est grave (...), car cela intervient avec l'entrée en fonction du gou-



Les gens ont pris la fuite après l'explosion d'une voiture devant une mosquée de Gaza, hier, entraînant la mort du chef d'un groupe armé opposé au Fatah, Abou Youssef Al-Gouga. On ignore si les auteurs de l'attentat sont palestiniens ou israéliens.

vernement », a ajouté M. Rizka, affirmant que la mort du chef des Comités était « douteuse ».

« Abou Youssef Al-Gouga se rendait à pied à la mosquée pour prier, il y avait une voiture garée dans la rue. Quand il est arrivé à sa hauteur, elle a explosé », a affirmé à l'AFP Abou Abir, un porte-parole du groupe armé.

Le médecin Maaouia Hassanine de l'hôpital Al-Chifa à Gaza a confirmé cette information. « D'après la nature de ses blessures, le plus probable, c'est qu'il ait été victime d'une explosion et non pas d'un missile », a-t-il indiqué.

Abou Abir a accusé Israël ainsi que des « responsables des services de sécurité » palestiniens de la mort du chef des Comités. « Nous rendons responsables l'ennemi sioniste et des responsables des services de sécurité de

l'Autorité palestinienne pour l'assassinat d'Abou Youssef Al-Gouga », a-t-il déclaré.

Alors qu'il parlait aux journalistes en pleine rue à Gaza, des hommes armés ont tenté d'enlever un membre de son groupe, provoquant un premier

Le gouvernement du Hamas a condamné « le crime » contre Al-Gouga

accrochage dans lequel deux enfants ont été blessés par des balles perdues.

Cette flambée de violence dans la bande de Gaza est intervenue au lendemain de la mort de quatre Israéliens, tués jeudi soir dans un attentat suicide à l'entrée d'une colonie dans le nord de la Cisjordanie.

Il s'agit de la première attaque suicide depuis les élections israéliennes de mardi, remportées par le parti Kadima (centre) du premier ministre par intérim Ehoud Olmert, et l'entrée en fonctions, mercredi, d'un gouvernement palestinien dirigé par le mouvement islamiste Hamas.

M. Abbas a condamné cet attentat alors que M. Rizka a affirmé que « l'occupation israélienne » poussait les Palestiniens à se « défendre ».

Les brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, liées au Fatah, ont annoncé que l'attentat avait été perpétré « pour venger la mort » d'un de leurs chefs militaires, tué en février dans un raid israélien.

Par ailleurs, la marine et l'aviation israélienne ont poursuivi leurs bombardements dans le nord de la bande de Gaza en riposte aux tirs de roquettes.

Washington suspend ses contacts avec le Hamas

SYLVIE LANTEAUME
Agence France-Press

WASHINGTON — Les États-Unis ont annoncé hier qu'ils boycottaient le gouvernement du Hamas, notamment le ministère des Affaires étrangères, tout en souhaitant garder des liens avec les Palestiniens.

Les diplomates américains ne devront avoir « aucun contact avec des officiels palestiniens placés sous l'autorité du premier ministre ou de n'importe quel autre ministre du gouvernement dirigé par le Hamas », a déclaré un porte-parole du département d'État, Adam Ereli.

« Ceci comprend les fonctionnaires de ces ministères », qu'ils soient membres ou non du Hamas, organisation que les États-Unis considèrent comme terroriste, a ajouté le porte-parole.

Ces décisions ont été notifiées jeudi à l'ensemble du personnel diplomatique américain dans le monde.

PAS UNE SURPRISE

Ces instructions étaient largement attendues, la réglementation américaine interdisant tout contact entre un fonctionnaire américain et un membre d'une organisation terroriste.

Le nouveau ministre palestinien des Affaires étrangères, Mahmoud Zahar, 61 ans, représente la ligne dure du Hamas, dont il est l'un des fondateurs. Farouche partisan de la poursuite de lutte armée, il a récemment affirmé que le Hamas ne reconnaîtrait pas Israël mais pouvait conclure une trêve de longue durée avec lui.

L'administration américaine, qui avait été prise de court par la victoire aux élections législatives de janvier, souhaite toutefois garder le contact avec les Palestiniens modérés et la population en général.

Les États-Unis ont suspendu toute aide directe au gouvernement, mais envisagent d'augmenter leur aide humanitaire aux Palestiniens, transmise par l'intermédiaire de l'ONU ou des organisations non gouvernementales.

Ainsi, les officiels américains pourront avoir des contacts avec le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et les responsables palestiniens « directement placés » sous son autorité, selon M. Ereli.

Washington gardera également le contact avec le représentant de l'Autorité palestinienne à Washington, Afief Safieh, car « il représente l'OLP et ne rend pas de compte au ministère des Affaires étrangères », a noté le porte-parole.

Le secrétaire d'État adjoint chargé du Proche-Orient, David Welch, qui se trouve dans la région depuis deux jours, a d'ailleurs rencontré le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, et devrait rencontrer Abbas « dans les prochains jours », a noté Ereli.

Une partie de la boîte crânienne de Sharon a été enlevée

■ JÉRUSALEM — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a eu un quart de la boîte crânienne retiré au d'une série d'opérations au début janvier et les neurochirurgiens envisagent à présent de refixer cette partie la semaine prochaine, rapporte le *Jérusalem Post* hier. Ron Krumer, le porte-parole de l'hôpital Hadassah de Jérusalem où Sharon se trouve dans le coma après avoir subi une hémorragie cérébrale massive le 4 janvier, a déclaré à l'Associated Press que des spécialistes d'autres hôpitaux ont rencontré les chirurgiens de Hadassah pour discuter de l'état de Sharon mais s'est refusé à tout autre commentaire. AP

LA FONTE DES PRIX 789 \$

UNE SEMAINE TOUT-COMPRIS À PARTIR DE

CUBA		RÉPUBLIQUE DOMINICAINE					
Varadero Playa Alameda 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1199 \$ LE 23 AVR	La Romana Hotel Dominican Bay 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 829 \$ LE 6 AVR	Punta Cana Grand Paradise Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1069 \$ LE 6 AVR	La Romana Don Juan Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 899 \$ LES 6, 13 ET 20 AVR	Varadero Club Tuxpan 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 999 \$ LE 23 AVR	Puerto Plata Lagunas Tropical Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 799 \$ LES 7, 14 ET 21 AVR	Puerto Plata Azura Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 899 \$ LES 7, 14 ET 21 AVR	Puerto Plata Victoria House 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1199 \$ LES 7, 14 ET 21 AVR
Santa Lucia Gran Club Santa Lucia 11 NUITS, TOUT-COMPRIS 1249 \$ LE 25 AVR DEPART DE MONTRÉAL	Puerto Plata Victoria Golf & Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 969 \$ LES 14, 21 ET 28 AVR	Puerto Plata Playa West Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 799 \$ LES 21 ET 28 AVR	Puerto Plata Fun Holiday 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 789 \$ LES 21 ET 28 AVR	Varadero Coralia Club Playa de Oro 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 999 \$ LE 22 MAI DEPART DE MONTRÉAL	La Romana Santana Beach Resort & Casino 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 899 \$ LE 29 AVR	La Romana Santana Beach Resort & Casino 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 899 \$ LES 19 ET 26 JUIN DEPARTS DE MONTRÉAL	forfait vacances d'été maintenant disponible!

GoTravelDirect.com
1.866.749.3344
GO TRAVEL DIRECT

Prix disponibles en ligne seulement à www.gotraveldirect.com. Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément.
 Les prix sont en vigueur au moment de l'impression et sont susceptibles de varier. Les prix sont en vigueur jusqu'au 4 avril 2006. Les taxes et les frais sont inclus. L'impôt inclus, l'impôt, les taxes, les taxes et les taxes. Les prix sont en vigueur au moment de l'impression et sont susceptibles de varier. Les prix sont en vigueur jusqu'au 4 avril 2006. Les taxes et les frais sont inclus. L'impôt inclus, l'impôt, les taxes, les taxes et les taxes. Les prix sont en vigueur au moment de l'impression et sont susceptibles de varier. Les prix sont en vigueur jusqu'au 4 avril 2006. Les taxes et les frais sont inclus. L'impôt inclus, l'impôt, les taxes, les taxes et les taxes.

» SANTÉ en direct

Conférences-midi, ateliers et cours au travail, à l'école, dans les centres, pour les gens actifs et retraités

- Exercices d'étirement santé (stretching)
- Exercices de la Technique Nadeau

Cours à Québec, Sainte-Foy, Charlesbourg, Beauport

Démonstration le 4 avril, 14h et 19h
1310, Garnier, Loisirs St-Sacrement (entrée arrière)

Bienvenue! **667-7978**
www.santeendirect.com

Aussi : Vacances Santé du 11 au 13 août à St-Antoine-de-Tilly

Québec » Paris

Vols directs aller-retour sans escale

mai, juin à partir de 720 \$ avec taxes	septembre à partir de 820 \$ avec taxes
juillet, août à partir de 920 \$ avec taxes	octobre à partir de 720 \$ avec taxes

www.airtransat.com 1 866 374-6654
 ou contactez votre agent de voyages

air transat
 air vacances

Départs de Québec. Prix valables pour les vols aller-retour en classe économique et sur dates sélectionnées. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de mettre sous presse et sont valables pour les réservations effectuées jusqu'au 4 avril 2006. Les prix sont sujets à changement sans préavis sous réserve des disponibilités au moment de la réservation. Taxes et rabais inclus. Les frais de dossier de l'agent de voyages sont inclus. Places limitées. Pour plus de détails, veuillez consulter les conditions générales de la brochure Europe 2006-2007 de Vacances Transat ou consulter www.airtransat.com. Air Transat et Vacances Transat sont membres de Transat A.I. Inc. vols effectués par Air Transat. Vacances Transat est titulaire d'un permis de Québec (925121). Les prix excluent la contribution de 3.50 \$ par tranche de 1 000.00 \$ de services touristiques achetés au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages détaillants du Québec.

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

UNE FORMATION GAGNANTE

Nous offrons des programmes préuniversitaires et techniques

Nous avons encore quelques places disponibles

Sciences de la nature

Sciences humaines

- Éducation et psychologie
- Monde à la carte
- Police, sécurité et sciences juridiques
- Sécurité civile
- Mathématiques

Éducation à l'enfance

Arts et culture

- Arts plastiques

Musique

- Techniques professionnelles en musique et chanson
- Option interprétation (musique populaire)

Mode

- Design de mode
- Commercialisation de la mode

Bâtiment

- Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment

Doubles DEC en Musique

- Musique — Sciences de la nature
- Musique — Sciences humaines
- Musique — Sciences humaines et mathématiques
- Musique — Arts plastiques
- Musique — Langues

Doubles DEC en Arts plastiques

- Arts plastiques — Sciences humaines
- Arts plastiques — Sciences humaines et mathématiques
- Arts plastiques — Langues

Résidences (270 chambres) - Transport en autobus et Express Campus

- Service de covoiturage

Intercollégial A et AA - Centre sportif - Piscine semi-olympique

- Formation continue - Service des congrès

1 800 463-8041 ou 418 872-8041 / info@cndf.qc.ca

5000, rue Clément-Lockquell, Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1B3

www.cndf.qc.ca

De Villepin et Chirac, un couple indissociable?



Uni depuis 10 ans par une relation singulière, le couple que forment le président français Jacques Chirac et Dominique de Villepin affronte sa plus délicate et peut-être ultime bataille.

PARIS (AFP) — Uni depuis 10 ans par une relation singulière, le couple que forment le président français Jacques Chirac, au crépuscule de son règne, et Dominique de Villepin, son fougueux premier ministre voulant forcer le destin, affronte sa plus délicate et peut-être ultime bataille.

Les relations entre ces deux hommes ayant traversé ensemble toutes les épreuves depuis la présidentielle victorieuse de 1995 sont au cœur de la crise sociale sur le contrat jeunes qui secoue la France. « Devant l'incendie qui se propage, ils ne peuvent que se sauver ensemble ou brûler ensemble », résume l'hebdomadaire *L'Express*.

Jacques Chirac est contraint, tout en tentant d'éviter une explosion sociale, de défendre son premier ministre, admirateur du général de Gaulle et de l'épopée napoléonienne, dont l'intransigeance est critiquée jusque dans son propre camp.

Certains commentateurs estiment que c'est Dominique de Villepin qui impose sa volonté et son emprise au chef de l'État, à un an de la fin de son mandat.

Le premier ministre, un diplomate de 52 ans qui n'a jamais affronté le suffrage universel et doit toute sa carrière au président, aurait mis sa démission dans la balance si le président ne promulguait pas la loi sur le Contrat première embauche (CPE).

Les entourages des deux responsables s'activent pour présenter l'image d'un couple toujours « à l'unisson », décidé à ne pas céder à la pression de la rue.

En soutenant son dauphin, M. Chirac s'expose en première ligne. Mais si Dominique de Villepin devait quitter son poste — lui qui a écrit, en 2001, préférer le « sacrifice au compromis qui discrédite » —, l'impact serait désastreux.

À 73 ans, M. Chirac, affaibli par le rejet de la Constitution européenne par les Français, victime l'an dernier d'un léger

accident cérébral, verrait sa fin de mandat irrémédiablement ternie et serait plus que jamais seul.

Seul comme en 1995. À l'époque, le premier ministre de droite Édouard Balladur, chouchou des médias, semble promis à la victoire à la présidentielle. Chirac doute.

De Villepin est l'un des rares à rester à ses côtés. Il l'exhorte au combat. Jacques Chirac est élu et nommé immédiatement son « meilleur chef de commando » comme secrétaire général de la présidence. Depuis cette campagne, « nos destins sont liés », assure Dominique de Villepin.

D'abord dans l'ombre, il déploie son influence, fascine autant qu'il irrite. Ses détracteurs fustigent son « caractère exalté », son mépris facile.

Des proches évoquent une « fusion intellectuelle » entre les deux hommes, que ne parvient pas à rompre la calamiteuse dissolution de 1997, dont De Villepin est l'artisan, qui envoie une majorité de gauche à l'Assemblée.

Chirac loue la « loyauté en béton » de De Villepin. Certains décrivent leur relation comme « quasi-filiale ». « La relation est solide, mais pas affectueuse », nuance un ministre, sous couvert de l'anonymat, au quotidien *Le Monde*.

« Au fond, De Villepin estime dominer intellectuellement le chef de l'État », assurent de leur côté les auteurs d'une biographie de De Villepin intitulée *L'homme qui s'aimait trop*.

Réélu en 2002, Chirac propulse Dominique de Villepin au ministère des Affaires étrangères, puis à l'Intérieur. Il y a 10 mois, après l'échec du référendum européen, De Villepin arrache sa nomination comme premier ministre. Dernière marche avant la présidence.

L'objectif est clair : obtenir coûte que coûte des résultats dans la lutte contre le chômage, ce qui permettrait à M. Chirac de sauver sa fin de mandat, après 12 ans de pouvoir dont

les Français jugent le bilan de plus en plus décevant. Et de placer Dominique de Villepin en position de présidentiable face au rival honni, Nicolas Sarkozy.

Fournitures
DU VIEUX-PORT

Remodelage
Très grand choix
d'inspiration pour
remodeler votre
manteau
Possibilité
d'échange

Entreposez et
protégez votre
MANTEAU
pour seulement
9,95\$

55, rue Saint-Pierre, Québec 692-6686

Surveillez notre vente prochaine !

Jusqu'à **40%**
de rabais

LES PIANOS
ANDRÉ
BOLDUC
INC

www.pianobolduc.com

Spéciaux
sur TOUS les
pianos neufs
et usagés

230, Côte des Fermes | St-Joseph-de-Beauce
1 888 397-5057 | 418-397-5057

La Clinique des maladies lipidiques de Québec est à la recherche **D'HOMMES** désirant participer à un projet de recherche sur l'effet de deux médicaments faisant diminuer les niveaux de cholestérol.

Pour participer, vous devez :

- avoir entre 18 - 50 ans
- ne pas prendre de médicaments
- avoir un cholestérol élevé
- être prêt à passer 4 journées complètes à la clinique

Compensation monétaire : 1200\$

Pour plus de renseignements :
780-1376
(boîte vocale 1, demandez Brigitte Brunelle, infirmière)

Approuvé par le comité d'éthique IRB services

CLINIQUE DES MALADIES
LIPIDIQUES DE QUÉBEC

ISAAC MIZRAHI

pour Les Ailes de la Mode



Veste 35.50\$
Jupe en 100% Lin 59.50\$

En magasin:
dimanche
le 2 avril

AILES
LES AILES DE LA MODE

LOTO QUÉBEC Résultats

Super 7 Tirage du 2006-03-31
01 03 10 12 28 31 32
Complémentaire : 17

W Joker Tirage du 2006-03-30
Lettre gagnante : O
01 18 19 26 32

Catégories	Gagnants	Lots
Lettre-5/5	0	1 000 000,00 \$
5/5	0	25 000,00 \$
Lettre-4/5	0	1 000,00 \$
4/5	5	100,00 \$
Lettre-3/5	98	50,00 \$
3/5	477	10,00 \$
Lettre-2/5	1 712	5,00 \$
Lettre-1/5	9 064	2,00 \$
Lettre	14 130	1,00 \$

Mini Tirage du 2006-03-31

NUMÉROS	LOTS
705923	50 000 \$
05923	5 000 \$
5923	250 \$
923	25 \$
23	5 \$
70592	1 000 \$
7059	100 \$
705	10 \$

Extra Tirage du 2006-03-31
725630

Extra Tirage du 2006-03-31
417515

Astro Tirage du 2006-03-31
Jour - Mois - Année - Signe
26 OCTOBRE 41 GÉMEAUX

SOYEZ TOUJOURS GENTILS
AVEC CEUX QUI JOUENT AU

649

LOTO QUÉBEC Résultats

LA GRANDE VIE Grand tirage du 2006-03-31

Gros lot de 100 000 \$ par année à vie*

1478969 (décomposable)
*Ce lot est échangeable contre un chèque de 1 500 000 \$

1 lot de 250 000 \$
1146160 (décomposable)

10 lots de 50 000 \$ (non décomposables)

1046525	1306241	1429901	2389107	2548763
1294161	1377534	2164729	2546943	2586432
3 Mercedes SLK 280*	1577884	2011971	2078079	

*Chaque lot est échangeable contre un chèque de 70 000 \$.

2 duos motos Triumph* 1470538 2075780
*Chaque lot est échangeable contre un chèque de 60 000 \$.

6 voyages à Bora Bora* 1060554 1087247 2270543 1084768 1212952 2294378
*Chaque lot est échangeable contre un chèque de 17 500 \$.

6 voyages à Paris* 1054399 1281907 2440455 1155672 2123267 2556750
*Chaque lot est échangeable contre un chèque de 10 000 \$.

Prétirage de 30 Lexus hybride 2006 d'une valeur de 75 000 \$ chacune

2006-03-01	556A058	2006-03-08	550B528	2006-03-20	334B169
2006-03-02	390B709	2006-03-09	566B166	2006-03-21	118A780
2006-03-03	309B523	2006-03-10	237A695	2006-03-22	427A459
2006-03-04	593B796	2006-03-11	212B611	2006-03-23	171B557
2006-03-05	157B679	2006-03-12	416A456	2006-03-24	348A200
2006-03-06	607B806	2006-03-13	483B148	2006-03-25	597A226
2006-03-07	357A645	2006-03-14	102A894	2006-03-26	243A245
		2006-03-15	487A283	2006-03-27	269B524
		2006-03-16	546B733	2006-03-28	497A305
		2006-03-17	204B504	2006-03-29	338A185
		2006-03-18	572A410	2006-03-30	653B557
		2006-03-19	381A136		

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de désaccord entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Un millier de jeunes hispaniques dans la rue à San Diego

■ SAN DIEGO — Plus de un millier d'étudiants et de lycéens d'origine hispanique ont boycotté les cours hier pour manifester à San Diego contre le projet de loi sur l'immigration en discussion au Congrès américain. Plus de 1600 élèves ont séché les cours

pour la cinquième journée consécutive afin de protester contre le projet de loi qui criminalise, selon eux, les immigrants illégaux aux États-Unis. « Nous ne sommes pas des criminels », proclament les banderoles brandies par certains des manifestants, tandis que d'autres agitaient des drapeaux mexicains. Lundi, plus de 36 000 élèves à Los Angeles s'étaient joints aux dizaines de milliers de manifestants en Californie, au Texas ou au Nevada qui défilent depuis la fin de semaine dernière. AFP



Des volontaires armés montent la garde dans la partie californienne de la frontière américano-mexicaine pour empêcher les immigrants d'entrer dans leur pays. Le projet de loi actuellement débattu propose un statut de « travailleur invité », dont pourraient bénéficier à l'avenir 400 000 personnes par an.

CLANDESTINS Washington manie la carotte et le bâton

Le Sénat étudie un projet controversé de réforme migratoire

CHARLOTTE RAAB
Agence France-Press

WASHINGTON — Le malaise visible d'une majorité présidentielle divisée ne semble pas devoir enrayer le soutien grandissant du Congrès américain à une réforme migratoire permettant de régulariser les millions de sans-papiers vivant aux États-Unis. Trois mois après le vote par la Chambre des représentants d'un texte abordant la lutte contre l'immigration clandestine uniquement sous l'angle de la fermeture des frontières, le Sénat s'est saisi cette semaine d'un projet de loi qui garde le même objectif, mais en l'assortissant de mesures « réalistes » pour remédier aux problèmes.

Il s'agit, pour ses promoteurs républicains et démocrates, de permettre aux quelque 11 à 12 millions de clandestins vivant dans le pays de « sortir de l'ombre » en s'acquittant une amende et en se soumettant à une vérification de casier judiciaire, pour gagner un permis de séjour de six ans et, à terme, une carte de résident permanent (carte verte), voire la nationalité américaine.

Bush : « Nous devons pouvoir dire à quelqu'un prêt à faire

un travail dont aucun

Américain ne veut : « Voilà

un document qui vous

permettra de rester ici »

Pour encadrer en outre le flux migratoire, le projet de loi, débattu après de nombreux attermoissements, propose un statut de « travailleur invité », dont pourraient bénéficier à l'avenir 400 000 personnes par an : un permis de séjour valable de trois à six ans, après quoi le titulaire devrait rentrer dans son pays d'origine pour demander un permis de séjour longue durée.

Les promoteurs de ce projet, au premier rang desquels les figures des partis républicain et démocrate John McCain et Edward Kennedy, affirment que c'est une loi « dure et juste », associant répression et régularisation.

Elle semble en tout cas répondre aux conditions posées depuis plus de deux ans par le président George W. Bush, à Cancun, au Mexique, cette semaine pour rencontrer son homologue mexicain Vicente Fox, qui depuis six ans, espère voir aboutir le dossier. « Je crois que nous devons pouvoir dire à quelqu'un prêt à faire un travail dont aucun Américain ne veut : « Voilà un document d'identité infalsifiable qui vous permettra de rester ici un certain temps. » Et si cette personne veut acquérir la citoyenneté américaine, comme nous sommes un État de droit, elle va faire la queue (derrière les autres candidats), et non se mettre en tête de file », a déclaré le président Bush.

Mais ce projet de réforme est violemment contesté par la frange la plus conservatrice du Parti républicain, qui dénonce une « amnistie » bénéficiant à des « parasites » hors-la-loi.

Pour la majorité républicaine, le dossier est délicat, à sept mois d'élections parlementaires qui s'annoncent difficiles ; d'un côté, elle veut répondre à la pression des électeurs, majoritairement hostiles à la légalisation des clandestins. De l'autre, elle veut éviter de s'aliéner les Hispaniques (représentant plus de 8% de l'électorat) et les milieux économiques, satisfaits de la main-d'œuvre immigrée bon marché.

Ils sont également sous la pression de manifestations d'une ampleur inattendue : plus d'un demi-million de personnes ont manifesté le 25 avril à Los Angeles pour la défense des droits des immigrants et les manif se sont poursuivies dans le pays pendant plusieurs jours.

Si le Sénat vote d'ici la fin de la semaine prochaine sa réforme migratoire « globale », le dossier de l'immigration sera cependant loin d'être clos, puisqu'un accord devra être trouvé avec la Chambre des représentants.

Futurs mariés...

Choisir Renaud pour votre liste de cadeaux, c'est vous assurer de trouver un choix incomparable, une table personnalisée et un service unique...

Confiez-nous votre liste avant le 1^{er} juin et obtenez 10% de rabais sur tous les articles à prix régulier.

Renaud & cie

qui vous offre le plus grand choix de services de vaisselle, verreries, coutilleries et articles de cuisine à Québec



Nouvelle adresse:

1257, boul. Charest Ouest 681-1944

Plus facile d'accès, ce magasin est situé entre Boiteau Luminaire et La Galerie du Meuble.

Et toujours au 82, rue St-Paul, Québec 692-0122



Vous avez besoin d'uriner fréquemment ?

Étude de recherche sur l'hyperactivité de la vessie chez les femmes

Nous recherchons des femmes souffrant d'une hyperactivité de la vessie pour participer à une étude de recherche clinique. Le but de cette étude est d'évaluer l'innocuité et l'efficacité d'un médicament de recherche pour le traitement de l'hyperactivité de la vessie.

Les volontaires potentielles pour cette étude doivent :

- Être une femme âgée de 18 et 65 ans
- Souffrir d'une hyperactivité de la vessie avec des symptômes d'incontinence associés à une urgence urinaire
- Uriner fréquemment (environ 10 fois par jour ou plus)
- Souffrir d'incontinence urinaire (au moins une fois par jour)
- Souffrir d'urgence urinaire (un besoin fort et pressant d'uriner) (au moins une fois par jour)

Vous pourriez participer à une étude de recherche clinique d'une durée de 4 mois, sous la supervision du docteur Céline Bouchard. Votre participation se limitera approximativement à 6 visites. De plus, vous pourriez bénéficier d'un suivi médical complet.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter les coordonnatrices de recherche du docteur **Céline Bouchard**, au numéro (418) 650-2295.

Nous savons que la barre est haute. C'est nous qui l'avons élevée.

669 \$/mois*

5875 \$ comptant
0 \$ dépôt de sécurité

Location
39 mois

MENSUALITÉ*	COMPTANT (ou échange équivalent)
759 \$	2442 \$
823 \$	0 \$

La Cadillac STS 2006

Groupe STS V6 de luxe • Moteur V6 de 3.6L VVT de 255 HP • Télédverrouillage automatique et démarrage sans clé • Toit ouvrant • Roues de 17 pouces en aluminium poli • Garnitures en bois d'eucalyptus • Radio par Satellite XM*

Garantie limitée et programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km. Service OnStar intégré au véhicule avec abonnement au plan Orientation et dépannage pendant un an.

OnStar
visitez onstar.ca



CADILLAC STS
NOUVELLE RACE

L'Association des concessionnaires Cadillac suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf STS 2006 (6DW29-158M82-019/CF5/013). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation du crédit du GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 39 mois avec versement initial, voir ci-dessus, ou échange équivalent. Transport (1350 \$) et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢ du km après 85 000 km. La première mensualité est exigible à la livraison. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobility. Le concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Une commande ou un échange entre concessionnaires peuvent être requis. *Inclus 3 mois d'essai gratuit sans obligation au terme desquels les frais de service s'appliquent. **2005, COVAN, Utilisé sous licence. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 888 448-2000.

Gastronomie 	Belmont 	Woodbine 	Road Runner Sena 	Champion en titre 2004 et 2005
Goûtez	l'émotion	l'excitation	Découvrez	une passion

Un mélange de saveurs et d'émotions
Tous les jours de midi à minuit...

SONACE Hippodrome Québec
524-5283

UN AN APRÈS LA MORT DE JEAN-PAUL II

Benoît XVI ne cesse de surprendre

NICOLE WINFIELD
Associated Press

■ CITÉ DU VATICAN — Après le décès de Jean-Paul II, le 2 avril 2005, de nombreux catholiques s'attendaient à ce que l'Église adopte une position plus conservatrice encore si les cardinaux désignaient le favori Joseph Ratzinger pour lui succéder. Or, depuis son élection il y a moins d'un an, Benoît XVI ne cesse de surprendre.

Ainsi, quelques jours avant le 25 décembre, le souverain pontife traversait la place Saint-Pierre de Rome coiffé d'un bonnet traditionnel rouge bordé de fourrure blanche, qui n'était pas sans évoquer celui du père Noël. Celui qu'on surnommait le *Panzerkardinal* a par ailleurs consacré sa première encyclique au thème de l'amour.

Cela ne veut pas forcément dire que le pape a modifié sa doctrine. Bien au contraire. Il a réaffirmé l'enseignement de l'Église sur toute chose, de la sexualité au caractère sacré de la vie. Mais depuis son élection, le 19 avril, il n'a cessé de déconcerter gauche et droite, montrant de multiples facettes, prenant des positions populaires comme la décision d'accélérer le processus de canonisation de Jean-Paul II.

L'exemple de sa première encyclique, *Dieu est amour*, est édifiant. « Quel autre pape dans l'histoire a consacré sa principale encyclique à l'amour érotique? », lance le père Joseph Fessio, un jésuite conservateur qui connaît le souverain pontife depuis les années 70, lorsqu'il était un de ses élèves. Et voici le *Panzer cardinal*, « l'austère bavarois », le « rottweiler de Dieu » défendant l'amour, ajoute-t-il. Quel paradoxe!

Benoît XVI a par ailleurs fait des choix surprenants dans le choix de cardinaux, désignant notamment l'évêque de Hong-Kong Joseph Zen, un prélat ouvertement critique envers la Chine.

Le nouveau pape a aussi fait des gestes d'ouverture en direction de catholiques tombés en disgrâce sous le précédent pontificat. Il a ainsi rencontré le libéral Hans Kung, auquel le Vatican avait retiré en 1979 son autorisation d'enseigner la théologie, et M^{re} Bernard Fellay, chef des catholiques intégristes de la Société de Saint-Pie X en Suisse.

Ses quelques décisions ont également surpris. Benoît XVI a démis l'archevêque Michael Fitzgerald de ses fonctions comme chef du bureau des relations avec l'islam pour le dépêcher en Égypte. Certaines voix se sont alors élevées pour regretter cet « exil » dans une période jugée cruciale pour les relations entre le monde musulman et l'Église catholique.

Benoît XVI a tendu la main en direction des musulmans, expliquant qu'il souhaitait construire les « ponts de l'amitié ». Mais il a également fermement condamné le terrorisme et il s'est interrogé sur l'adhésion de la Turquie musulmane à l'Union européenne.

La nomination du cardinal William Levada pour lui succéder à la Congrégation pour la doctrine de la foi a soulevé des interrogations sur l'homosexualité. M^{re} Levada n'avait pas véritablement prêché les enseignements de l'Église sur cette question lorsqu'il officiait à San Francisco. Le souverain pontife doit aussi contenir la colère de certains progressistes qui dénoncent le premier document interdisant l'ordination de prêtres homosexuels.

Depuis son élection, le 19 avril, le souverain pontife a déconcerté tant la gauche que la droite



À Varsovie, dans la Pologne natale de Jean-Paul II, une immense affiche du pape décédé le 2 avril 2005 a été installée en prévision des célébrations nationales de demain.

L'entourage de l'ancien pape met sa souffrance en exergue

CITÉ DU VATICAN (AP) — Sportif, combattant, voyageur enthousiaste, Jean-Paul II s'est imposé de son vivant comme le pape qui a contribué à la chute du communisme, parcouru le monde à la rencontre des fidèles, communiqué avec la jeunesse. Un an après sa mort, son entourage le dépeint surtout comme le pape de la douleur, une souffrance au cœur du plaidoyer pour sa canonisation.

Son successeur Benoît XVI est le premier à rappeler ses dernières années, qui exposèrent aux yeux de tous le calvaire d'un pape malade et âgé, affaibli par le Parkinson.

Un nouveau livre sur Jean-Paul II, écrit par celui qui fut longtemps son secrétaire particulier, le cardinal Stanislaw Dziwisz, et son ancien médecin personnel, le Dr Renato Buzzonetti, recherche le fil continu de cette souffrance, remontant de son enfance jusqu'à sa mort, le 2 avril 2005, en passant par l'attentat de 1981.

Stanislaw Dziwisz commence en soulignant que Karol Wojtyla, qui allait devenir Jean-Paul II, perdit sa mère à l'âge de neuf ans et son frère quatre ans plus tard. « Les pensées sur la souffrance, sur la croix, sur le caractère éphémère de la vie et sur la mort ont toujours accompagné sa vie », écrit M^{re} Dziwisz dans le livre *Laissez-moi partir: la force dans la faiblesse de Jean-Paul II*. L'infirmité du pape a révélé qu'il était au monde, qui l'a accompagné de ses prières.

PROCÉDURE DE BÉATIFICATION

C'est sur cette souffrance, lien avec la Passion du Christ, que se construit l'argumentation pour la canonisation de Jean-Paul II. Son procès en béatification a été ouvert moins de trois mois après sa mort, une procédure accélérée par Benoît XVI.

M^{re} Slawomir Oder, le prélat polonais chargé de réunir tous les éléments plaidant pour la béatification, reconnaît que la vie de souffrance de Jean-Paul II constitue un thème-clé de son enquête. « C'est la dimension qui était très présente dans la vie de Jean-Paul II, surtout dans les dernières années. C'est donc un aspect qui sera examiné à juste titre dans la procédure. »

VERGLAS DE 1998

COUR SUPÉRIEURE (Recours collectifs) DISTRICT DE LONGUEUIL : 505-06-00006-002

OPTION CONSOMMATEURS, REQUÉRANTE
-ET- PHILIPPE LAVERGNE, MEMBRE DÉSIGNÉ

-C-

L'UNION CANADIENNE

-et-
COMPAGNIE D'ASSURANCE MISSISSOUI INC.
-et-
COMPAGNIE D'ASSURANCE LIBERTÉ MUTUELLE
-et-
WAWANESA,
-et-
ALLSTATE DU CANADA COMPAGNIE D'ASSURANCE
-et-
COMPAGNIE D'ASSURANCES BÉLAIR INC.
-et-
COMPAGNIE D'ASSURANCE ALLIANZ DU CANADA
-et-
LA SÉCURITÉ ASSURANCES GÉNÉRALES INC.
-et-
AXA ASSURANCES INC.
-et-
L'UNIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES
-et-

COMPAGNIE D'ASSURANCE TRADERS GÉNÉRALE

-et-
AVIVA, COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA
-et-
SSQ SOCIÉTÉ D'ASSURANCES GÉNÉRALES INC.
-et-
OPTIMUM, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE INC.
-et-
PROMUTUEL VERCHÈRES SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE
-et-
COMPAGNIE D'ASSURANCE ING DU CANADA
-et-
ASSURANCES GÉNÉRALES DES CAISSES DESJARDINS INC.
-et-
LA CAPITALE ASSURANCE GÉNÉRALE INC.
-et-
L'INDUSTRIELLE- ALLIANCE, COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES
-et-

- INTIMÉES -

AVIS AUX SINISTRÉS DE LA CRISE DU VERGLAS DE 1998 QUI ÉTAIENT ASSURÉS PAR L'UNE DES COMPAGNIES D'ASSURANCE INTIMÉES

Un recours collectif a été autorisé le 17 novembre 2005 par l'honorable Juge Carole Julien, J.C.S., pour le compte du groupe suivant:

Toute personne physique assurée auprès de l'une ou l'autre des intimées pendant les événements du verglas du début de l'année 1998 (le sinistre) dont la résidence d'habitation en est devenue inhabitable et/ou inutilisable, étant détentrice et/ou couverte par un contrat d'assurance de type « tous risques » ou formule « étendue » ou formule « de base », propriétaire, locataire ou copropriétaire, qui prévoit la protection pour frais de subsistance supplémentaires.

Ainsi, si votre résidence est devenue inhabitable pendant le verglas de 1998 et que vous étiez assuré par l'une des compagnies d'assurance mentionnées ci-dessus, vous pourriez être membre du groupe.

Les principales questions qui seront décidées

- Les parties Intimées ont-elles une obligation d'indemniser les membres du groupe pour les frais de subsistance supplémentaires pendant la crise du verglas de 1998 ?
- Les intimées doivent-elles payer des dommages exemplaires aux membres du groupe, considérant leurs déclarations et agissements ?

Les principales conclusions recherchées

- L'indemnisation de chacun des membres du groupe pour les frais de subsistance supplémentaires dont la nourriture et l'hébergement pour une somme forfaitaire de 75\$ par jour par personne et ce, pendant la période où la résidence fut considérée inhabitable à cause des événements du verglas de 1998;
- L'octroi de 250\$ à chacun des membres du groupe à titre de dommages-intérêts exemplaires.

Inscription au recours collectif et changement d'adresse

Le jugement final ne sera pas rendu avant quelques années. Mais pour obtenir une indemnité à ce moment-là, vous n'avez pas besoin de vous inscrire puisque les compagnies d'assurance ont conservé vos coordonnées. Toutefois, si vous avez changé d'adresse depuis le verglas et que vous n'êtes plus assuré avec la même compagnie d'assurance qu'en 1998, vous devriez en informer la représentante du groupe, Option consommateurs : rc_verglas@option-consommateurs.org, téléphone : (514) 598-7288, fax : (514) 598-8511, 2120, Sherbrooke Est, bureau 601, Montréal, Québec, H2K 1C3.

Droit de tout membre d'intervenir dans le cadre du recours

Si vous êtes membre du recours collectif, vous avez la possibilité de faire valoir vos prétentions devant la Cour supérieure du district de Longueuil. Vous pouvez communiquer avec la représentante des membres, Option Consommateurs à ce sujet.

Un membre qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif.

Droit à l'exclusion

Si vous êtes visé par le présent recours collectif, vous serez automatiquement lié par le jugement qui tranchera ce litige, à moins que vous ne fassiez les démarches pour vous en exclure avant le 51^e jour suivant la présente publication.

Ainsi, si vous désirez vous exclure du recours collectif, vous devez en aviser, dans ce délai, le greffier de la Cour supérieure du district de Longueuil par courrier recommandé ou certifié à l'adresse suivante en indiquant le numéro du dossier: 505-06-00006-002:

Cour supérieure, district de Longueuil
1111, rue Jacques-Cartier Est
Longueuil (Québec)
J4M 2J6

Le présent avis est donné par les procureurs de la requérante :

Charles-Grenon & Dion, avocats
629, 5^e rue
Shawinigan (Québec) G9N 1E7

Sylvestre, Fafard, Painchaud
740, avenue Atwater
Montréal (Québec) H4C 2G9

Me Louise Denoncourt, avocate
730, de la Commune Ouest, bureau 120
Montréal (Québec) H3C 1X7

CONFÉRENCE

La liberté par le pouvoir sur soi

Pour plus de liberté, de réussite, d'amour et d'harmonie dans vos relations affectives.

Mardi 23 mai à 19h30
Hôtel Germain-des-Prés
1200 ave Germain-des-Prés (Ste-Foy)
Coût : 15\$ (taxes incluses)

avec Yvan Phaneuf, porte-parole
Thérapeute en Relation d'Aide
auteur du best-seller
«Les masques des hommes»

418-626-8889
1-877-598-7758
www.cram-eif.org

CRAM

du NOUVEAU pour le printemps!

CHEMISE POUR DAMES
Fabrication Coolmax. Très légère et confortable. Blanc, jaune, orange, sable. S à XL. N° 177988.

SEULEMENT 94⁹⁵\$

GILET POLO
Fait de Tactel léger. Ne garde pas la chaleur. Facile d'entretien. Blanc, bleu pâle, marine, noir. M à XXL. N° 177277.

SEULEMENT 49⁹⁵\$

CAPRI HIGHLAND
Capri pour dames. Fait de matériel léger à séchage rapide. 6 poches. Kaki, charcoal, ivoire. S à XL. N° 156779.

SEULEMENT 69⁹⁵\$

PANTALON CONVERTIBLE
Nylon Supplex à séchage rapide. Jambes détachables. 5 poches, avec ceinture. Kaki ou marine. S à XXL. N° 144827.

SEULEMENT 99⁹⁵\$

SOFT SHELL
Coupe ajustée pour dames. Très respirant. 3 poches. Coupe le vent et garde la chaleur. Noir ou gris pâle. S à L. N° 177549.

SEULEMENT 199⁹⁵\$

SIERRA JACKET
Super léger. 100% imper., respirant. Coutures scellées. 2 poches, avec capuchon. Bleu, marine, noir, orange, chocolat. N° 175190.

SEULEMENT 119⁹⁵\$

LATULIPPE

637, de St-Vallier Ouest, Québec, 418.529.0024, www.latulippe.com

Les photos sont à titre indicatif seulement, le texte prévaut en tout temps. Cette offre est valide jusqu'à épuisement des stocks. Quantité limitée. Les prix sont sujets à changement sans préavis.

ÉDITORIAL

Première
salvePierre-Paul
Noreau

PPNoreau@lesoleil.com

L'ex-ministre Thomas Mulcair a commencé à régler ses comptes avec le premier ministre Jean Charest. N'ayant toujours pas digéré d'avoir été dépossédé de son titre de ministre de l'Environnement, le député de Chomedey s'est offert quelques entrevues-chocs sur des dossiers sensibles cette semaine, campant systématiquement son chef et sa garde rapprochée dans le rôle des vilains. Cette première salve va laisser des traces, ayant notamment soulevé des questions embarrassantes dans les cas du port méthanier Rabaska et du parc du Mont-Orford.

M. Mulcair s'est même trouvé un allié pour jouer les tirailleurs avec lui. Pierre Paradis, autre ex-ministre écarté du cabinet par Jean Charest, a ainsi publiquement confessé son opposition au projet d'Orford. Et tant qu'à y être, il a pris le contrepied de son premier ministre dans le dossier litigieux de la fermeture du Jardin zoologique de Québec.

Même s'il faut évaluer avec circonspection les critiques d'individus animés par un esprit revanchard, il faut reconnaître que les deux larrons d'arrière-ban ont bien des munitions dans leur cartouchière pour nuire aux tentatives du chef libéral de restaurer sa cote d'amour auprès de l'électorat québécois.

M. Mulcair est particulièrement redoutable. Sur la colline parlementaire, il s'est bâti la réputation d'être de ceux qu'on n'affronte pas impunément. L'homme est pugnace, à la réplique assassine, le croc-en-jambe vicieux et la mémoire très longue.

Habile communicateur et plutôt bien perçu par la faune journalistique, M. Mulcair peut alimenter pendant un bon moment une petite guérilla médiatique.

Pour sa première sortie, sachant fort bien que les Québécois sont majoritairement défavorables à la vente de terrains du parc du Mont-Orford à des intérêts privés, surtout dans un contexte où la transaction a l'air de favoriser des amis du premier ministre, il a joué les purs. Il se dépeint comme le vaillant défenseur des intérêts de l'environnement, restant cependant à court de démontrer de façon concrète et vérifiable qu'il avait bel et bien opposé son veto à la vente des terrains du parc.

Mais, non seulement satisfait de jeter de l'huile sur le feu dans le dossier litigieux d'Orford, M. Mulcair a soufflé à pleins poumons sur les braises d'un autre. Il a en effet accusé le cabinet du premier ministre de l'avoir sommé de taire son opposition à la construction d'un port méthanier à Lévis.

Encore là, ses arguments rejoignent ceux invoqués par les défenseurs de l'environnement. Une installation de ce genre ne devrait pas être érigée près d'une grande ville pour des raisons de sécurité, l'ex-ministre en aurait acquis la conviction en se rendant lui-même visiter des ports méthaniers sur la côte est américaine.

M. Mulcair a beau ne pas être personnellement un expert en analyse de risques, comme ministre de l'Environnement, il avait tout de même accès à bien des données et à bien des spécialistes. Sa sortie ne viendra rien simplifier.

S'il est une chose dont Jean Charest pourrait bien se passer alors qu'il amorce la quatrième année de son mandat, c'est bien de se faire tirer dans les pattes de l'intérieur même de son caucus.

Malheureusement pour lui, si le tandem Mulcair-Paradis a jugé qu'il pouvait prendre le risque de critiquer ainsi publiquement son chef, c'est qu'il sait fort bien qu'ils ne sont pas seuls dans leur camp. On sait déjà que même de bons soldats comme le député Russell Copeman n'en peuvent plus des mauvaises décisions qui viennent systématiquement saboter les bons coups du gouvernement libéral.

COMMENTAIRE

Lettre à la mairesse Boucher

Jean Piuze, D. Sc.

Océanographe et gestionnaire de l'environnement à la retraite

Je viens ajouter ma voix à celles des milliers de Québécois qui vous demandent instamment de prendre la tête du sauvetage du zoo de Québec, que le gouvernement actuel du Québec a décidé d'abandonner à son sort. Ce parc fait partie du paysage de Québec depuis 75 ans. C'est un lieu exceptionnel qui doit rester aux mains de la population de Québec. Déjà les loups rôdent, et si rien n'est fait, on verra ce magnifique parc tomber entre les crocs de promoteurs et développeurs de tout acabit intéressés uniquement au profit.

La ville de Québec ne regorge pas de parcs de cette qualité et celui-ci doit absolument être sauvé. Il y a des solutions. Peut-être faut-il faire le deuil de certains équipements trop coûteux au zoo, ajuster la vocation du lieu, mais l'endroit doit demeurer une oasis de verdure et de tranquillité pour toute la population de notre ville.

Enfant, dans les années 50, mes parents m'y amenaient quelques fois chaque année. Ma vocation environnementale y est née et cela m'a permis par la suite de servir mon pays et mes concitoyens durant plus de 30 ans comme chercheur et gestionnaire des milieux aquatiques et océaniques. J'y ai emmené mes enfants et maintenant ce sont mes petits-enfants qui y passent de merveilleux moments. Le zoo de Québec constitue donc depuis plus d'un demi-siècle un instrument privilégié de sensibilisation et d'éducation. Ajoutons par exemple que c'est ce zoo qui a fourni à un pionnier comme Raymond Cayouette les outils qui lui ont permis d'amener plusieurs générations à s'intéresser par milliers aux oiseaux du Québec.

Le Québec est plutôt pauvre en équipements majeurs de sensibilisation à l'environnement et à la nature, n'ayant pas de Muséum d'histoire naturelle, à l'encontre de provinces comme l'Ontario et la Colombie-Britannique. Aussi, au minimum, devons-nous protéger jalousement ces lieux publics, comme le zoo de Québec et le Biodôme, le Jardin botanique, l'Insectarium et le Planétarium à Montréal, qui jouent un rôle primordial dans l'éducation à la nature de nos populations.

Depuis quelques mois, il est extrêmement désolant de voir tous les décideurs se renvoyer la balle en regardant le zoo de Québec agoniser lentement. Je vous demande de vous engager résolument dans la sauvegarde de notre zoo à titre de première citoyenne de notre ville. Comme citoyen, je suis prêt à faire ma part.



POINTS DE VUE

FERMETURE DU JARDIN ZOOLOGIQUE DE QUÉBEC

Les gens de Québec méritent mieux

Denis Coderre

Député de Bourassa à la Chambre des communes, l'auteur a été ministre dans les cabinets de Jean Charest et de Paul Martin.

Le Jardin zoologique de Québec a été contraint à fermer ses portes, condamné par l'apathie des élus conservateurs de la région de Québec, particulièrement celle de la ministre Josée Verner.

En dépit des belles promesses de M^{me} Verner et de ses collègues députés conservateurs lors de la dernière campagne électorale, le gouvernement de Stephen Harper nous démontre son manque total de leadership, que même le caractère secret des réunions de son cabinet ne saurait masquer.

M^{me} Verner refuse de se mouiller puisque personne ne lui aurait fait de demande officielle en ce sens. Je sais que M^{me} Verner n'a pas une très longue expérience comme élue, mais il me semble que les citoyens sont en droit de s'attendre à ce que leurs élus soient proactifs et fassent preuve d'initiative et de leadership, à plus forte raison lorsque leur député est ministre responsable de la région.

D'autre part, n'est-il pas incongru que le ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Jean-Pierre Blackburn, trouve le moyen de venir en aide financièrement au jardin zoologique dans sa région, mais soit

incapable d'en faire autant pour la région de Québec? Peut-être qu'en l'absence d'une demande en bonne et due forme de la part de M^{me} Verner, celui-ci préfère aussi s'en laver les mains?

Souvenons-nous que, pendant la dernière campagne électorale, le premier ministre Paul Martin et les candidats libéraux de la région avaient réitéré leur intention d'être proactifs dans ce dossier, et que nous étions même disposés à fournir une aide s'élevant à 35 millions \$.

N'oublions pas non plus que, lorsque le gouvernement libéral était au pouvoir, nous n'avions pas attendu que les gens descendent dans la rue pour offrir le concours financier du gouvernement fédéral à la sauvegarde du Jardin zoologique de Québec. Le chef séparatiste Bernard Landry avait toutefois opposé une fin de non-recevoir à notre aide financière parce que la vue de l'unifolié canadien lui donnait de l'urticaire. La dernière députée bloquiste de la région de Québec, Christiane Gagnon, ainsi que M. Duceppe devraient s'en souvenir avant de verser des larmes de crocodile au sujet du Jardin zoologique et de faire des discours moralisateurs sur le «vouloir» du gouvernement fédéral.

Les gens de Québec méritent mieux que le «silence des agneaux» conservateurs.



Denis Coderre



«Souvenons-nous que, pendant la dernière campagne électorale, le premier ministre Paul Martin et les candidats libéraux de la région avaient réitéré leur intention d'être proactifs dans ce dossier (le zoo)», rappelle Denis Coderre.

Nous sommes prêts à relever
nos manches. Et vous?

Ann Bourget

Chef de l'opposition au conseil de Québec (RMQ)

(À Jean Charest)

Monsieur le premier ministre, je me permets aujourd'hui de vous interpeller afin que vous puissiez donner une nouvelle chance à ce projet qui mobilise actuellement une grande partie de la population de la grande région de Québec: la sauvegarde de notre Jardin zoologique. Votre gouvernement s'est fait élire pour représenter la population et faire en sorte que notre patrimoine collectif soit préservé et enrichi pour les générations futures. Je vous demande d'être à l'écoute de cette population.

Depuis plusieurs semaines déjà, les gens de Québec se mobilisent. Plus de 55 000 personnes ont signifié leur attachement à leur zoo en signant des pétitions, alors que d'autres, dans un mouvement spontané, sont allées manifester publiquement leur appui. Même les tout-petits, pour qui le zoo constitue un milieu éducatif important et un lieu de divertissement familial, ramassent des fonds pour le sauvegarder. Les gens d'affaires sont mobilisés, et les villes de la région ont répété qu'elles voulaient conserver le Jardin zoologique et devenir des partenaires du projet. Ces dernières ont réclamé des informations précises quant au financement du déficit appréhendé pour les années 2007 et suivantes et, surtout, sur les études qui

amenaient à conclure à un tel déficit. Chaque jour qui passe démontre que non seulement le consensus existe, mais qu'il prend de plus en plus d'ampleur.

Ce dont nous avons un urgent besoin présentement, c'est d'une intervention de votre part; d'une ouverture du gouvernement afin qu'il ne dilapide pas notre patrimoine. Il faut une intervention de votre part pour que la date de fermeture soit repoussée (voire éliminée), permettant ainsi de se donner un espace-temps pour réaliser le plan d'action assurant la poursuite et le développement des activités du zoo.

Bien que le ministre Després ait annoncé son intention de maintenir la date du



Ann Bourget

31 mars 2006 pour la fermeture du Jardin zoologique, nous considérons qu'il ne faut pas lancer la serviette. Aucune rencontre de travail n'a eu lieu depuis tous ces mois, toutes les personnes désirant rencontrer M. Després ou M^{me} Boucher se sont fait répondre par un non catégorique! Comment trouver une solution lorsque les deux promoteurs ne sont pas accessibles pour discuter? Il est minuit moins une, Monsieur le premier ministre, et seulement 1,2 million de dollars nous séparent d'une solution.

C'est pourquoi je désire, au nom des membres de notre formation politique, vous faire part d'une nouvelle proposition: que le déficit anticipé de 2006 (estimé entre deux et quatre millions de dollars) soit

assumé dès cette année par la Ville de Québec et le gouvernement du Québec. Plutôt que de dépenser les sommes prévues cette année pour la fermeture du zoo (23 millions \$ sur 10 ans), le gouvernement du Québec les allouerait pour le paiement du déficit de 2006. Ceci permettrait de se donner un espace-temps pour ramener dès maintenant tous les intervenants à la même table afin d'établir un consensus régional et un plan de relance; de réévaluer la gestion en vue de faire des économies; de réaliser le plan de promotion annoncé par les gens d'affaires; et de faire la demande formelle de financement de la phase deux au gouvernement fédéral.

Monsieur le premier ministre, la région de Québec vous démontre sa solidarité et vous demande d'agir. NOUS SOMMES PRÊTS à relever nos manches et se mettre au travail... et vous?

Écrivez-nous!

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale:
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

ANALYSE

L'ÉTAT DU QUÉBEC DANS LE MONDE (11)

Quand l'État donne l'heure... juste!

Quand on compare l'administration publique du Québec à celle des autres États fédérés ou des pays occidentaux, comment se situe-t-elle? Pour y répondre, les chercheurs de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP poursuivront, au fil des semaines, leurs analyses de la situation, à l'invitation du journal LE SOLEIL. Ils se penchent aujourd'hui sur les changements d'heure!

L'État « maître des horloges », voilà ce que tous les citoyens vivent encore une fois en ce début de printemps en changeant d'heure. La régie de l'heure est aujourd'hui le privilège non contesté de la puissance publique nationale. Il n'en a pas toujours été ainsi. C'est en effet l'accroissement de la connaissance scientifique, le développement des communications, la volonté d'optimiser l'activité économique et un souci d'harmonisation et de sécurité qui ont conduit les États à « régler les temps ».

144 FUSEAUX HORAIRES EN AMÉRIQUE EN 1867

Au XIX^e siècle, le temps solaire rythmait encore la vie des localités, midi coïncidant avec le moment où le soleil atteignait son zénith. Avec pour conséquence une atomisation de l'heure, celle-ci variant d'une minute par tranche de 18 km d'est en ouest, l'heure la plus tardive étant à l'est. En 1867, l'Amérique du Nord comptait ainsi pas moins de 144 fuseaux horaires officiels sans pour autant qu'on s'en émeuve car personne, à l'époque, ne songeait à franchir le continent d'un seul coup d'aile.

C'est avec l'avènement du chemin de fer que la multitude d'heures municipales devint un casse-tête pour les voyageurs en correspondance. Plus grave, elle représentait un réel danger, car on s'inquiétait de la possibilité de voir deux trains obéissant à des références horaires différentes rouler l'un vers l'autre sur la même voie.

L'Angleterre fut le premier État à uniformiser l'heure sur son territoire, sous la pression, justement, des compagnies ferroviaires. Dès 1850, celles-ci imposaient en effet pour leurs services « l'heure normale de Londres » dans tout le pays. Le Parlement entérina le fait accompli en votant la Definition of Time Act en 1880. Au Canada, les compagnies ferroviaires eurent également leur propre système de « fuseaux horaires » en 1883, inspiré par Sanford Fleming (1827-1915), ingénieur en chef au Canadien Pacifique. Ce Néo-Écossais avait une vision globale de la division du temps applicable à tous les modes de transport et de communication. Il suggéra de segmenter la planète entière en 24 fuseaux horaires, chacun correspondant à 15 degrés de longitude et à une heure, en commençant par le méridien de Greenwich (longitude 0,0 ou GMT).

En octobre 1884 eut lieu à Washington l'International Prime Meridian Conference. Des représentants de 25 pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Asie y participèrent. Au sein de la délégation britannique, Fleming était le seul représentant d'un Dominion, celui du Canada. Malgré les réticences des puissances maritimes comme la France et le Japon pour l'ancre de

méridien « 0,0 » en Angleterre, son système international d'heure fut adopté. Sa pertinence sera rapidement reconnue et il sera très vite appliqué par les pays.

On utilise aujourd'hui dans le monde une version modifiée des fuseaux horaires de Fleming. Les temps légaux sont basés sur le « Temps universel coordonné » (UTC)* et les frontières abstraites des fuseaux dessinées à l'origine se confondent désormais dans plusieurs régions du monde avec des frontières géographiques ou politiques. Ainsi par exemple le fuseau horaire légal diffère-t-il de 30 minutes de celui escompté par la formule du temps universel au Népal, en Inde en Iran ou à Terre-Neuve, qui en a d'ailleurs fait une exigence lors de son adhésion au Canada.

La différence est de une heure en permanence en France, en Espagne et aux Pays-Bas et même de deux heures à certaines périodes de l'année. Compte tenu de leur superficie, des pays s'étendent sur plusieurs fuseaux horaires et ont donc plus d'une heure légale. Exemples : 11 en Russie, 6 aux États-Unis depuis 1918, 4 au Brésil et 6 au Canada (5514 km d'est en ouest) qui en comptait 7 jusqu'à ce que le Yukon choisisse l'heure du Pacifique en 1973.

À l'inverse, la Chine, dont le territoire (5200 km d'est en ouest) s'étend sur cinq fuseaux horaires, n'a, pour des raisons politiques et militaires, qu'une seule heure légale, celle de Pékin. Ainsi le soleil se lève-t-il à l'ouest du pays généralement après 9 h du matin et apprend-t-on aux écoliers de la région orientale du Xinjiang (20 millions d'habitants) que l'astre atteint son zénith quand les pendules indiquent... 15 h!

L'HEURE SAISONNIÈRE

Benjamin Franklin — homme de science et philosophe, délégué en France pour obtenir la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis — propose dans le *Journal de Paris* du 26 avril 1784 l'adoption de « l'heure d'été ». Même présentée de façon fantaisiste, l'idée avait pour but, déjà, de rationaliser l'activité humaine et de réaliser des économies d'énergie. Plus de 70 pays l'ont adoptée aujourd'hui : dans l'hémisphère Nord où l'on ajoute 60 minutes à l'heure légale (généralement de mars à octobre) et dans l'hémisphère Sud où l'on retranche 60 minutes. La zone de l'équateur fait exception puisque le jour et la nuit y connaissent une durée égale toute l'année.

Appliqué au Royaume-Uni et en Irlande depuis la Première Guerre mondiale et en Italie depuis 1966, le régime de l'heure d'été a été introduit dans la plupart des pays de l'Union européenne au début des années 80. En 1998, soucieux de faciliter les échan-



La régie de l'heure est aujourd'hui le privilège non contesté de la puissance publique nationale. Il n'en a pas toujours été ainsi.

ges au sein de l'Union, le Parlement et le Conseil européen ont fixé les dates de changement d'heure au dernier dimanche de mars à 2 h du matin et au dernier dimanche d'octobre à 3 h du matin.

Depuis août 1945, la France vit toute l'année en avance d'une heure sur le soleil (son fuseau naturel étant GMT). Instituée en 1975, après le choc pétrolier de 1974, pour économiser l'électricité, l'heure d'été oblige donc les Français à vivre avec deux heures d'avance sur le soleil durant six mois et ne fait pas l'unanimité. Des projets de loi ont même été présentés, sans succès, par des parlementaires pour l'abolir.

C'est au demeurant en France que l'impact de la rupture semestrielle du temps sur les personnes a été le plus étudié. La mesure est impopulaire auprès des agriculteurs qui s'alignent plus sur la course du Soleil que sur l'heure légale. Les écologistes dénoncent une concentration des activités polluantes aux heures les plus chaudes de la journée. Les analystes de la consommation d'énergie relèvent une surconsommation en ce qui a trait au chauffage au cours des premières heures de la journée (les plus froides) de septembre à juin.

L'ORIGINE MILITAIRE DE L'HEURE D'ÉTÉ AU CANADA

Le gouvernement fédéral canadien adopta l'heure avancée en 1918 pour augmenter la production du matériel de guerre. Retirée dès 1919, l'heure avancée obligatoire fut restaurée, à l'année cette fois, et toujours pour des raisons

de défense nationale. D'abord en 1940 au Québec et en Ontario, dont les régions urbaines pratiquaient déjà l'heure d'été, puis de 1942 à 1945 dans tout le Canada. L'usage de l'heure d'été s'est généralisé par la suite, sauf en Saskatchewan (excluant la région de Lloydminster, localité frontalière interprovinciale) et en certains lieux de la Colombie-Britannique. Une loi fédérale de 1987 confirme que la réglementation des fuseaux horaires et l'heure d'été est de compétence provinciale, exceptée, éventuellement, si la sécurité du territoire était jugée menacée.

Le Québec** n'avait pas attendu cette confirmation, loin de là, puisque dès 1924, le Parlement québécois avait légiféré pour permettre aux municipalités intéressées d'avancer l'heure sous réserve de la tenue d'un référendum local sur le sujet. Ce texte, amendé par la suite à plusieurs reprises, précisait que l'heure avancée commence le premier samedi de mai à minuit et prend fin le dernier samedi de septembre à minuit.

Depuis 1988, les États provinciaux adeptes de l'heure d'été suivent le modèle nord-américain de l'heure avancée du premier dimanche d'avril au dernier dimanche d'octobre. Or, en juillet 2005, le Congrès américain a approuvé l'Energy Policy Act, dont une disposition vise à allonger de quatre semaines la période d'application de l'heure d'été aux États-Unis. À compter de 2007, l'heure avancée y sera donc en vigueur du deuxième dimanche de mars jusqu'au premier dimanche de novembre. Toutefois, le

Congrès a exigé que le ministère américain de l'énergie évalue l'incidence de cette extension dès la fin de 2007. Bien que prise pour économiser l'énergie, un doute plane sur l'efficacité de cette mesure.

Étant donné l'importance des liens commerciaux avec leur voisin, les provinces canadiennes, une fois assurées que les Américains ne reviendront pas sur leur décision, n'ont peut-être d'autres choix que de s'y conformer même si l'impact sur la consommation d'énergie de ce côté-ci de la frontière reste à prouver.

* L'UTC est une échelle de temps compromis entre le Temps atomique international (TAI), stable mais déconnecté de la rotation de la Terre, et le Temps universel (TU), directement lié à la rotation de la Terre et donc instable. « Coordonné » indique que l'UTC est en fait identique au TAI (il en a la stabilité et l'exactitude), mais à un nombre entier de secondes près, soit à 0,9 seconde.

** On oublie aujourd'hui que de 1963 à 1969 une ligne de démarcation de l'heure réglementaire suivait au Québec le 68^e degré de longitude ouest pour permettre aux populations de l'Est du Québec de respecter l'horaire des Maritimes. Depuis 1969, cette ligne est le 63^e degré de longitude ouest, ce qui uniformise l'heure sur presque tout le territoire continental (excepté l'extrême est de la Basse-Côte-Nord et d'Anticosti) en respectant la spécificité des Îles-de-la-Madeleine. Le ministre des Affaires municipales déclara à l'époque que cette rectification avait pour but de répondre à la demande des résidents des régions situées à l'est du 68^e degré qui voulaient « vivre à l'heure du Québec ».

Pour communiquer avec l'Observatoire : Danielle Landry : (418) 641-3000, poste 6574; télécopieur : (418) 641-3057; courriel : danielle_landry@enap.ca; Internet : http://enap.ca/observatoire

CARREFOUR DES LECTEURS

Majorité silencieuse

(À Eric R. Mercier, député de Charlesbourg)

Ce matin, le journal LE SOLEIL cite vos propos sur la fermeture du zoo, à l'effet que la « majorité silencieuse » de la région approuve cette fermeture. Je ne connais pas vos sources d'information (ou sondage d'opinion), mais sachez que je me dissocie totalement de vos propos. Je ne suis membre d'aucun parti politique et je me considère, si on peut dire, comme faisant partie de cette majorité silencieuse, et je ne vous soutiens pas du tout dans cette démarche. Comme fossoyeur, on ne fait pas mieux!

Bernard Beaulieu
Charlesbourg

Si vous aviez été là...

(À Eric R. Mercier)

Contrairement à vous, j'étais présente dimanche dernier à la manifestation pour la sauvegarde du zoo. J'ai senti le malaise de certaines personnes autour de moi lorsque des représentants des partis politiques ont pris la parole. Cependant, lorsque Gilles Duceppe a dit qu'au-delà des idéologies partisanes il fallait sauver notre zoo, ces mêmes personnes ont applaudi avec enthousiasme parce que si elles s'étaient déplacées, c'était pour démontrer leur attachement à notre Jardin zoologique. Au



« Contrairement à vous, j'étais présente dimanche dernier à la manifestation pour la sauvegarde du zoo », écrit une lectrice au député Eric Mercier.

lieu de dire des énormités, Monsieur Mercier, vous auriez dû continuer de vous taire!

Diane Gilbert
Lac-Beauport

J'ai honte!

Je suis Sherbrookoise d'origine et j'ai honte que « l'honorable » premier ministre Charest soit de Sherbrooke lui aussi. S'il était fier d'habiter l'Estrie,

il ne laisserait pas ses amis les entrepreneurs détruire une partie de notre patrimoine pour leur dieu « dollar ». Lorsque j'ai habité Sherbrooke, chaque fin de semaine je me retrouvais avec ma femme et mes enfants dans cet endroit féérique, le parc du Mont-Orford, libérant le stress que j'avais accumulé pendant ma semaine de travail. Plusieurs familles m'imitaient ainsi que les amoureux de la nature.

Avec la manifestation qui a eu lieu dimanche passé, je ne me sens pas seul à penser ainsi.

Je considère que le gouvernement Charest est le pire que j'ai pu connaître depuis très longtemps. Avec le Mont-Orford, c'est une partie de notre âme qu'il vend! Et que penser du zoo de Québec? Son gouvernement n'a pas levé le doigt pour sauver cet endroit où des animaux exotiques ne peuvent être transportés ailleurs. Ils devront être euthanasiés. Et encore là, les terrains sont voués à recevoir bientôt des condos! Étrange coïncidence! Ah l'argent, ça peut changer des valeurs de place!

Marc Rousseau
Québec

Unissons nos forces

Nous sommes allés au Jardin zoologique, le lundi 27 mars : ce fut un enchantement! Tout est là, en place, il s'agit de continuer et de cesser de chercher des coupables. Le passé est passé : c'est le présent et l'avenir qui comptent. Ne laissons pas mourir une si belle réalisation. Le Jardin zoologique devrait être accessible à tous. Les étudiants en horticulture et autres sciences de la nature devraient y trouver leur compte. Les gens de Québec et les visiteurs s'y plaindraient. Lorsque nous allons à Montréal, nous aimons nous retrouver au Jardin botanique.

Plusieurs organismes semblent vouloir sauver le Jardin : est-il possible de s'entendre?

Fermer le Jardin zoologique du Québec serait un échec monumental dont nous aurions la triste responsabilité. Unissons nos forces afin que le Jardin zoologique du Québec survive!

Jeanne Lessard
Lac-Beauport

Corrigez le tir!

(À Jean Charest)

Avec le zoo, il apparaît clairement que votre seule ambition est de régner sur Montréal. Pourquoi ne pas postuler à la mairie de cette ville et en être le maire au lieu de n'être que le vice-maire de la Ville de Québec? Je suis rendu à un âge vénérable et j'ai toujours voté pour le Parti libéral, par conviction, ainsi que l'ont fait mon père et mon grand-père. À la prochaine élection, devrais-je annuler mon vote? Je suis issu d'une famille nombreuse, j'ai des enfants qui pensent comme moi; devons-nous tous changer d'allégeance, annuler nos votes? J'espère que non. Essayez de comprendre la frustration et la colère qui commencent à gronder dans la région de Québec : s'il vous plaît, corrigez le tir. Si vous ne le faites pas par amour pour la région de Québec, faites-le au moins pour sauver des votes.

Sylvio Roy
Québec

L'EST ET LA CÔTE-NORD

EN BREF

Blitz de négos au Manoir

■ LA MALBAIE — Un blitz de négociations entre la direction du Manoir Richelieu et ses 240 travailleurs de la restauration (TUAC-FTQ) pourrait permettre d'éviter une autre grève. La déléguée en chef, Émilie Thibeault, confirme qu'une proposition «supérieure à l'entente obtenue par la CSN» sera soumise au vote des membres en début de semaine prochaine. Cette dernière refuse de parler d'entente de principe, mais c'est tout comme. Sans recommander à ses membres de l'accepter, elle leur dira «que c'est une offre sérieuse et qu'ils doivent en tenir compte». M^{me} Thibeault refuse d'en dévoiler les détails si ce n'est qu'on parle d'un contrat de cinq ans. Et s'il est supérieur à celle signée par la CSN, les bonifications salariales excéderont donc les 30 % sur cinq ans. *Sylvain Desmeules (collaboration spéciale).*

CSST: électrocution évitable

■ RIMOUSKI — Le décès d'un ferblantier de Matane, Dave Gauthier, travaillant pour l'entreprise Ventilation CG, survenu le 2 juin 2005, est dû à l'installation dangereuse d'un échafaudage qui ne respectait pas la distance minimale près d'une ligne électrique de 25 000 volts, et à la connaissance insuffisante de l'employeur et des travailleurs des risques de se retrouver près d'une ligne électrique, selon le rapport d'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) déposé hier à Matane. Le travailleur, victime d'une électrocution, a été projeté hors d'une boule de feu qui s'est formée en haut de l'échafaudage pour ensuite heurter la bordure du toit dans une chute de neuf mètres et décéder sept jours plus tard. Depuis cet accident mortel, l'entreprise a remis à la CSST une méthode de travail sécuritaire lorsque des travaux seront effectués près d'une ligne électrique. *Carl Thériault (collaboration spéciale)*

Rivière-du-Loup se mobilise

Chaque année, on fera tirer au sort une résidence pour payer les coûts de fonctionnement de la maison de soins palliatifs

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — La construction de la toute première maison de soins palliatifs de l'Est du Québec commencera à l'automne. Quelque 1,3 million \$ ont déjà été amassés dans la population, mais il y a plus. Une trentaine de partenaires se sont associés pour offrir en tirage une résidence d'une valeur de 160 000\$. Les profits de la vente serviront à assurer le fonctionnement de cette maison de fin de vie.

«C'est un cadeau du ciel qui nous est arrivé tout cuit. On ne pouvait rêver mieux. Nous avons les fonds nécessaires pour construire la maison, mais il fallait trouver un moyen d'en assurer le bon fonctionnement», confie le responsable du financement, Michel Daris, qui veut amasser 300 000\$ pour assurer 80% de l'argent nécessaire aux opérations de la première année de la Maison Desjardins de soins palliatifs de Kamouraska-Rivière-du-Loup-Témiscouata-Les Basques (KRTB).

L'idée émane de la firme de communications et d'organisation Événements VIP de Rivière-du-Loup, qui cherchait à bonifier d'une activité grandiose, le Grand Salon de l'habitation Goscobec 2006, qui se poursuit jusqu'à demain au Centre Premier Tech. Les responsables de Construc-

tion Goscobec ont accepté spontanément de participer à l'aventure.

«Nous avons rapidement considéré l'idée excellente, d'autant plus que la cause est des plus humanitaires. C'est la première fois que notre entreprise s'engage dans un tirage de cette importance et ce ne devrait pas être la dernière», confie Stéphane Morin, de Goscobec. L'activité est appelée à revenir annuellement, assurant ainsi un revenu récurrent à la Maison de soins palliatifs Desjardins.

Aucun financement récurrent gouvernemental n'a encore été confirmé. Toutefois, comme l'explique la D^{re} Louise Lafontaine, l'importance de cette résidence de fin de vie a été reconnue par le Centre de santé et de services sociaux de Rivière-du-Loup.

La maison de soins palliatifs Desjar-



L'habitation à gagner en est une des plus modernes qui vaut 160 000\$.

dins du KRTB renfermera six chambres, une chapelle, une bibliothèque, une salle de rencontre, une chambre destinée aux proches, un lieu de recueillement, une cuisine avec salle à manger, un poste d'accueil et deux bureaux. Les plans et devis seront complétés sous peu et le processus d'appel d'offres sera ensuite mis en branle.

La maison offerte en tirage est de dimensions 32 X 40 pieds et sera livrée prête à être habitée: entièrement meublée et décorée.

Le public peut la visiter dans le stationnement du Centre Premier Tech. Elle y demeurera jusqu'en juillet, date où elle sera déménagée sur un terrain de la cité Beau-Lieu de Rivière-du-Loup. Les billets sont en vente jusqu'au 27 septembre et le tirage aura lieu le 30 octobre.

Le Grand Salon de l'habitation Goscobec permet au public de visiter plus de 130 exposants. Les organisateurs attendent au moins 10 000 visiteurs d'ici à demain.

Expansion chez Rona

■ RIMOUSKI — Le Groupe Rona étudie la possibilité de réaliser un projet d'expansion de l'entreprise à Rimouski en relogant ses locaux de la 2^e Rue Est, vers la Cité des achats, près du Wal-Mart. «On regarde fortement la possibilité d'agrandir, mais on a des études à faire pour voir si ça vaut la peine de prendre de l'expansion à Rimouski», confie le porte-parole de RONA, Stéphane Prud'homme. Le projet à l'étude serait celui d'une grande surface de moins de 100 000 pi². Un Réno-Dépôt pourrait être la bannière envisagée. *Ernie Wells (collaboration spéciale)*

OPTRA FAMILIALE DE CHEVROLET

MUSIQUE
DU FAUBOURG

Disques compacts, DVD, cassettes. Neufs et usagés. Achat, vente, échange.

621, rue Saint-Jean Québec 529-4848
www.musiquedufaubourg.com

32 en stock

- ✓ Une petite famille
- ✓ Beaucoup d'espace
- et très pratique

0\$ comptant 0\$ dépôt de sécurité

239\$

par mois*

MARLIN
CHEVROLET

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)
688-1212

* Location 60 mois. Transport et préparation inclus. Taxes en sus.

GM VRAIMENT PLUS

Gagnante du prix APEAL 2005 de J.D. Power — la voiture intermédiaire d'entrée la plus attrayante!

PLUS DE STYLE, POUR UN MONDE PLUS RAFFINÉ.

PONTIAC 2006

G6

279\$ PAR MOIS*

Mois	Comptant	Dépôt de sécurité
299\$	1312\$	0\$
327\$	0\$	0\$

2249\$ DE COMPTANT 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ Terme de 48 mois à la location. Préparation et frais de transport de 1200\$ inclus.

MONTANA SV6

20 599\$ À L'ACHAT*

279\$ PAR MOIS*

Mois	Comptant	Dépôt de sécurité
309\$	1733\$	0\$
348\$	0\$	0\$

3066\$ DE COMPTANT 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ Terme de 48 mois à la location. Préparation et frais de transport de 1250\$ inclus.

Moteur VVT 2,4 L 4 cyl. DACT de 167 HP • Boîte automatique à 4 vitesses • Freins à disque aux 4 roues • Climatiseur • Télédverrouillage • Lecteur CD et 6 haut-parleurs • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 • Roues en aluminium • Démarreur à distance • Aileron arrière • Régulateur de vitesse • Glaces, portières et rétroviseurs à commande électrique

Route: 6,4 L/100 km ou 44 mi/gal. Ville: 10 L/100 km ou 28 mi/gal.*

Route: 8,7 L/100 km ou 33 mi/gal. Ville: 12,9 L/100 km ou 22 mi/gal.*

gmcanada.com

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquent aux modèles neufs 2006 suivants: Pontiac G6 (22599\$ TTC) et Montana SV6 (20599\$ TTC). Les modèles illustrés diffèrent en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels sont en sus et payables à la livraison. 1. Basé sur l'étude 2005 Automotive News/Research (ANR) de la J.D. Power et Associates. 2. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impact frontal). Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des E.-U. 3. À la location, paiement mensuel basé sur un total de 48 mois. Frais de transport et préparation inclus. 4. Cote de consommation telle que publiée dans l'ÉnergieGuide par Ressources naturelles Canada. 5. À l'achat, préparation incluse. Transport, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. 6. Compréhension et participation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver, l'Université de la Colombie-Britannique et le service OnStar. 7. Informations sur les programmes de financement et les modalités de location, il faut consulter le site gmcanada.com. 8. MCMarque de commerce de 2005. 9. Marque de commerce de la GM. 10. Marque de commerce de la GM. 11. Marque de commerce de la GM. 12. Marque de commerce de la GM. 13. Marque de commerce de la GM. 14. Marque de commerce de la GM. 15. Marque de commerce de la GM. 16. Marque de commerce de la GM. 17. Marque de commerce de la GM. 18. Marque de commerce de la GM. 19. Marque de commerce de la GM. 20. Marque de commerce de la GM. 21. Marque de commerce de la GM. 22. Marque de commerce de la GM. 23. Marque de commerce de la GM. 24. Marque de commerce de la GM. 25. Marque de commerce de la GM. 26. Marque de commerce de la GM. 27. Marque de commerce de la GM. 28. Marque de commerce de la GM. 29. Marque de commerce de la GM. 30. Marque de commerce de la GM. 31. Marque de commerce de la GM. 32. Marque de commerce de la GM. 33. Marque de commerce de la GM. 34. Marque de commerce de la GM. 35. Marque de commerce de la GM. 36. Marque de commerce de la GM. 37. Marque de commerce de la GM. 38. Marque de commerce de la GM. 39. Marque de commerce de la GM. 40. Marque de commerce de la GM. 41. Marque de commerce de la GM. 42. Marque de commerce de la GM. 43. Marque de commerce de la GM. 44. Marque de commerce de la GM. 45. Marque de commerce de la GM. 46. Marque de commerce de la GM. 47. Marque de commerce de la GM. 48. Marque de commerce de la GM. 49. Marque de commerce de la GM. 50. Marque de commerce de la GM. 51. Marque de commerce de la GM. 52. Marque de commerce de la GM. 53. Marque de commerce de la GM. 54. Marque de commerce de la GM. 55. Marque de commerce de la GM. 56. Marque de commerce de la GM. 57. Marque de commerce de la GM. 58. Marque de commerce de la GM. 59. Marque de commerce de la GM. 60. Marque de commerce de la GM. 61. Marque de commerce de la GM. 62. Marque de commerce de la GM. 63. Marque de commerce de la GM. 64. Marque de commerce de la GM. 65. Marque de commerce de la GM. 66. Marque de commerce de la GM. 67. Marque de commerce de la GM. 68. Marque de commerce de la GM. 69. Marque de commerce de la GM. 70. Marque de commerce de la GM. 71. Marque de commerce de la GM. 72. Marque de commerce de la GM. 73. Marque de commerce de la GM. 74. Marque de commerce de la GM. 75. Marque de commerce de la GM. 76. Marque de commerce de la GM. 77. Marque de commerce de la GM. 78. Marque de commerce de la GM. 79. Marque de commerce de la GM. 80. Marque de commerce de la GM. 81. Marque de commerce de la GM. 82. Marque de commerce de la GM. 83. Marque de commerce de la GM. 84. Marque de commerce de la GM. 85. Marque de commerce de la GM. 86. Marque de commerce de la GM. 87. Marque de commerce de la GM. 88. Marque de commerce de la GM. 89. Marque de commerce de la GM. 90. Marque de commerce de la GM. 91. Marque de commerce de la GM. 92. Marque de commerce de la GM. 93. Marque de commerce de la GM. 94. Marque de commerce de la GM. 95. Marque de commerce de la GM. 96. Marque de commerce de la GM. 97. Marque de commerce de la GM. 98. Marque de commerce de la GM. 99. Marque de commerce de la GM. 100. Marque de commerce de la GM.